

ENQUÊTE RÉGIONALE

AUPRÈS DES JEUNES
ACCOMPAGNÉS
PAR LES MISSIONS LOCALES
DANS LES HAUTS-DE-FRANCE

SOMMAIRE

INTRODUCTION 3

Méthodologie et enquête.....	4
Population des jeunes accompagnés et échantillon.....	5
Situation sociodémographique.....	6
Situation vis-à-vis de l'emploi.....	7

ÉTAT DE SANTÉ, ACCÈS AUX SOINS ET PRÉVENTION 8

État de santé perçu.....	10
Handicap.....	11
Accès aux droits.....	12
Accès aux soins.....	13
Vaccination.....	14
Temps forts de la prévention.....	15

SANTÉ MENTALE 16

Profil de Duke.....	18
Recours à un psychiatre ou un psychologue.....	19
Santé physique et comportements liés à la santé.....	19

VIE AFFECTIVE ET SEXUELLE 20

Situation affective.....	22
Contraception et protection.....	23
Consentement.....	24
Tolérance.....	25
Accès aux soins et dépistage.....	26
Structures d'accompagnement.....	27

CONDUITES ADDICTIVES 28

Tabac.....	30
Alcool.....	32
Cannabis.....	34
Autres drogues et addictions.....	35

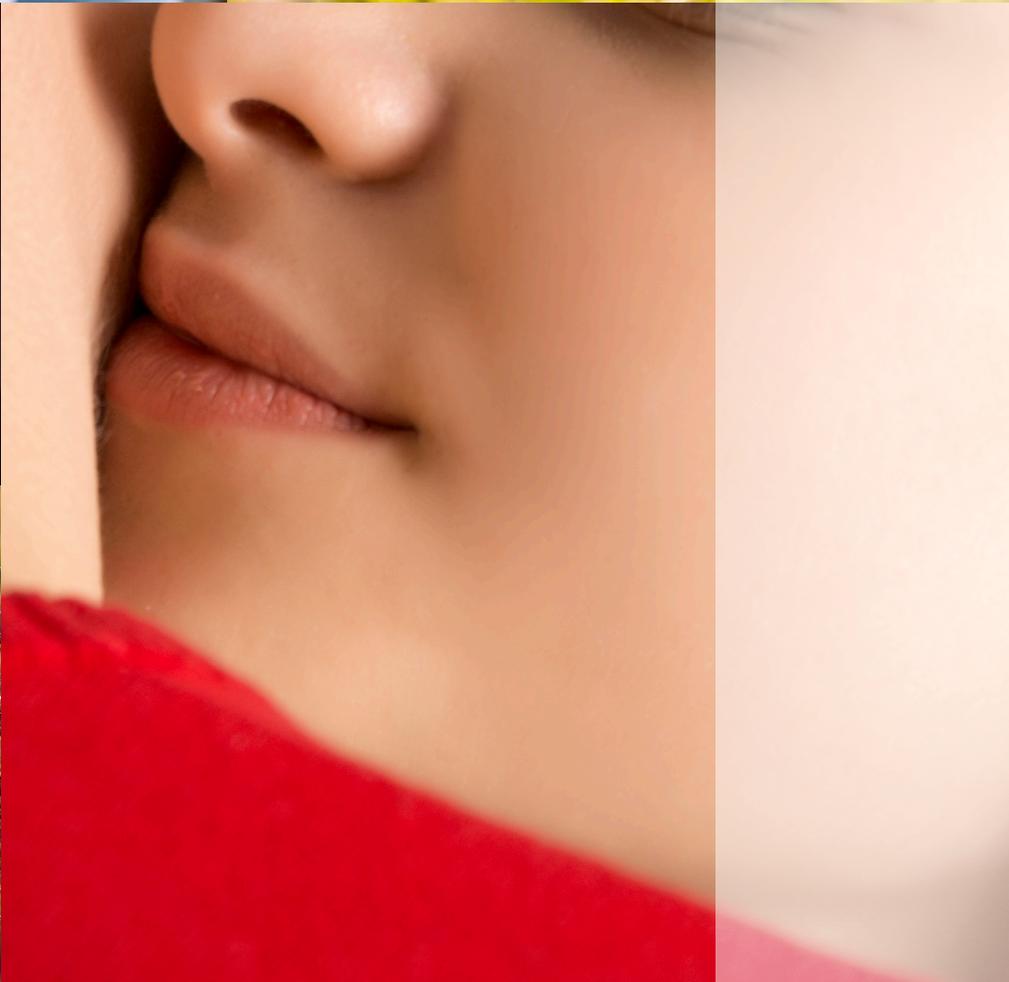
ALIMENTATION, ACTIVITÉ PHYSIQUE ET SÉDENTARITÉ 36

Consommations alimentaires.....	38
Habitudes alimentaires.....	42
Comportements d'achats alimentaires.....	43
Activité physique.....	44
Sédentarité.....	46

AUTOUR DE L'ENVIRONNEMENT 48

Sentiment d'information.....	50
Perception des risques pour la santé.....	52
Comportements.....	54

RÉPARTITION DES MISSIONS LOCALES DES HAUTS-DE-FRANCE. . . . 56



POUR MIEUX COMPRENDRE LA SANTÉ ET LES HABITUDES DES JEUNES ET AINSI ADAPTER LEUR PRISE EN CHARGE

Chaque année, le réseau, constitué par les 42 Missions Locales implantées dans les Hauts-de-France, accompagne entre 115 000 et 120 000 jeunes, selon l'année.

Nombre de ces jeunes présentent des difficultés sociales et/ou des problèmes de santé. Pour préparer les jeunes à une vie citoyenne autonome, l'AREFIE, en partenariat avec l'ARS, a engagé depuis de nombreuses années, un programme de Prévention Promotion de la Santé, qui se déploie dans les Missions Locales et se structure dans la durée, autour de projets dits modélisés.

Afin d'inspirer les orientations, une étude auprès des jeunes est menée tous les 4 ans. Le travail qui vous est présenté dans ce document est le résultat de l'étude qui a été menée en 2024, après celle conduite en 2020.

Le nombre de réponses enregistrées témoigne de la préoccupation qu'ont les jeunes, concernant leur santé, et ce dans des domaines aussi divers que les addictions, la santé sexuelle, la santé mentale ou la santé liée à l'environnement...

Cette étude n'aurait pas pu être réalisée sans la mobilisation du réseau, qu'il en soit ici remercié, ni sans la confiance dans laquelle travaillent l'AREFIE et l'ARS depuis de longues années.

Elle contribue à approfondir la connaissance que nous avons de la jeunesse, pour guider au mieux notre action.

Nous vous en souhaitons une bonne lecture.



38

MISSIONS LOCALES
des Hauts-de-France
ont participé
à l'enquête

MÉTHODOLOGIE ET ENQUÊTE

Objectif de l'étude

L'enquête réalisée auprès des jeunes accompagnés par les Missions Locales a pour objectif d'établir un diagnostic de la situation sanitaire de ce public en situation de vulnérabilité sociale, au travers de différents axes, allant de la santé physique à la santé mentale, en passant par les habitudes de vie.



Un auto-questionnaire relayé par les Missions Locales

Un auto-questionnaire accessible sur smartphone par QR code a été mis à disposition des jeunes dans toutes les Missions Locales des Hauts-de-France. Après une première vague d'enquête de novembre 2023 à mai 2024, puis une seconde en juillet 2024, 2 612 questionnaires collectés dans trente-huit Missions Locales ont pu être exploités.

Des résultats sont produits au niveau du département. Ainsi, l'échantillon compte 195 jeunes dans l'Aisne, 1 488 pour le Nord, 302 pour l'Oise, 484 pour le Pas-de-Calais et 94 pour la Somme ; 49 jeunes n'ont pas renseigné leur Mission Locale et, par extension, leur département. De plus, quelques tendances générales sont fournies aux niveaux du Pacte pour la réussite de la Sambre-Avesnois-Thiérache (SAT) et du Bassin minier. Ces deux sous-échantillons comptent respectivement 249 et 504 jeunes.

Les thématiques abordées

Le temps moyen de remplissage de l'auto-questionnaire est d'une vingtaine de minutes, pour environ 140 questions. Les premières questions permettent de recueillir des informations sur le profil du jeune : Mission Locale de rattachement, sexe, âge, niveau de diplôme, situation professionnelle, lieu d'habitation (propre logement, chez les parents, structure d'hébergement, pas de logement stable...). Les résultats de ces questions sont présentés dans ce document.

Le questionnaire aborde ensuite l'état de santé générale perçue, le fait d'avoir un numéro de sécurité sociale et une carte vitale, le recours à des professionnels de santé (médecin traitant, dentiste, ophtalmologue, psychologue ou psychiatre, gynécologue et autres spécialistes). Figurent également des questions autour du handicap (reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé et, si oui, le type de handicap), sur la vaccination, puis sur quelques temps forts de prévention. Les résultats sont présentés dans le chapitre intitulé « État de santé, accès aux soins et prévention » (cf. page 8).

Des informations ont également été recueillies sur les habitudes alimentaires et les comportements d'achats. Quelques questions abordent l'activité physique pratiquée au cours d'une semaine habituelle, dans différents contextes : loisirs et activités quotidiennes (travaux légers et déplacements). Les résultats figurent dans le chapitre intitulé « Alimentation, activité physique et sédentarité » (cf. page 36).

Le questionnaire aborde ensuite la santé environnementale. Les résultats sont présentés dans le chapitre intitulé « Autour de l'environnement » (cf. page 48).

Le questionnaire précise aux jeunes que quelques questions concernant leur vie affective et santé sexuelle leur sont posées afin d'améliorer l'accompagnement apporté par les Missions Locales. Le chapitre « Vie affective et sexuelle » restitue ces résultats (cf. page 20).

Ce sont ensuite des questions relatives au tabac, à l'alcool et aux drogues qui sont posées. Elles portent, d'une part, sur les consommations et, d'autre part, sur la connaissance de structures vers lesquelles s'orienter en cas de souhait d'arrêter de consommer l'une de ces substances. Une dernière question sur cette thématique concerne le fait de penser avoir une addiction autre que celle aux produits licites ou illicites. Les résultats sont présentés dans le chapitre « Conduites addictives » (cf. page 28).

Le questionnaire se termine avec des questions relatives à la santé mentale. Elle est abordée par le profil de santé de Duke, questionnaire standardisé validé internationalement, et permettant de déterminer plusieurs scores liés à la qualité de vie en relation avec la santé. Le chapitre « Santé mentale » restitue ces résultats (cf. page 16).

Redressement de l'échantillon et analyses

Afin de présenter des résultats davantage représentatifs de la population des jeunes accompagnés par les Missions Locales dans les Hauts-de-France, un calage sur marges a été réalisé : les résultats présentés sont pondérés en fonction du sexe, de la Mission Locale et du département dans lequel la Mission Locale est située.

Par ailleurs, sauf mention contraire, toutes les différences selon le profil des répondants dans les divers documents produits sont significatives au seuil de 5 %, après ajustement sur le sexe, l'âge, le niveau de diplôme et le département.

POPULATION DES JEUNES ACCOMPAGNÉS ET ÉCHANTILLON

Davantage de jeunes dans le Nord

À l'instar de ce qui est observé en population générale, une majorité de jeunes est retrouvée dans le nord de la région (cf. encadré ci-dessous). Ainsi, début 2024 près de la moitié des jeunes est accompagnée par une Mission Locale située dans le département du Nord (48,7 %) et un quart (25,0 %) dans celui du Pas-de-Calais. Les trois départements du sud de la région concentrent un quart des jeunes accompagnés : 10,3 % pour l'Oise, 8,7 % pour l'Aisne et 7,3 % pour la Somme.

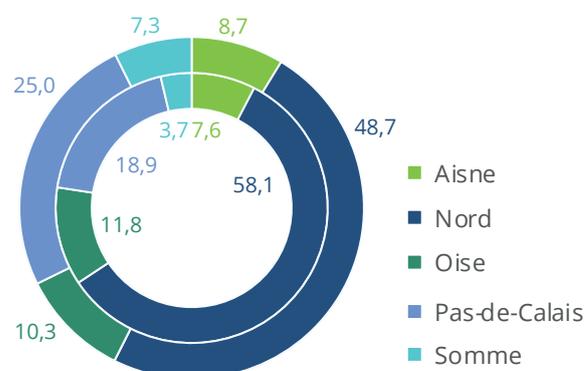
La répartition des jeunes enquêtés diffère un peu de la file active des Missions Locales (cf. graphique ci-contre). Le département du Nord est surreprésenté (48,7 % de la file active pour 58,1 % de jeunes enquêtés). À l'inverse, ceux de la Somme et du Pas-de-Calais sont sous-représentés avec 2,0 fois moins de jeunes du premier département et 1,3 fois moins de jeunes du second que ce qui était prévu, compte tenu des files actives des Missions Locales de la région.

Des disparités entre l'échantillon et la file active sont également retrouvées suivant le sexe : 47,8 % des jeunes accompagnés par les missions locales sont des femmes, tandis qu'elles représentent 56,8 % des enquêtés (1,5 % des jeunes interrogés se déclarent non-binaires ou autres).

Moins de disparités sont relevées suivant l'âge (cf. tableau ci-dessous). Les mineurs représentent 11,8 % des jeunes accompagnés par les Missions Locales des Hauts-de-France et 10,6 % des jeunes au sein de l'échantillon. Les jeunes de 18-21 ans représentent un peu plus de la moitié des jeunes accompagnés par les Missions Locales (53,2 % contre 58,0 % au sein de l'échantillon). Les 26 ans et plus sont très peu nombreux, moins de 1 % des jeunes accompagnés par les Missions Locales de la région.

Pour pallier ces déséquilibres entre population accompagnée par les Missions Locales et population enquêtée, une méthodologie de redressement a été mise en œuvre (cf. page ci-contre pour plus de précisions). Tous les résultats présentés dans la suite de ce document sont redressés.

RÉPARTITION DES JEUNES ACCOMPAGNÉS ET ENQUÊTÉS SELON LE DÉPARTEMENT DE LA MISSION LOCALE (%)



Cercle extérieur : jeunes accompagnés
Cercle intérieur : jeunes enquêtés

Sources : Aréfie Hauts-de-France, Enquête sur la santé des jeunes accompagnés par les Missions Locales - Exploitation : OR2S

RÉPARTITION DES JEUNES ACCOMPAGNÉS ET ENQUÊTÉS SELON L'ÂGE (%)

	Jeunes accompagnés	Jeunes enquêtés	
		non redressé	redressé
16-17 ans	11,8	10,6	10,8
18-21 ans	53,2	58,0	58,1
22-25 ans	34,2	30,5	30,2
26 ans et plus	0,8	0,9	0,9

Sources : Aréfie Hauts-de-France, Enquête sur la santé des jeunes accompagnés par les Missions Locales - Exploitation : OR2S



ZOOM EN POPULATION GÉNÉRALE

Près de 160 000 jeunes de 16-17 ans et un peu plus de 521 000 de 18-24 ans sont domiciliés dans les Hauts-de-France en 2021. Un peu moins de la moitié (47,6 %) habite dans le département du Nord, entre un cinquième et un quart dans le Pas-de-Calais (22,6 %), un huitième dans l'Oise (12,3 %), un dixième dans la Somme (9,9 %) et un quatorzième dans l'Aisne (7,6 %). Les jeunes femmes représentent 48,9 % de la population régionale des 16-24 ans (et donc 51,1 % pour les jeunes hommes).

Le Bassin minier compte un peu plus de 133 000 jeunes de 16-24 ans et la Sambre-Avesnois-Thiérache près de 30 000, soit respectivement 19,6 % et 4,4 % de la population régionale de ce groupe d'âge.

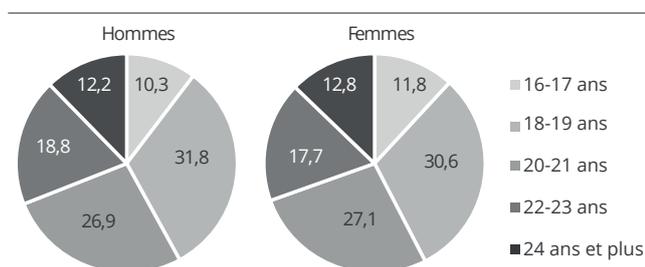
SITUATION SOCIO-DÉMOGRAPHIQUE

Une majorité de 18-21 ans

Après redressement, près de trois cinquièmes des jeunes accompagnés par les Missions Locales dans les Hauts-de-France ont entre 18 et 21 ans (58,1 %). Un jeune sur dix est mineur et un sur huit a 24 ans ou plus. La répartition de l'âge est quasiment identique chez les hommes et chez les femmes (cf. illustration ci-dessous).

Pour plus de la moitié, les jeunes sont inscrits depuis moins d'un an à la Mission Locale (en 2023 ou 2024) ; 7,5 % l'étaient avant 2020.

RÉPARTITION SELON LE SEXE ET L'ÂGE (%)



Source : Enquête sur la santé des jeunes accompagnés par les Missions Locales - Exploitation : OR2S

Un jeune pas ou peu diplômé sur quinze déjà parent ; deux fois moins chez les jeunes ayant au moins le Bac

Un jeune sur vingt (4,9 %) déclare avoir un(des) enfant(s). Chez les seuls majeurs, cette part augmente avec l'avancée en âge : 1,5 % chez les 18-19 ans, 4,6 % chez les 20-21 ans, 7,7 % chez les 22-23 ans et 12,0 % chez ceux de 24 ans ou plus. Pour les mineurs (16-17 ans), ils sont 2,7 % à déclarer avoir au moins un enfant. Aucune différence significative n'est relevée entre hommes et femmes.

Cette part varie suivant le niveau de diplôme. Un jeune sur quinze est concerné parmi les pas et peu diplômés (6,7 % pour ceux qui n'ont aucun diplôme et 6,6 % pour ceux qui ont un diplôme inférieur au Bac) ; la proportion est moindre pour les jeunes ayant au moins le Bac : 1,9 % pour ceux ayant le Bac et 3,0 % pour ceux ayant un diplôme supérieur au Bac.

La majorité des jeunes habite chez leurs parents ou un membre de leur famille

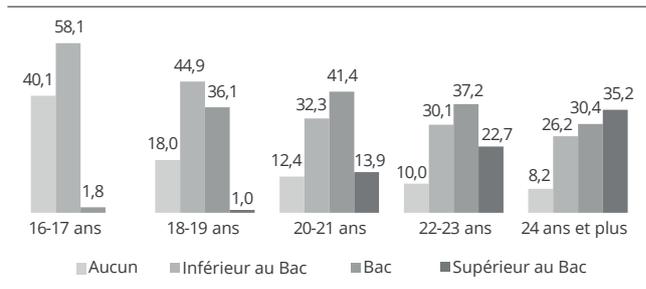
Quatre jeunes sur cinq (79,4 %) déclarent habiter chez leurs parents (ou chez un autre membre de leur famille), tandis que 14,6 % habitent dans leur propre logement. Ils sont 3,2 % à ne pas avoir de logement stable (hôtel, squat, hébergement provisoire chez un ami...) ou être sans domicile fixe et 2,8 % résident dans une structure d'hébergement (foyer, foyer de jeunes travailleurs...).

La part de jeunes vivant avec leur famille diminue avec l'âge, allant presque du simple au double entre les mineurs (92,4 %) et les jeunes de 24 ans et plus (53,1 %). Elle est moins élevée chez les diplômés de l'enseignement supérieur (68,1 %), qui sont près de trois sur dix à avoir leur propre logement (29,6 %). Les hommes sont plus nombreux à déclarer vivre avec leur famille (81,2 % contre 77,8 % des femmes) et moins dans leur propre logement (11,5 % contre 17,5 %).

Plus d'un jeune sur deux n'a pas le Bac

Concernant le diplôme le plus élevé obtenu, un jeune sur six (16,9 %) indique n'avoir aucun diplôme, tandis qu'un sur huit (12,6 %) est diplômé de l'enseignement supérieur. Ils sont près des deux cinquièmes (37,9 %) à déclarer avoir un diplôme inférieur au Bac et un tiers (32,6 %) le Bac. Comme l'illustre le graphique ci-dessous, le niveau de diplôme varie assez logiquement avec l'âge du jeune.

RÉPARTITION SELON L'ÂGE ET LE NIVEAU DE DIPLÔME LE PLUS ÉLEVÉ (%)



Source : Enquête sur la santé des jeunes accompagnés par les Missions Locales - Exploitation : OR2S

ZOOM INFRARÉGIONAL

La part de jeunes diplômés de l'enseignement supérieur est moindre dans le Bassin minier et dans la Sambre-Avesnois-Thiérache (SAT) : respectivement 8,7 % et 5,7 % contre 12,6 % pour l'ensemble de la région.

Aucune différence significative concernant la parentalité n'est relevée selon le territoire.

En revanche, les jeunes accompagnés par les Missions Locales du Bassin minier ou de la SAT sont plus nombreux que les autres à vivre avec leur famille, tout comme les jeunes fréquentant un établissement de l'Oise ou du Pas-de-Calais. Les parts de jeunes vivant dans leur propre logement suivent une tendance inverse.

SITUATION VIS-À-VIS DE L'EMPLOI

Les trois quarts des jeunes sans emploi

Parmi les jeunes accompagnés par les Missions Locales, trois sur quatre (75,7 %) indiquent être sans emploi ; seuls, 7,2 % déclarent avoir un emploi. Une part équivalente (7,7 %) est en formation (lycéen, étudiant, stagiaire...), 5,0 % sont en volontariat et 1,8 % sont en apprentissage ou professionnalisation. Les autres (2,6 %) ont précisé bénéficier d'un accompagnement Parcours Emploi Compétences (PEC), Contrat d'Engagement Jeune (CEJ) ou par la Mission Locale.

Les hommes, les plus jeunes et les moins diplômés sont plus nombreux à se trouver sans emploi (cf. graphiques ci-contre). Il est à noter que chez les pas ou peu diplômés, la part de ceux se déclarant sans emploi ne varie pas suivant le sexe (85 % pour les hommes et pour les femmes sans diplôme et près de 80 % pour ceux ayant un diplôme inférieur au Bac) alors qu'elle est plus élevée chez les hommes ayant au moins le Bac (78,4 %) que chez leurs homologues féminines (68,3 %).

Davantage de femmes que d'hommes en emploi et en volontariat

La différence entre hommes et femmes tient essentiellement aux jeunes en emploi ou en volontariat, plus nombreux chez ces dernières : respectivement 8,7 % et 6,2 % contre 5,6 % et 4,0 % pour les hommes. Les jeunes en formation, apprentissage, professionnalisation ou en accompagnement PEC, CEJ ou par la Mission Locale sont retrouvés dans des proportions équivalentes chez les femmes et les hommes.

Les résultats sont similaires selon le niveau de diplôme, avec une augmentation suivant le niveau de diplôme des parts de jeunes en emploi ou en volontariat. Ainsi, ce sont 2,0 % des non-diplômés qui indiquent avoir un emploi contre 6,3 % de ceux ayant un diplôme inférieur au Bac, 8,4 % de ceux ayant le Bac et 14,3 % de ceux diplômés de l'enseignement supérieur ; concernant le volontariat, les proportions sont respectivement de 3,2%, 2,7 %, 5,7 % et 12,9 %.



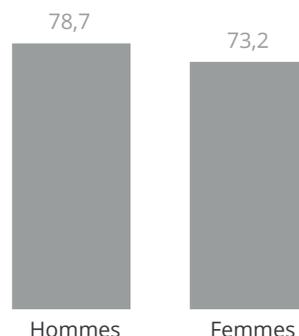
ZOOM EN POPULATION GÉNÉRALE

Dans les Hauts-de-France, en 2021, 48,9 % des jeunes de 18-24 ans sont scolarisés et 19,6 % des 20-24 ans sortis du système scolaire sont peu ou pas diplômés (au plus le BEPC, brevet des collèges ou diplôme national du brevet).

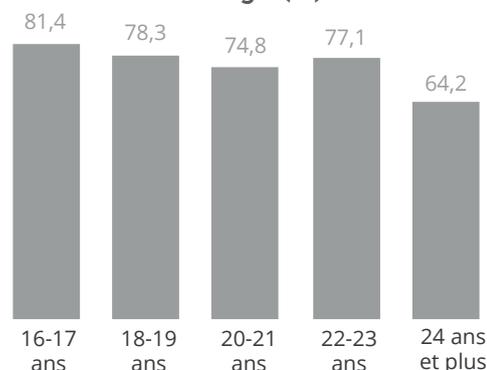
Par ailleurs, le taux de chômage des 20-24 ans, au sens du recensement, s'élève à 27,5 %.

JEUNES SANS EMPLOI SELON...

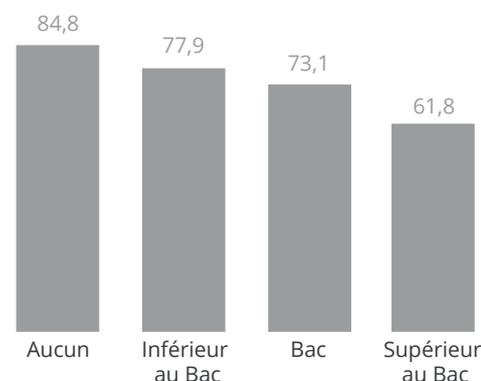
...le sexe (%)



...l'âge (%)



...le niveau de diplôme (%)



Source : Enquête sur la santé des jeunes accompagnés par les Missions Locales - Exploitation : OR2S

ZOOM INFRARÉGIONAL

Les jeunes accompagnés par les Missions Locales de l'Oise sont, en proportion, plus nombreux que les autres à être sans emploi (82,2 %). Aucune différence significative n'est observée dans le Bassin minier et dans la Sambre-Avesnois-Thiérache.

A close-up photograph of a doctor in a white lab coat with a stethoscope around their neck. The doctor is holding a clipboard and a pen, looking down at the document. In the foreground, a patient's arm is visible, wearing a yellow ribbed sweater. The background is blurred, showing what appears to be a hospital or clinic setting.

**ÉTAT DE SANTÉ,
ACCÈS AUX SOINS
ET PRÉVENTION**

Les jeunes accompagnés par les Missions Locales dans les Hauts-de-France se disent majoritairement en bonne santé. En effet, seul un sur douze déclare être en mauvaise santé tandis que près de deux sur cinq affirment aller très bien. En parallèle, environ un jeune sur dix est reconnu travailleur handicapé.

Les hommes se disent généralement en meilleure santé que les femmes, mais ils sont plus nombreux à avoir une reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé. L'état de santé perçu se détériore avec l'avancée en âge ; le taux de jeunes ayant la reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé augmente également avec l'âge. Par ailleurs, davantage de jeunes parmi les moins diplômés se perçoivent en moins bonne santé.

Concernant la couverture maladie, plus de neuf jeunes sur dix affirment avoir un numéro de sécurité sociale et une carte vitale. Une part non négligeable, un sur quatorze, ne sait pas s'il a un numéro de sécurité sociale. Les mineurs sont moins au fait de cette couverture, tout comme les moins diplômés. Les jeunes sont par ailleurs nombreux à indiquer avoir consulté un professionnel de santé au cours de l'année. C'est le cas de plus de quatre jeunes sur cinq pour un médecin traitant, d'un sur deux pour un dentiste, d'un sur trois pour un ophtalmologue et de plus d'un sur quatre pour un psychiatre ou psychologue, ou encore pour un autre spécialiste. Durant cette période, un tiers des jeunes femmes a consulté un gynécologue. De façon générale, ces consultations varient selon les profils des jeunes. À titre d'exemple, les plus âgés sont moins nombreux à avoir vu un médecin traitant, mais ont plus souvent consulté un spécialiste.

Près de sept jeunes sur dix se disent favorables à la vaccination, bien que plus d'un jeune sur quinze affirme ne pas être à jour dans son schéma de vaccins obligatoires et près d'un sur quatre ne sait pas s'il l'est. Les jeunes les moins diplômés sont à la fois plus nombreux à se dire en défaveur de la vaccination et à indiquer ne pas être à jour dans leur schéma vaccinal.

Certains temps de prévention, tels que le « mois sans tabac » ou la « journée mondiale de lutte contre le sida », sont bien connus des jeunes accompagnés par les Missions Locales, bien qu'ils soient peu nombreux à y avoir déjà participé. En revanche, seul un jeune sur deux a connaissance de l'existence de « janvier sans alcool » et moins de deux sur cinq connaissent le « mois sans tabou ».

ÉTAT DE SANTÉ PERÇU

Les jeunes accompagnés par les Missions locales des Hauts-de-France ont été invités à indiquer, sur une échelle de 0 à 10, leur état de santé actuel tel qu'ils le ressentent. 0 correspond à un très mauvais état de santé, tandis que 10 signifie une excellente santé. Il a ici été considéré qu'une note inférieure à 5 sur 10 reflétait une mauvaise santé et qu'une note de 9 ou 10 sur 10 signifiait un très bon état de santé.

Une majorité de jeunes en bonne santé...

L'état de santé perçu est hétérogène chez les jeunes ; plus d'un sur douze (8,7 %) déclare un mauvais état de santé tandis que deux sur cinq (38,5 %) disent être en très bonne santé.



...moins chez les femmes et les plus âgés

L'état de santé perçu varie selon le sexe, avec des hommes ayant une meilleure perception de leur santé que les femmes (cf. graphique ci-contre).

De plus, la distribution des notes suit un gradient selon l'âge, l'état de santé perçu se dégradant avec l'avancée en âge. Entre les jeunes de 16-17 ans et ceux de 24 ans et plus, la part déclarant être en mauvaise santé varie du simple au double.

ZOOM INFRARÉGIONAL

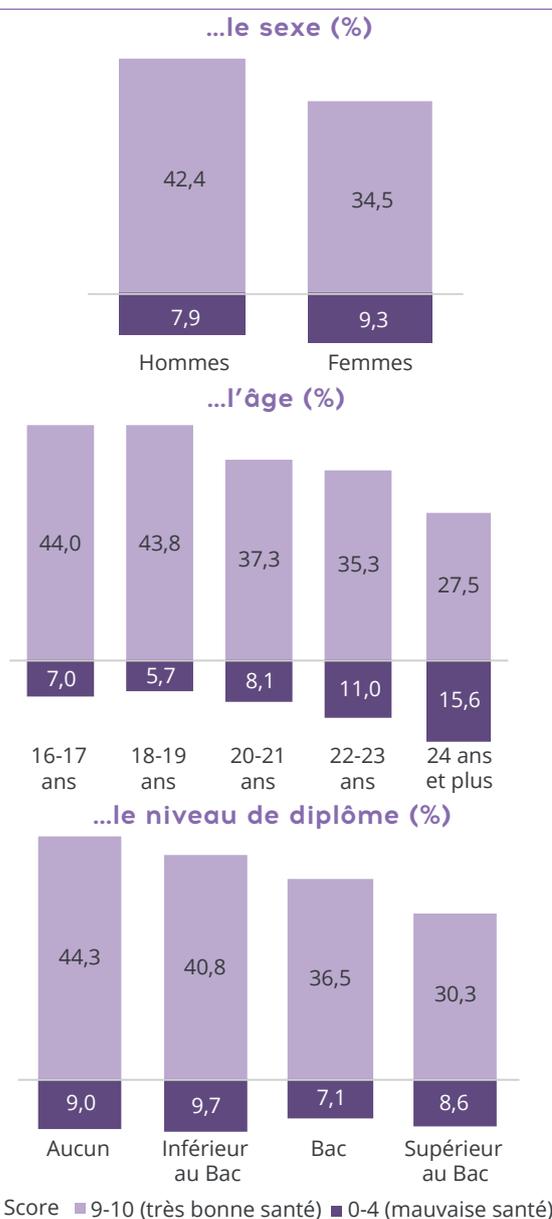
Les jeunes fréquentant une Mission Locale de la Sambre-Avesnois-Thiérache (SAT) ont tendance à se percevoir en meilleure santé que les autres. En revanche, aucune différence significative n'est relevée concernant les jeunes accompagnés dans le Bassin minier.

Le département de l'Aisne présente une moindre part de jeunes s'estimant en très bonne santé, à l'inverse de la Somme (environ un sur deux), bien que les résultats concernant ce second département soient à considérer avec précaution, étant donné le faible nombre de répondants. La part de jeunes qui se perçoivent en mauvaise santé ne varie pas significativement entre les différents départements des Hauts-de-France.

Les jeunes davantage diplômés moins nombreux à s'estimer en bonne santé

La santé perçue diffère également en fonction du niveau de diplôme. Ainsi, la part de jeunes disant être en très bonne santé (note de 9 ou 10 sur 10) est plus faible chez les jeunes ayant au moins le baccalauréat que chez les moins diplômés, bien que la part de ceux disant être en mauvaise santé ne varie pas significativement (cf. graphique ci-dessous).

ÉTAT DE SANTÉ PERÇU* SELON...



* sur une échelle de 0 à 10 (0 = très mauvaise santé, 10 = excellente santé).
Les modalités 5 à 8 ne sont pas représentées pour plus de lisibilité.

Source : Enquête sur la santé des jeunes accompagnés par les Missions Locales

- Exploitation : OR2S

HANDICAP

Une reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé pour près d'un jeune sur dix...

Parmi les jeunes accompagnés par les Missions Locales dans les Hauts-de-France, 9,2 % ont une reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé (dossier MDPH ou RQTH) ou sont en cours d'obtention de cette reconnaissance. De plus, 2,9 % des jeunes ne savent pas répondre à cette question. Les chiffres fournis sont donc à considérer comme des parts minimales.

...les hommes davantage concernés

Ces reconnaissances de la qualité de travailleur handicapé ont tendance à être plus retrouvées chez les hommes, qui sont également plus nombreux à ne pas savoir répondre à la question (respectivement 10,1 % et 4,0 % contre 7,8 % et 1,9 % chez les femmes).

Elles augmentent également avec l'âge, à partir de 18 ans. Il est cependant à noter que la part de jeunes ne sachant pas répondre à cette question diminue avec l'âge, pouvant induire un biais.

Aucune différence significative n'est relevée selon le niveau de diplôme, bien que les plus diplômés soient les moins nombreux à ne pas savoir répondre à la question (1,1 %), à l'inverse des jeunes n'ayant pas de diplôme (5,1 %).

Des handicaps variés

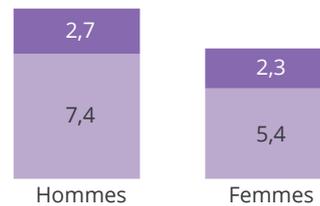
Parmi les types de handicaps déclarés, le plus fréquent est le handicap mental (3,5 % des jeunes), suivi du handicap psychique (3,0 %), puis physique (2,3 %). Viennent ensuite les troubles de santé invalidants et le handicap sensoriel (1,2 % chacun).

Quel que soit le type de handicap, les différences entre hommes et femmes semblent se retrouver, malgré les faibles effectifs. Il en est de même pour les tendances suivant l'âge.

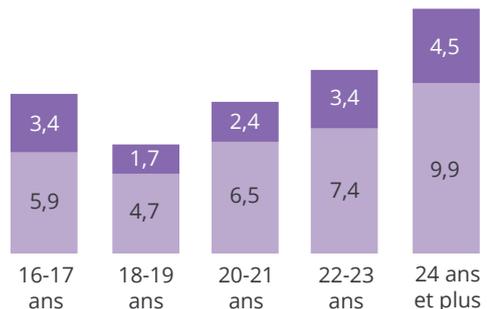
Pour le niveau de diplôme, les handicaps physique, psychique, sensoriel et troubles de santé invalidants sont davantage déclarés chez les diplômés de l'enseignement supérieur, ce qui n'est pas le cas pour le handicap mental, plus présent chez les non-bacheliers.

RECONNAISSANCE DE LA QUALITÉ DE TRAVAILLEUR HANDICAPÉ* SELON...

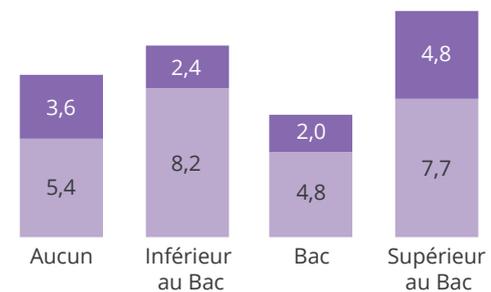
...le sexe (%)



...l'âge (%)



...le niveau de diplôme (%)



■ En cours
■ Obtenue

* dossier MDPH ou RQTH.

Source : Enquête sur la santé des jeunes accompagnés par les Missions Locales - Exploitation : OR2S



ZOOM EN POPULATION GÉNÉRALE

Selon les résultats du Baromètre Santé 2021, les jeunes adultes (18-29 ans) résidant dans les Hauts-de-France sont 8,2 % à indiquer être en mauvaise ou très mauvaise santé, tandis que 35,6 % se déclarent en très bonne santé. De plus, dans la population générale (18-85 ans), l'état de santé est perçu plus favorablement par les hommes et par les plus jeunes.

ZOOM INFRARÉGIONAL

La reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé est plus fréquente dans l'Aisne et le Nord (10,8 %) qu'en moyenne dans la région. Aucune différence significative n'est relevée dans le Bassin minier ou dans la SAT.

ACCÈS AUX DROITS

Un jeune sur cinquante indique ne pas avoir de numéro de sécurité sociale

La grande majorité des jeunes accompagnés par les Missions Locales dans les Hauts-de-France (90,7 %) déclare avoir un numéro de sécurité sociale, la plupart des autres ne sachant pas répondre à cette question (7,2 % des jeunes).

Parallèlement, 93,2 % disent posséder une carte vitale ; moins d'1 % des jeunes indique ne pas savoir s'il en a une.

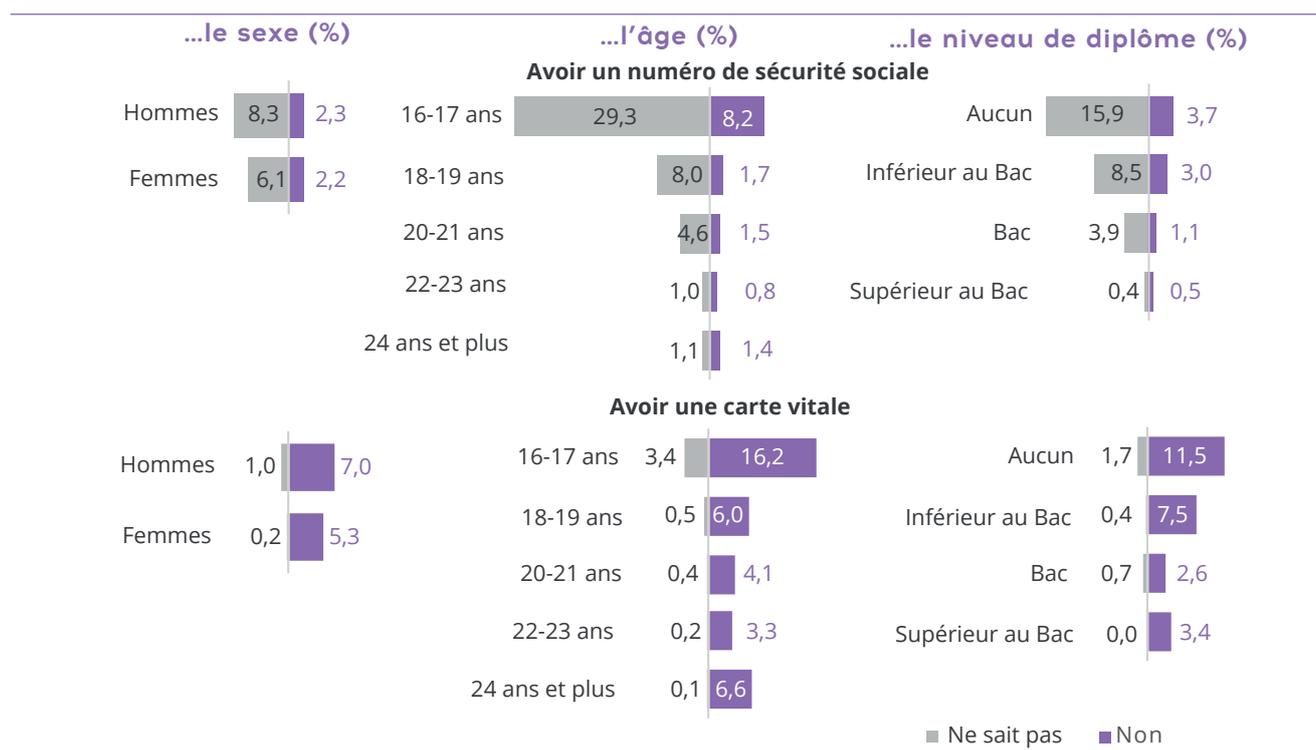
Une couverture sociale moindre chez les mineurs et les moins diplômés

Les mineurs (16-17 ans) sont moins nombreux que les autres à déclarer avoir un numéro de sécurité sociale ou une carte vitale, en partie parce qu'ils sont plus nombreux à ne pas le savoir. Un sur six affirme ne pas avoir de carte vitale (cf. graphiques ci-dessous pour plus de précision).

Un gradient est également observé en fonction du niveau de diplôme, les non-bacheliers étant plus nombreux à dire ne pas avoir de numéro de sécurité sociale et de carte vitale que leurs homologues plus diplômés. Ces tendances sont retrouvées aussi bien chez les hommes que chez les femmes, qui, par ailleurs, ont en moyenne des déclarations de couverture sociale qui ne varient pas significativement.



COUVERTURE SOCIALE SELON...



Source : Enquête sur la santé des jeunes accompagnés par les Missions Locales - Exploitation : OR2S

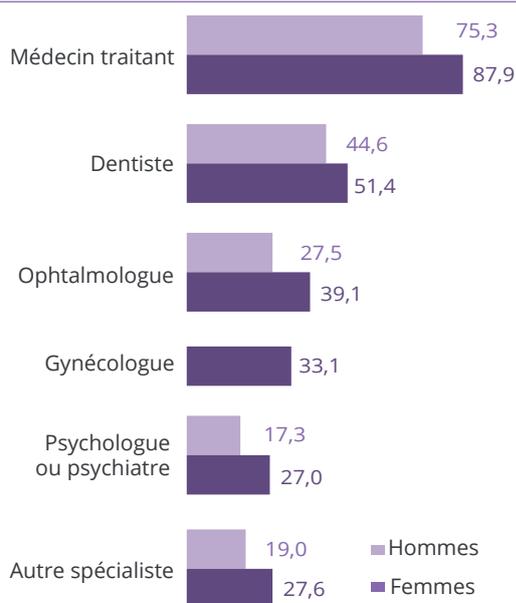
ACCÈS AUX SOINS

Plus de consultations de professionnels de santé chez les femmes...

Les professionnels de santé les plus consultés sont les médecins traitants, suivis des dentistes. Au cours des douze derniers mois, plus de quatre jeunes sur cinq (81,7 %) indiquent avoir consulté les premiers, tandis que près d'un sur deux (48,1 %) le déclare pour les seconds. Les ophtalmologues sont vus par près d'un jeune sur trois (33,1 %), de même que les gynécologues par un tiers des femmes (33,1 %). Les psychologues/psychiatres et autres spécialistes sont consultés par un peu moins d'un jeune sur quatre (22,9 % et 23,6 % respectivement).

Ces consultations sont systématiquement plus fréquentes chez les femmes que chez les hommes (cf. graphique ci-dessous).

CONSULTATION DE PROFESSIONNELS DE SANTÉ AU COURS DES DOUZE DERNIERS MOIS SELON LE SEXE (%)



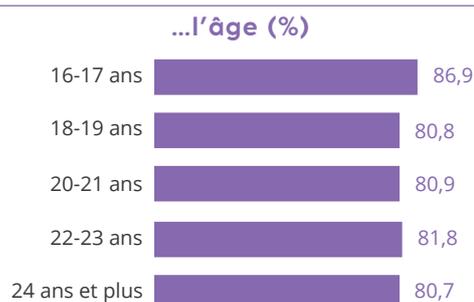
Source : Enquête sur la santé des jeunes accompagnés par les Missions Locales - Exploitation : OR2S

...et des variations selon l'âge et le niveau de diplôme

De plus, alors que les plus jeunes (mineurs) sont plus nombreux à avoir vu un médecin traitant dans l'année, ils ont moins fréquemment consulté un gynécologue (pour les femmes) ou un autre spécialiste. La consultation d'un dentiste et d'un ophtalmologue ne varie pas selon l'âge.

Par ailleurs, les consultations d'un ophtalmologue, d'un gynécologue ou d'un autre spécialiste sont plus fréquentes chez les plus diplômés (respectivement 39,3 %, 43,7 %, et 32,4 %). En revanche, aucune différence suivant le niveau de diplôme n'est relevée pour les médecins traitants, les dentistes et les psychologues/psychiatres.

CONSULTATION D'UN MÉDECIN TRAITANT AU COURS DES DOUZE DERNIERS MOIS SELON...



...le niveau de diplôme (%)



Source : Enquête sur la santé des jeunes accompagnés par les Missions Locales - Exploitation : OR2S

ZOOM INFRARÉGIONAL

Les parts de jeunes ayant consulté les professionnels de santé étudiés dans ce document varient peu entre le Bassin minier et le reste de la région. En revanche, dans la SAT, la part de jeunes ayant indiqué consulter un psychologue ou un psychiatre et celle relative aux autres spécialistes sont moins élevées.

À l'échelle départementale, les jeunes accompagnés par les Missions Locales de l'Oise sont moins nombreux à avoir consulté un médecin traitant dans l'année (74,7 %), ceux du Pas-de-Calais ont vu moins d'ophtalmologues (28,9 %). Dans le Nord, les consultations gynécologiques (36,6 %) sont plus souvent déclarées que la moyenne, tandis que dans l'Aisne, les psychologues/psychiatres, ainsi que les autres spécialistes, sont plus consultés que dans le reste de la région.

VACCINATION

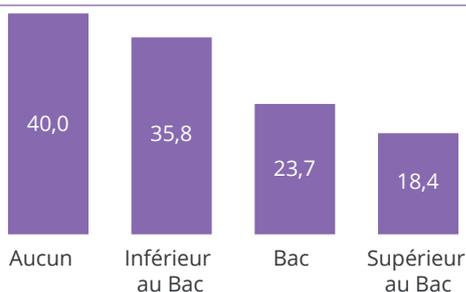
Près de sept jeunes sur dix favorables à la vaccination

Chez les jeunes accompagnés par les Missions Locales, la moitié (53,2 %) se dit plutôt favorable à la vaccination et 16,4 % très favorables. À l'opposé, 6,0 % n'y sont pas favorables du tout et 24,4 % y sont peu favorables.

Un avis contrasté selon le diplôme

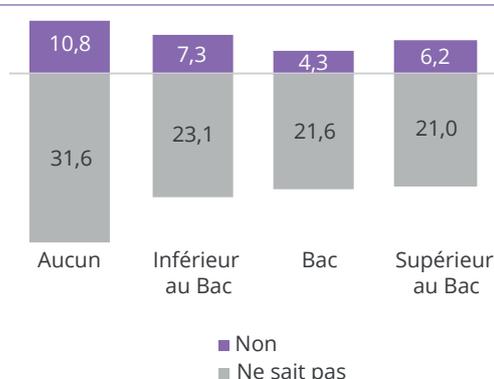
L'avis sur la vaccination ne varie que peu selon le sexe ou l'âge. En revanche, un gradient est observé selon le niveau de diplôme ; la part de jeunes peu favorables à la vaccination diminue avec le niveau d'étude, passant de 29,9 % chez les jeunes non-diplômés à 17,5 % chez ceux titulaires d'un diplôme de l'enseignement supérieur. De même, chez les premiers, ils sont un sur dix (10,1 %) à n'être pas du tout favorables à la vaccination, contre moins d'1 % des seconds.

PAS DU TOUT OU PEU FAVORABLE À LA VACCINATION SELON LE NIVEAU DE DIPLÔME (%)



Source : Enquête sur la santé des jeunes accompagnés par les Missions Locales - Exploitation : OR2S

VACCINS OBLIGATOIRES À JOUR SELON LE NIVEAU DE DIPLÔME (%)



Source : Enquête sur la santé des jeunes accompagnés par les Missions Locales - Exploitation : OR2S

Les jeunes ont été interrogés sur le fait d'être à jour dans les vaccins obligatoires (diphthérie, tétanos et poliomyélite).

Pour près d'un quart, les jeunes ne savent pas s'ils sont à jour de leurs vaccins...

Près d'un jeune sur quatre (23,7 %) ne sait pas si son schéma vaccinal est à jour. Près de sept sur dix (69,4 %) affirment tout de même qu'il l'est, ce qui signifie que 6,8 % indiquent ne pas être à jour dans leurs vaccins obligatoires.

...cette proportion atteignant trois sur dix pour les non-diplômés

En considérant les jeunes certains d'être à jour dans leurs vaccins obligatoires, la part ne varie pas significativement selon le sexe et l'âge. En revanche, les jeunes sans diplôme sont bien moins nombreux à dire avoir un schéma vaccinal à jour (57,6 % contre plus de 72 % chez les bacheliers). De plus, 31,6 % des non-diplômés ne savent pas s'ils sont à jour de leurs vaccins (cf. graphique ci-dessus).

ZOOM EN POPULATION GÉNÉRALE

Selon les résultats du Baromètre Santé 2021, 78,2 % des jeunes de 18-29 ans résidant dans les Hauts-de-France se disent favorables à la vaccination en général, dont 30,9 % très favorables, soit des valeurs plus élevées que chez les jeunes accompagnés par les Missions Locales. Ces parts augmentent avec l'âge et le niveau de diplôme.

ZOOM INFRARÉGIONAL

L'avis sur la vaccination ne varie pas significativement dans le Bassin minier et dans la SAT par rapport au reste des Hauts-de-France. En revanche, sur ces deux territoires, les jeunes sont plus nombreux à dire être à jour dans leurs vaccins obligatoires que dans le reste de la région (73,2 % dans le Bassin minier).

Au niveau des départements, aucune différence n'est observée concernant le fait d'être à jour dans ses vaccins obligatoires. Par ailleurs, dans le Pas-de-Calais, les jeunes sont en moyenne moins favorables à la vaccination que dans le reste de la région (34,6 % y sont peu ou pas favorables).

TEMPS FORTS DE LA PRÉVENTION

Une bonne connaissance, mais peu de participation...

Malgré une bonne connaissance de différents temps forts de la prévention, la participation des jeunes accompagnés par les Missions Locales à ces dispositifs est très faible. En effet, alors que quatre jeunes sur cinq indiquent connaître le « mois sans tabac » et la « journée mondiale de lutte contre le sida », seuls 5,7 % et 3,0 % respectivement disent y avoir participé. « Janvier sans alcool » (« *Dry January* » en anglais) est connu de la moitié des jeunes (54,6 %) mais seuls 2,5 % y ont déjà participé. Enfin, moins de deux jeunes sur cinq (39,2 %) connaissent le « mois sans tabou » et 2,1 % y ont déjà participé.

...malgré des différences selon les profils

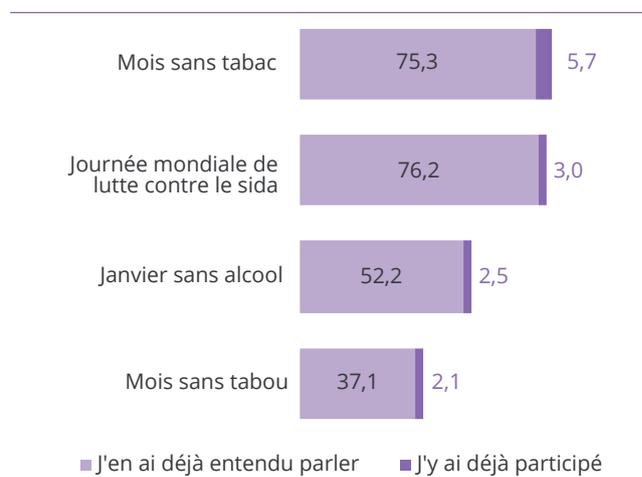
Ces quatre temps forts de la prévention sont aussi bien connus des hommes que des femmes.

En revanche, les jeunes de 16-17 ans sont moins nombreux à les connaître que leurs aînés. Un gradient prononcé selon l'âge est observé pour la campagne « janvier sans alcool », que ce soit pour la connaissance seule, ou pour la participation.

Excepté pour le « mois sans tabou », un gradient selon le niveau de diplôme est également relevé, les plus diplômés étant plus nombreux à connaître ces différents temps de prévention. Cette meilleure connaissance ne se traduit cependant pas nécessairement par une plus grande participation.

La connaissance et la participation au « mois sans tabac » sont plus élevées parmi les jeunes ayant fumé des cigarettes au cours des 30 derniers jours : 86,7 % ont déjà entendu parler du dispositif et 8,4 % ont déjà participé. Un schéma similaire est observé pour « janvier sans alcool » : 60,1 % de jeunes ayant bu de l'alcool dans le mois connaissent ce temps de prévention et 2,3 % y ont déjà pris part.

CONNAISSANCE ET PARTICIPATION À DIFFÉRENTS TEMPS FORTS DE LA PRÉVENTION (%)



Source : Enquête sur la santé des jeunes accompagnés par les Missions Locales - Exploitation : OR2S

Moins de
10 %

DES JEUNES ACCOMPAGNÉS
PAR LES MISSIONS LOCALES
indiquent avoir participé
à un des quatre
temps forts de la
prévention cités

ZOOM INFRARÉGIONAL

Dans le Bassin minier, le « mois sans tabac » et le « mois sans tabou » sont plus connus que dans le reste de la région (par 85,6 % et 42,8 % des jeunes respectivement). C'est également le cas dans la SAT pour le second, mais aussi pour la « journée mondiale de lutte contre le sida ».

Les quatre temps de prévention cités sont moins connus par les jeunes de l'Oise (74,4 % connaissent le « mois sans tabac », 71,5 % la « journée mondiale de lutte contre le sida », 43,2 % « janvier sans alcool » et 33,9 % le « mois sans tabou ») et du Nord pour le « mois sans tabac » (77,6 %) et le « mois sans tabou » (37,0 %). À l'inverse, la « journée mondiale de lutte contre le sida » et le « mois sans tabac » sont plus connus dans le Pas-de-Calais (83,9 % et 87,5 % respectivement) et le « mois sans tabou » est plus connu dans l'Aisne.



**SANTÉ
MENTALE**

La santé mentale des jeunes accompagnés par les Missions Locales dans les Hauts-de-France est relativement dégradée. Ainsi, selon le profil de santé de Duke, près de la moitié des jeunes présente un score d'estime de soi défavorable ; ils sont plus de la moitié pour les scores d'anxiété, de santé mentale et de dépression.

La situation est particulièrement préoccupante pour les jeunes femmes, qui sont de 1,5 à 1,9 fois plus vulnérables que leurs homologues masculins sur les marqueurs étudiés. Bien que l'estime de soi soit légèrement meilleure chez les jeunes femmes plus diplômées et que la dépression soit plus limitée chez les jeunes les plus âgés, le profil sociodémographique n'intervient finalement que peu dans la santé mentale des jeunes accompagnés par les Missions Locales.

En parallèle, plus d'un jeune sur cinq dit avoir eu recours à un professionnel de la santé mentale (psychiatre ou psychologue) au cours des douze derniers mois. Cette part s'élève à plus de trois sur dix chez les jeunes présentant un score de santé mentale, d'anxiété, d'estime de soi ou de dépression défavorable. Cela souligne le fait que seule une partie des jeunes en situation de vulnérabilité déclare se faire accompagner sur ce sujet.

Enfin, la santé mentale des jeunes est corrélée à leur santé physique. En effet, les jeunes déclarant avoir un mauvais état de santé ou encore avoir une reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé sont plus nombreux à présenter des scores de Duke défavorables sur le plan psychologique. De plus, les jeunes les plus vulnérables du point de vue de la santé mentale sont également plus enclins à avoir des comportements à risque pour la santé, tels que la consommation de substances psychoactives ou encore l'absence de pratique d'activité physique régulière.

PROFIL DE DUKE

La santé mentale des jeunes accompagnés par les Missions Locales dans les Hauts-de-France a été approchée par le profil de santé de Duke, questionnaire standardisé validé internationalement, et permettant de déterminer plusieurs scores liés à la qualité de vie en relation avec la santé. Ces scores sont compris entre 0 et 100, 0 reflétant une très mauvaise qualité de vie, tandis qu'un score de 100 traduit une qualité de vie excellente. Les scores analysés dans cette étude sont le score d'estime de soi, le score d'anxiété, le score de santé mentale et le score de dépression. Dans ce document, il a été considéré qu'un score inférieur ou égal à 50 (c'est-à-dire des réponses le plus souvent négatives sur la perception de soi, les relations aux autres, la forme physique ou encore l'état d'esprit) soulignait une situation défavorable.

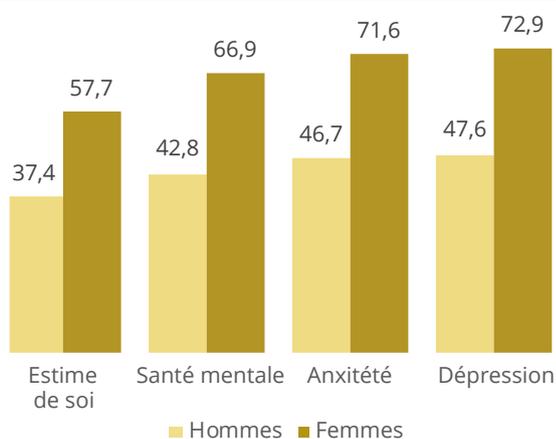
Des scores majoritairement défavorables

D'après la méthodologie présentée ci-dessus, près d'un jeune accompagné par les Missions Locales sur deux (47,4 %) présente un score d'estime de soi défavorable. Le score de santé mentale est défavorable pour 54,6 % des jeunes, tandis que les scores d'anxiété et de dépression le sont pour trois jeunes sur cinq (respectivement 59,2 % et 60,2 %).

Une santé mentale bien plus dégradée chez les femmes...

Il existe de fortes disparités entre hommes et femmes, systématiquement à l'avantage des premiers (cf. graphique ci-dessous). Les jeunes femmes sont ainsi 1,9 fois plus nombreuses que leurs homologues masculins à présenter un score d'anxiété et de dépression défavorable, 1,7 fois plus pour la santé mentale et 1,5 fois plus pour l'estime de soi.

SCORES DE DUKE DÉFAVORABLES* SELON LE SEXE (%)



* score inférieur ou égal à 50 sur 100.

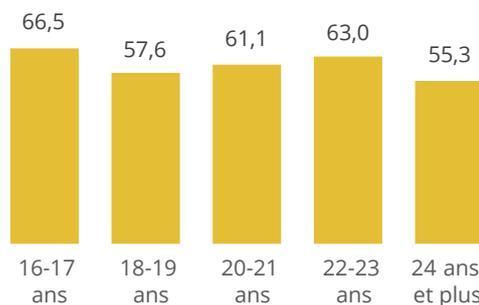
Source : Enquête sur la santé des jeunes accompagnés par les Missions Locales - Exploitation : OR2S



...mais peu de différence suivant l'âge, hormis pour le score de dépression

Les résultats varient peu en fonction de l'âge des jeunes, hormis pour le score de dépression qui apparaît plus souvent défavorable chez les jeunes mineurs (16-17 ans) que chez les plus âgés (à partir de 24 ans, cf. graphique ci-dessous).

SCORE DE DÉPRESSION DÉFAVORABLE* SELON L'ÂGE (%)



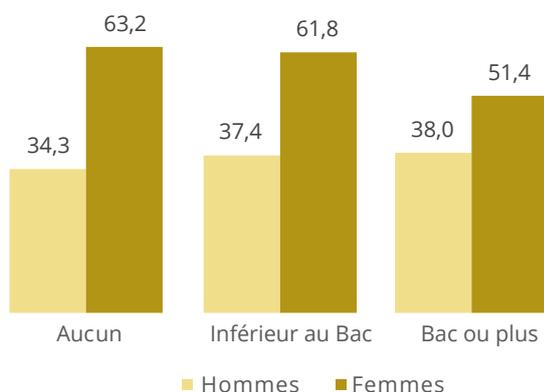
* score inférieur ou égal à 50 sur 100.

Source : Enquête sur la santé des jeunes accompagnés par les Missions Locales - Exploitation : OR2S

Une meilleure estime de soi chez les jeunes femmes plus diplômées

Le niveau de diplôme n'intervient que peu dans le profil de Duke, excepté pour l'estime de soi des femmes. En effet, la part de femmes présentant un score d'estime de soi défavorable est de dix points inférieure pour celles qui ont au moins le baccalauréat que pour les autres (cf. graphique en haut de la page ci-contre) ; cette tendance n'est pas retrouvée chez les hommes.

SCORE D'ESTIME DE SOI DÉFAVORABLE* SELON LE SEXE ET LE NIVEAU DE DIPLÔME (%)



* score inférieur ou égal à 50 sur 100.

Source : Enquête sur la santé des jeunes accompagnés par les Missions Locales
- Exploitation : OR2S

ZOOM INFRARÉGIONAL

Les scores d'estime de soi, de santé mentale, d'anxiété et de dépression varient peu au sein de la région. Aucune différence significative n'est observée entre les jeunes fréquentant une Mission Locale du Bassin minier et ceux accompagnés dans le reste des Hauts-de-France ou encore parmi ceux allant dans une Mission Locale de Sambre-Avesnois-Thiérache.

À l'échelle départementale, aucune différence n'est relevée pour le score de dépression. En revanche, dans le Pas-de-Calais, le score d'estime de soi est plus souvent défavorable que dans les autres départements (54,1 % contre moins de 46 % dans l'Aisne, le Nord, l'Oise et la Somme). Une tendance similaire est observée pour les scores d'anxiété et de santé mentale, sans différence significative cependant.

RECOURS À UN PSYCHIATRE OU UN PSYCHOLOGUE

Un peu plus d'une femme sur quatre et un homme sur six y ont eu recours dans les douze derniers mois

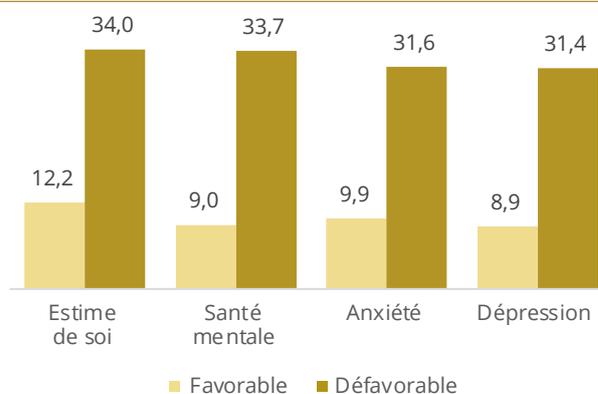
Plus d'un jeune accompagné par les Missions Locales sur cinq (22,9 %) déclare avoir consulté un psychiatre ou un psychologue au cours des douze derniers mois.

Ces consultations sont bien plus souvent déclarées par les femmes (27,0 % contre 17,3 % des hommes) et par les mineurs ou les jeunes de 22 ans et plus que par ceux ayant entre 18 et 21 ans¹.

Quel que soit le score de Duke considéré, les jeunes présentant un score défavorable sont nettement plus nombreux à déclarer avoir eu recours à un professionnel de la santé mentale au cours de l'année : plus de trois sur dix contre un sur dix parmi ceux ayant un score favorable (cf. graphique ci-contre). Une part non négligeable des jeunes en détresse reste cependant non accompagnée (plus de deux sur trois).

¹ Pour plus d'informations sur les consultations de professionnels de santé, cf. page 13.

RECOURS À UN PSYCHIATRE OU PSYCHOLOGUE AU COURS DES DOUZE DERNIERS MOIS SELON LES SCORES DE DUKE* (%)



* un score favorable est supérieur à 50 sur 100.

Un score défavorable est inférieur ou égal à 50 sur 100.

Source : Enquête sur la santé des jeunes accompagnés par les Missions Locales
- Exploitation : OR2S

SANTÉ PHYSIQUE ET COMPORTEMENTS LIÉS À LA SANTÉ

Une santé mentale en corrélation avec la santé physique et les comportements liés à la santé

Les jeunes présentant un score de santé mentale défavorable sont plus nombreux à être dans une situation sanitaire dégradée ou à avoir des comportements à risque. À titre d'exemple, 13,6 % des jeunes ayant un score de santé mentale défavorable déclarent un mauvais état de santé physique (moins de 5 sur une échelle de 0 à 10), contre 2,7 % des jeunes ayant un score favorable. De même, ils sont 11,5 % contre 6,2 % à dire avoir une reconnaissance de handicap (ou un dossier en cours). Par ailleurs, les jeunes présentant un score de santé mentale défavorable sont plus enclins à ne pas faire d'activité physique régulière (40,8 % contre 52,3 %), à avoir fumé des cigarettes (30,2 % contre 23,9 %), du cannabis (12,2 % contre 6,6 %), ou d'autres drogues (9,1 % contre 4,7 %) au cours des 30 derniers jours, et à avoir été ivres au cours des six derniers mois (30,5 % contre 20,8 %). Des résultats similaires sont observés en fonction des scores de dépression, d'estime de soi et d'anxiété.

A close-up photograph of a person's face, focusing on the nose and lips. The person is wearing a red garment, which is visible at the bottom of the frame. The background is a soft, out-of-focus light color.

**VIE AFFECTIVE
ET SEXUELLE**

Parmi les jeunes accompagnés par les Missions Locales dans les Hauts-de-France, un peu plus d'un sur trois indique être en couple et près de trois sur cinq disent avoir déjà eu au moins un rapport sexuel. Ils sont plus d'un tiers à déclarer accepter d'avoir un rapport même si leur partenaire ne souhaite pas utiliser de préservatif ; cette part est moindre chez les jeunes n'ayant pas encore d'expérience sexuelle que chez ceux qui ont déjà eu des rapports. D'autre part, plus d'un jeune sur dix ne sait pas exactement ce qu'est le « consentement » ; un jeune sur douze parmi ceux ayant déjà eu des rapports sexuels.

Parmi les jeunes ayant déjà eu des rapports, la moitié déclare utiliser un moyen de contraception et un sixième ne se prononce pas. Les moyens les plus souvent cités sont la pilule contraceptive et le préservatif. Par ailleurs, deux jeunes sur trois affirment utiliser un préservatif lors d'un rapport avec un nouveau partenaire. L'utilisation d'une digue dentaire dans ce cadre est bien moins fréquente, puisqu'elle ne concerne que moins d'un jeune sur dix. En outre, plus de deux jeunes sur cinq disent avoir déjà fait un dépistage pour les infections sexuellement transmissibles (IST).

Plus de neuf jeunes sur dix connaissent au moins une structure pouvant les accompagner sur le sujet de la vie affective et de la santé sexuelle. Plus de quatre sur cinq savent que la Mission Locale est compétente sur cette thématique et plus de trois sur cinq sont avisés que le planning familial est également une possibilité. En revanche, seuls trois jeunes sur dix disent pouvoir être accompagnés par le centre de planification et d'éducation familiale (CPEF) et un sur dix par un centre gratuit d'information, de dépistage et de diagnostic (CeGIDD).

De fortes disparités existent selon le profil des jeunes. Les femmes sont par exemple plus nombreuses à être en couple ou à avoir une expérience sexuelle, et elles se protègent en moyenne plus que les hommes. Elles sont également plus nombreuses que leurs homologues masculins à connaître des structures ressources sur le sujet de la vie affective et de la santé sexuelle. Les moins diplômés apparaissent comme les plus vulnérables. Ils sont plus nombreux à dire accepter des rapports sans préservatif, sont moins enclins à se protéger lors des premiers rapports avec un nouveau partenaire, à utiliser un moyen de contraception en général ou encore à se faire dépister pour les IST. De plus, chez ces jeunes, plus d'un sur six dit ne pas savoir exactement ce que signifie le « consentement » ou même ne pas en avoir entendu parler.

SITUATION AFFECTIVE

Plus de femmes en couple...

Un peu plus d'un tiers des jeunes accompagnés par les Missions Locales dans les Hauts-de-France indiquent être en couple (35,9 %), tandis que 6,9 % ne se prononcent pas.

Les femmes sont plus nombreuses à déclarer être en couple (45,9 % contre 27,0 % des hommes). En revanche, cela ne varie que peu avec l'âge et le niveau de diplôme.



...et ayant déjà eu des rapports sexuels

Près de trois jeunes sur cinq (59,3 %) disent avoir déjà eu des rapports sexuels. Un jeune sur sept (14,2 %) ne veut pas se prononcer sur le sujet, sans différence significative selon le sexe, l'âge ou encore le niveau de diplôme.

Les hommes accompagnés par les Missions Locales sont légèrement moins nombreux à affirmer avoir déjà eu des rapports sexuels que les femmes (57,3 % contre 61,7 %).

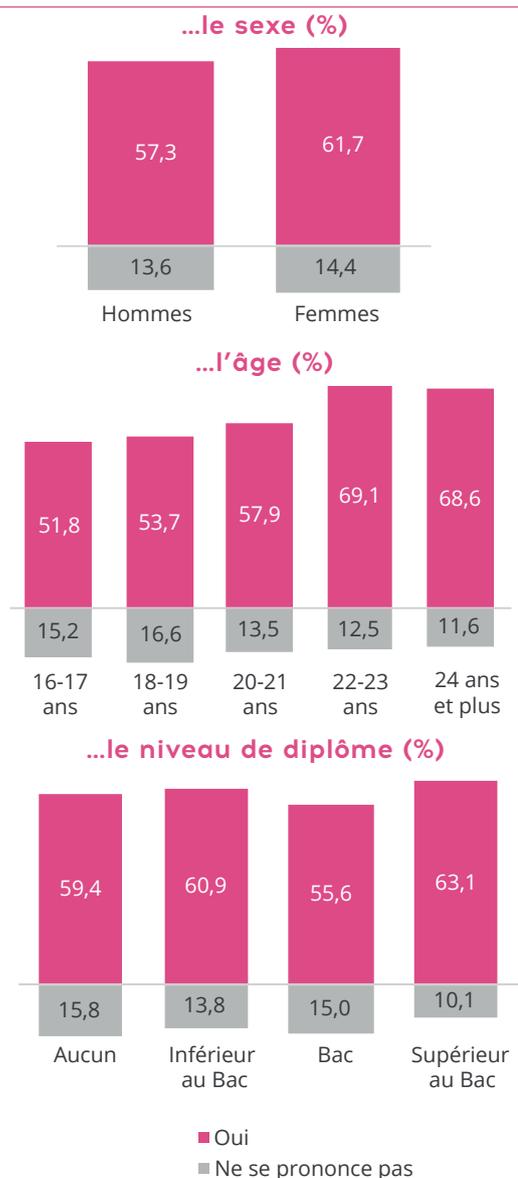
Une expérience sexuelle qui augmente avec l'âge...

La part de jeunes indiquant avoir déjà eu des rapports sexuels suit un gradient prononcé en fonction de l'âge : plus de 16 points séparent les jeunes mineurs de ceux ayant 22 ans et plus (cf. graphique ci-contre). Par ailleurs, alors que, chez les jeunes femmes, cette part est similaire à 16-19 ans et 20-21 ans (environ 58 %), avant d'augmenter fortement à partir de 22 ans (71,0 %), la hausse est plus linéaire chez les hommes (respectivement 50,2 %, 56,9 % et 67,5 %).

...mais qui ne suit pas de gradient selon le niveau de diplôme

Les rapports sexuels sont moins déclarés par les jeunes bacheliers non-titulaires d'un diplôme de l'enseignement supérieur (cf. graphique ci-contre).

DÉJÀ EU DES RAPPORTS SEXUELS SELON...



Source : Enquête sur la santé des jeunes accompagnés par les Missions Locales - Exploitation : OR2S

ZOOM INFRARÉGIONAL

Alors qu'aucune différence significative n'est observée dans le Bassin minier ou la Sambre-Avesnois-Thiérache concernant le fait d'être en couple ou d'avoir déjà eu des relations sexuelles, les jeunes accompagnés par les Missions Locales de l'Oise sont bien moins nombreux que la moyenne (seuls 26,4 % affirment être en couple et 47,6 % avoir déjà eu des rapports sexuels).

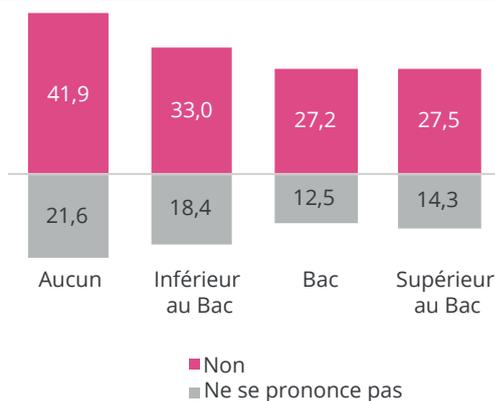
CONTRACEPTION ET PROTECTION

Un jeune actif sexuellement sur deux utilise un moyen de contraception...

Parmi les jeunes déclarant avoir déjà eu un rapport sexuel (avec ou sans désir de grossesse), 32,1 % disent qu'ils (ou leur partenaire) n'utilisent pas de moyen de contraception. Cette part est à considérer comme minimale, car 16,3 % ne se prononcent pas sur cette question.

Les hommes sont plus nombreux à ne pas se prononcer sur l'utilisation d'un moyen de contraception (20,0 % contre 12,8 % pour les femmes). Par ailleurs, la part de jeunes déclarant ne pas en utiliser augmente avec l'âge (de 26,9 % chez les mineurs contre 35,8 % à partir de 24 ans) et diminue avec le niveau de diplôme jusqu'au baccalauréat (cf. graphique ci-dessous).

UTILISATION D'UN MOYEN DE CONTRACEPTION* SELON LE NIVEAU DE DIPLÔME (%)



* parmi les jeunes ayant indiqué avoir déjà eu un rapport sexuel.

Source : Enquête sur la santé des jeunes accompagnés par les Missions Locales - Exploitation : OR2S

Plus d'un jeune sur trois accepterait d'avoir un rapport même si son(sa) partenaire ne souhaitait pas utiliser de préservatif

Il a été demandé aux jeunes quelle serait leur réaction si leur partenaire ne souhaitait pas utiliser de préservatif. Près des deux tiers (64,0 %) déclarent lui expliquer qu'ils n'auront pas de rapport sans préservatif, plus de trois sur dix (31,1 %) affirment lui faire confiance et ne pas en mettre et 4,8 % céder et ne pas en mettre.

Ils sont plus nombreux à indiquer accepter (que ce soit par confiance ou par sentiment d'obligation) chez les hommes que chez les femmes (41,0 % contre 31,0 %) et chez les non-bacheliers que chez ceux ayant au moins ce diplôme (41,7 % contre 28,5 %). Aucune différence n'est relevée suivant l'âge. En revanche, une forte influence du fait d'avoir déjà ou non une expérience sexuelle est observée (cf. graphique ci-contre). Il est ainsi plus facile « d'imposer » un préservatif lors d'un premier rapport sexuel qu'après en avoir déjà eu.

ZOOM INFRARÉGIONAL

Parmi les jeunes indiquant avoir déjà eu un rapport sexuel, ceux accompagnés dans le Pas-de-Calais sont plus nombreux à déclarer utiliser un moyen de contraception (55,2 %).

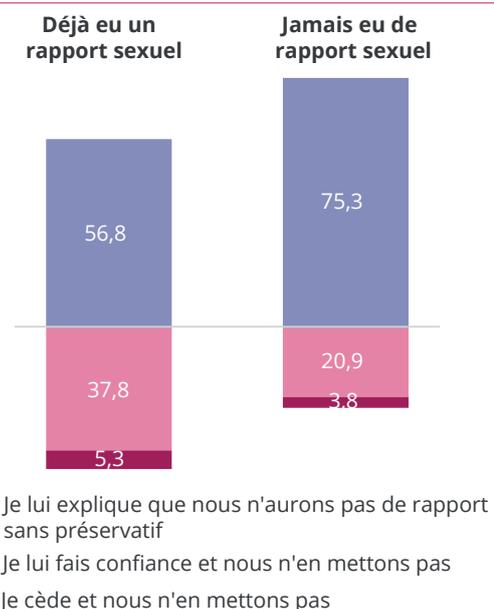
La réaction face à un partenaire qui ne souhaite pas utiliser de préservatif ne varie pas en fonction de la situation géographique de la Mission Locale à laquelle sont rattachés les jeunes.

...par des moyens et pour des raisons variés

Parmi la moitié des jeunes affirmant utiliser un moyen de contraception, la quasi-totalité (94,1 %) dit le faire pour éviter une grossesse, près d'un sur deux (46,5 %) dit vouloir éviter une infection sexuellement transmissible, proche de la part de ceux disant vouloir éviter le VIH (44,1 %).

Les moyens de contraception les plus utilisés sont la pilule contraceptive (par 55,8 % des jeunes précisant utiliser, eux ou leur partenaire, un moyen de contraception), suivie du préservatif (40,2 %). L'implant est cité par 11,3 % des jeunes utilisant un contraceptif et le stérilet par 7,2 %. La pilule et l'implant sont davantage mentionnés par les femmes, la pilule plus chez les plus diplômées, à l'inverse de l'implant ; le préservatif est plus mentionné par les hommes.

RÉACTION SI LE PARTENAIRE NE SOUHAITE PAS UTILISER DE PRÉSERVATIF SELON L'EXPÉRIENCE SEXUELLE (%)



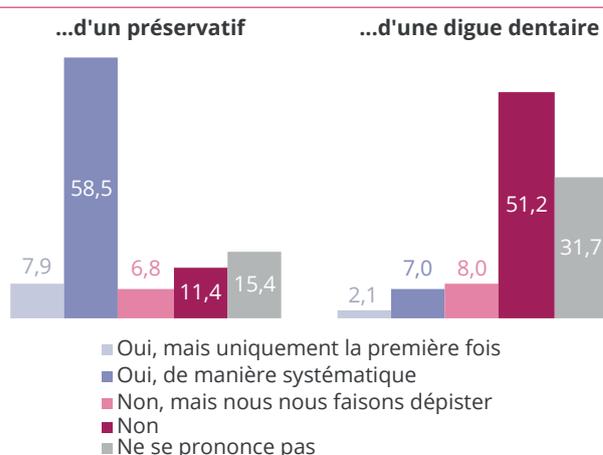
Source : Enquête sur la santé des jeunes accompagnés par les Missions Locales - Exploitation : OR2S

La digue dentaire rarement utilisée

Lors d'un rapport sexuel avec un nouveau partenaire, l'utilisation d'un préservatif est plus fréquente que celle d'une digue dentaire. En effet, plus d'un jeune sur deux dit utiliser un préservatif de manière systématique, contre 7,0 % pour la digue dentaire. À noter qu'ils sont deux fois plus nombreux à ne pas se prononcer sur l'utilisation d'une digue pour les cunnilingus et anulingus que pour l'utilisation d'un préservatif en général. Cela peut être dû à la fois à une méconnaissance, à la non-nécessité ou au souhait de ne pas en utiliser.

Les hommes sont plus nombreux que les femmes à déclarer utiliser systématiquement un préservatif (63,0 % contre 54,4 %). Aucune différence significative n'est relevée suivant l'âge, mais la part de jeunes affirmant toujours en utiliser augmente avec le niveau de diplôme jusqu'au baccalauréat (plus de 64 % chez les bacheliers contre 48,7 % chez les non-diplômés). L'usage de la digue dentaire est trop peu fréquent pour dégager un profil d'utilisateurs.

LORS D'UN RAPPORT SEXUEL AVEC UN NOUVEAU PARTENAIRE*, UTILISATION... (%)



* parmi les jeunes ayant indiqué avoir déjà eu un rapport sexuel.

Source : Enquête sur la santé des jeunes accompagnés par les Missions Locales - Exploitation : OR2S

CONSENTEMENT

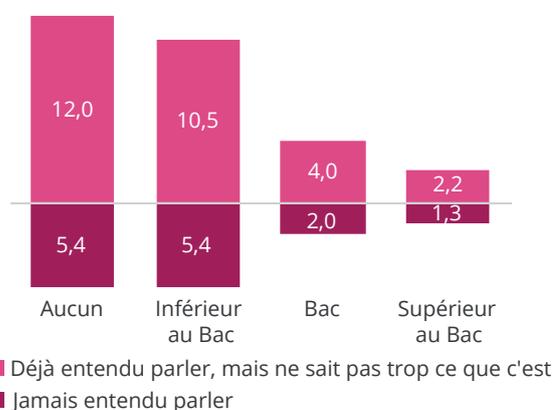
Une bonne connaissance de la notion de consentement, malgré des lacunes chez les moins diplômés

La grande majorité des jeunes accompagnés par les Missions Locales déclare avoir déjà entendu parler de consentement. Néanmoins, 3,8 % disent que ce n'est pas le cas et 7,6 % ne pas trop savoir de quoi il s'agit.

Alors que le niveau de connaissance déclaré concernant le consentement est similaire entre hommes et femmes et ne varie pas significativement selon l'âge, le niveau de diplôme intervient fortement. En effet, les jeunes non-bacheliers sont 5,4 % à dire n'en avoir jamais entendu parler et plus de 10 % à ne pas savoir exactement de quoi il s'agit, tandis que ces parts sont divisées par plus de deux chez les bacheliers (cf. graphique ci-contre).

Il est à noter que si la méconnaissance du consentement est moindre chez les jeunes ayant indiqué avoir déjà eu des rapports sexuels, ils sont encore 8,7 % à ne pas savoir précisément de quoi il s'agit.

CONNAISSANCE DU CONCEPT DE CONSENTEMENT SELON LE NIVEAU DE DIPLÔME (%)



La part de jeunes connaissant bien la définition n'est pas représentée pour plus de lisibilité.

Source : Enquête sur la santé des jeunes accompagnés par les Missions Locales - Exploitation : OR2S

ZOOM INFRARÉGIONAL

Aucune différence significative de niveau de connaissance concernant le consentement n'est notée à l'échelle départementale. En revanche, les jeunes accompagnés par les Missions Locales de la Sambre-Avesnois-Thiérache se disent mieux informés que ceux du reste de la région.

TOLÉRANCE

L'égalité entre hommes et femmes perçue de manière différente selon le sexe et le niveau de diplôme

Plusieurs questions portant sur la tolérance ont été posées aux jeunes, en leur demandant leur sentiment face à ces situations.

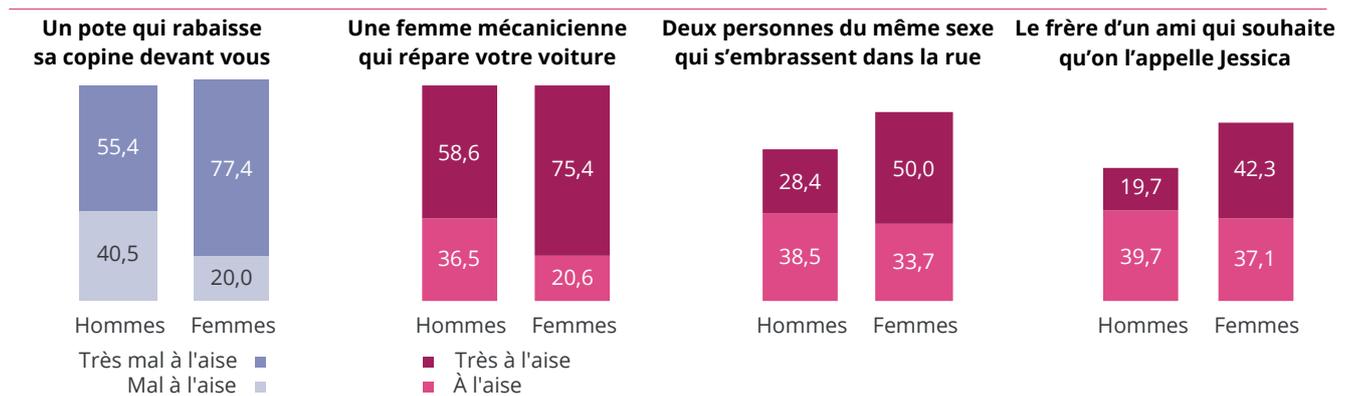
La première question portait sur « une femme mécanicienne qui répare votre voiture ». Face à cette situation, deux jeunes sur trois (66,8 %) se disent très à l'aise, 28,7 % affirment être à l'aise, 3,1 % se déclarent mal à l'aise et 1,4 % très mal à l'aise.

Ces proportions ne varient pas significativement avec l'âge des jeunes. En revanche, alors que les femmes et les hommes sont aussi nombreux à déclarer ne pas être à l'aise avec cette situation, plus de femmes disent être très à l'aise (75,4 % contre 58,6 % des hommes). De plus, un gradient selon le niveau de diplôme est observé : plus les jeunes sont diplômés, plus ils déclarent être à l'aise avec la situation.

Une autre question portait sur le sentiment suscité par un « pote qui rabaisse sa copine devant vous ». Les deux tiers des jeunes (66,4 %) indiquent être très mal à l'aise avec cette situation et 30,2 % mal à l'aise ; 1,9 % se disent à l'aise et 1,4 % très à l'aise.

Ces parts ne varient pas significativement selon l'âge. En revanche, alors que le sexe n'intervient pas dans la part de jeunes se disant à l'aise avec cette situation, les femmes sont plus enclines à affirmer être très mal à l'aise (77,4 % contre 55,4 % des hommes), tout comme les plus diplômés (plus de 70 % chez les bacheliers contre 59,6 % chez les jeunes non-diplômés et 64,1 % chez ceux ayant un diplôme inférieur au baccalauréat).

SENTIMENT FACE À DIFFÉRENTES SITUATIONS SELON LE SEXE (%)



Source : Enquête sur la santé des jeunes accompagnés par les Missions Locales - Exploitation : OR2S

Une vision de l'homosexualité¹ qui évolue avec l'âge

Deux jeunes sur cinq (39,6 %) se disent très à l'aise face à deux personnes du même sexe qui s'embrassent dans la rue. Ils sont 35,7 % à déclarer se sentir à l'aise face à cette situation, 15,7 % mal à l'aise et 9,1 % très mal à l'aise.

Les hommes sont deux fois plus nombreux à dire être mal à l'aise face à cette situation (33,1 % contre 16,4 % des femmes). Cette part diminue de manière sensible avec l'âge, passant de 32,9 % chez les mineurs à 16,6 % pour les 24 ans et plus. De fortes disparités selon le niveau de diplôme sont aussi relevées : 32,7 % des jeunes sans diplôme ne sont pas à l'aise contre 17,4 % des diplômés de l'enseignement supérieur.

La transidentité mieux acceptée par les femmes et les plus diplômés

Les jeunes sont encore un peu plus nombreux à ne pas être à l'aise avec la transidentité. Face « au frère d'un ami

qui souhaite qu'on l'appelle Jessica », 31,6 % affirment être très à l'aise, 38,0 % à l'aise, 20,3 % mal à l'aise et 10,1 % très mal à l'aise.

Les hommes sont bien moins nombreux à être très à l'aise (19,7 % contre 42,3 % des femmes). Alors que l'âge n'a que peu d'impact, le sentiment d'être très à l'aise augmente avec le niveau de diplôme (24,7 % des non-diplômés contre 37,9 % des diplômés de l'enseignement supérieur).

ZOOM INFRARÉGIONAL

La tolérance face à ces différents sujets est dans l'ensemble moins de mise dans l'Oise, mais plus dans l'Aisne. Par ailleurs, dans le Bassin minier et la Sambre-Avesnois-Thiérache, les jeunes se disent plus à l'aise que les autres face à l'homosexualité¹ et à la transidentité, mais aucune différence n'est relevée concernant les questions sur l'égalité entre hommes et femmes.

¹ Le fait que les jeunes indiquent ne pas être à l'aise, peut être le fait de l'homosexualité ou, plus largement, que deux personnes s'embrassent dans la rue, qu'elles soient ou non du même sexe.

ACCÈS AUX SOINS ET DÉPISTAGE

Moins d'un jeune sexuellement actif sur deux déjà dépisté pour les IST...

Parmi les jeunes déclarant avoir déjà eu un rapport sexuel, 42,1 % disent avoir déjà réalisé un dépistage des infections sexuellement transmissibles (IST) et 7,3 % ne se prononcent pas sur cette question.

...encore moins chez les hommes, les plus jeunes et les moins diplômés

Les dépistages sont plus fréquents chez les femmes que chez les hommes (47,1 % contre 36,5 %). De plus, un fort gradient est observé en fonction de l'âge, mais aussi du niveau de diplôme, la part de jeunes dépistés augmentant avec ces deux variables. Les mineurs actifs sexuellement ne se sont ainsi fait dépister que dans un cas sur cinq (cf. graphiques ci-contre).

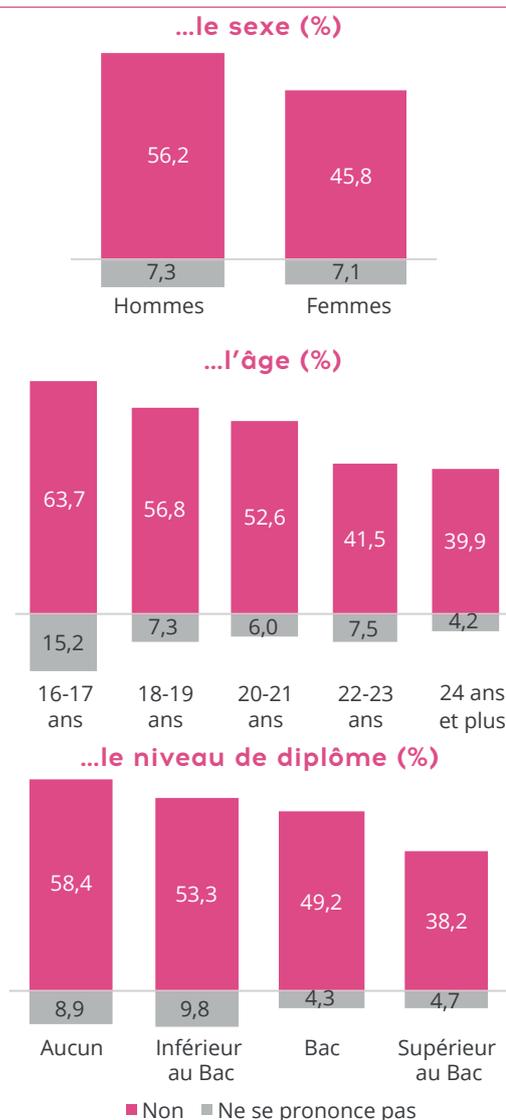
Ces gradients sont encore plus prononcés chez les hommes que chez les femmes. Ainsi, la part de jeunes actifs sexuellement ayant déjà été dépistés pour les IST est 2,0 fois plus élevée chez les hommes de 22 ans et plus que chez ceux de 16-19 ans, tandis que ce facteur est de 1,4 chez les femmes. De même, chez les hommes, la part de bacheliers s'étant fait dépister est 1,6 fois plus élevée que chez les jeunes sans diplôme, alors que ce facteur est de 1,2 chez les femmes.

Plus de protection chez les jeunes femmes ayant consulté un gynécologue au cours de l'année

Une jeune femme sur trois (33,1 %) a consulté un gynécologue dans l'année. C'est plus le cas des plus âgées (24,4 % des mineures contre 45,6 % des femmes de 24 ans et plus) et des plus diplômées (25,8 % des femmes non diplômées contre 43,7 % de celles ayant un diplôme post-bac)¹.

Cette part est presque trois fois plus élevée chez les femmes déclarant avoir déjà eu des rapports sexuels que chez celles affirmant n'en avoir jamais eu (43,3 % contre 15,0 %). Par ailleurs, parmi celles ayant une expérience sexuelle, 64,7 % des femmes qui ont vu un gynécologue au cours des douze derniers mois utilisent un moyen de contraception contre 52,6 % de celles qui n'en ont pas consulté. De plus, 57,1 % des femmes ayant consulté un professionnel au cours de l'année se sont déjà fait dépister pour les IST, contre 39,6 % des autres.

DÉJÀ RÉALISÉ UN DÉPISTAGE DES IST* SELON...



* parmi les jeunes ayant indiqué avoir déjà eu un rapport sexuel.

Source : Enquête sur la santé des jeunes accompagnés par les Missions Locales - Exploitation : OR2S

ZOOM INFRARÉGIONAL

Les dépistages pour les IST tendent à être plus fréquemment déclarés par les jeunes accompagnés par les Missions Locales dans le département du Nord (45,5 %) qu'en moyenne dans les Hauts-de-France.

Aucune différence n'est relevée pour le Bassin minier ou pour la Sambre-Avesnois-Thiérache.

¹ Pour plus d'informations sur les consultations de professionnels de santé, cf. page 13.

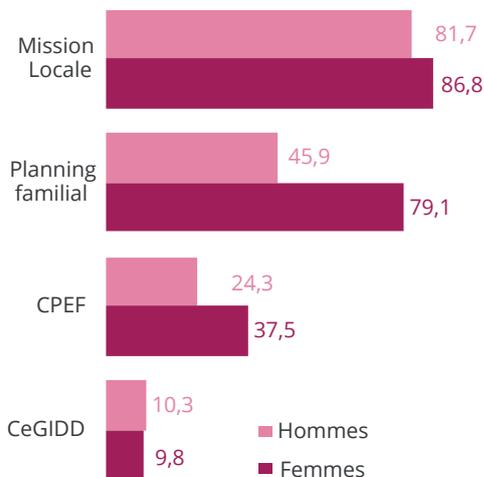
STRUCTURES D'ACCOMPAGNEMENT

Une hétérogénéité dans la connaissance des types de structures

De nombreuses structures proposent un accompagnement sur le sujet de la vie affective et de la santé sexuelle, mais toutes ne sont pas connues dans les mêmes proportions par les jeunes accompagnés par les Missions Locales.

La majorité des jeunes (84,3 %) sait que la Mission Locale peut les accompagner sur ce sujet. Le planning familial est également plutôt bien identifié (62,4 %). En revanche, le centre de planification d'éducation familiale (CPEF) n'est connu que de 31,0 % des jeunes et les centres gratuits d'information, de dépistage et de diagnostic (CeGIDD) par 10,1 %. Par ailleurs, 3,7 % des jeunes déclarent connaître d'autres personnes pouvant les aider sur ce sujet ; ils citent des associations diverses, des professionnels de santé, mais aussi la famille et les amis.

CONNAISSANCE DES STRUCTURES POUVANT ACCOMPAGNER SUR LA VIE AFFECTIVE ET LA SANTÉ SEXUELLE SELON LE SEXE (%)



Source : Enquête sur la santé des jeunes accompagnés par les Missions Locales - Exploitation : OR2S

Trois jeunes sur cinq ne connaissent pas le « mois sans tabou »

Les temps de prévention dédiés à la santé sexuelle ne sont pas non plus connus de la même manière par les jeunes. Alors que 79,2 % sont au fait de la « journée mondiale de lutte contre le sida », le « mois sans tabou » n'est connu que de 39,2 % des jeunes ; respectivement, ce sont donc 3,0 % et 2,1 % qui indiquent y avoir déjà participé¹.

¹ Pour plus d'informations sur les temps dédiés à la prévention, cf. page 15.

En moyenne, une meilleure connaissance chez les femmes et les plus âgés

Le fait que la Mission Locale puisse accompagner sur la thématique de la vie affective et de la santé sexuelle est connu de manière relativement homogène chez les jeunes, bien qu'une augmentation de la connaissance avec l'âge soit relevée (78,2 % des mineurs contre plus de 87 % à partir de 22 ans).

Pour les autres structures, la connaissance varie fortement avec le profil.

Les femmes sont bien plus nombreuses à déclarer connaître le planning familial et le CPEF. En revanche, les CeGIDD comme centres ressources sont aussi peu connus des hommes que des femmes.

Les différents dispositifs sont systématiquement mieux connus des plus âgés. L'écart est particulièrement prononcé pour les CeGIDD (6,7 % des jeunes de 16-17 ans contre 16,7 % de ceux de 24 ans et plus). Cet écart est plus modéré pour le CPEF et le planning familial (facteurs de 1,4 et 1,3 respectivement) et est encore bien plus faible pour les Missions Locales (facteur de 1,1).

L'impact du niveau de diplôme est variable selon la structure. Le planning familial est moins bien connu des non-diplômés (53,1 %) que des diplômés de l'enseignement supérieur (71,0 %). Le CPEF et les CeGIDD sont tous deux mieux connus des titulaires d'un diplôme inférieur au baccalauréat (33,6 % pour le CPEF, 11,0 % pour les CeGIDD) que des autres (de 26 % à 30 % pour le CPEF selon le niveau de diplôme et de 7 % à 10 % pour les CeGIDD).

ZOOM INFRARÉGIONAL

L'appui pouvant être apporté par les Missions Locales sur le sujet de la vie affective et sexuelle est connu de manière similaire au sein des Missions Locales de la région.

En revanche, le planning familial et le CPEF sont mieux connus dans le Pas-de-Calais, moins dans l'Oise, tandis que les jeunes accompagnés dans l'Aisne sont plus souvent au fait de l'aide que peuvent apporter les CeGIDD.

Les jeunes accompagnés dans le Bassin minier ne se démarquent pas des autres, hormis pour le CPEF qui est mieux connu, mais uniquement chez les femmes. Par ailleurs, les jeunes fréquentant une Mission Locale de la Sambre-Avesnois-Thiérache sont plus nombreux à connaître l'appui du planning familial et des CeGIDD que les autres.

A close-up photograph of a hand holding a glass of beer. The hand is wrapped in a yellow cloth. The beer is dark and has a thick head of white foam. In the background, a woman's face is visible, looking towards the camera. The lighting is warm and slightly blurred, creating a soft, intimate atmosphere. The text "CONDUITES ADDICTIVES" is overlaid on the image in white, bold, sans-serif font.

**CONDUITES
ADDICTIVES**

Plus d'un jeune sur quatre indique fumer des cigarettes régulièrement, un sur quatorze en fumant plus de dix par jour. La cigarette électronique est tout autant utilisée, un jeune sur douze déclarant s'en servir tous les jours. D'autres substances ne sont pas à négliger, dont la puff et la chicha, qui sont respectivement fumées par les plus jeunes et les plus âgés, avec en moyenne un jeune sur quatre qui l'a déjà fait plusieurs fois dans sa vie. Parmi les jeunes fumeurs, près de quatre sur cinq affirment envisager de réduire, voire arrêter, leur consommation de tabac.

Par ailleurs, un peu moins d'un jeune sur deux dit avoir bu de l'alcool au cours des 30 derniers jours, plus d'un sur sept ayant consommé sur cette période plus de six verres en une seule occasion. De plus, plus d'un jeune sur quatre dit avoir été ivre au cours des six derniers mois et plus d'un sur trois a déjà pensé à diminuer sa consommation d'alcool.

Les jeunes accompagnés par les Missions Locales sont également un sur dix à déclarer avoir fumé du cannabis au cours des 30 derniers jours et un sur quinze à avoir consommé une autre drogue au cours des douze derniers mois.

Les addictions autres qu'aux substances (écrans, jeux, réseaux sociaux...) ne sont par ailleurs pas à écarter, puisque plus d'un jeune sur dix déclare être concerné.

Les hommes, tout comme les jeunes les moins diplômés, sont particulièrement vulnérables face à la consommation de ces substances addictives. En effet, ils sont plus nombreux à fumer régulièrement et en quantité importante, que ce soit du tabac ou du cannabis et à avoir des consommations d'alcool impliquant des doses importantes. Il est toutefois à noter que les jeunes diplômés de l'enseignement supérieur sont les plus nombreux à déclarer avoir consommé de l'alcool au cours du mois, même si cela s'avère dans des quantités moindres que les autres.

Face à ces addictions, les structures d'aide ou encore les temps de prévention restent malheureusement encore trop peu connus, mais surtout trop peu utilisés. En effet, moins d'un jeune sur dix peut citer une structure pouvant aider à diminuer ou arrêter de consommer une substance addictive et moins d'un sur dix-sept a déjà participé au « mois sans tabac » ou au « janvier sans alcool ».

TABAC

Une consommation récente de cigarette(s) pour moins de trois jeunes sur dix

Plus d'un jeune sur deux accompagné par les Missions Locales dans les Hauts-de-France déclare avoir déjà fumé une cigarette au cours de sa vie (56,4 %) ; ceci est arrivé plusieurs fois pour 40,5 % des jeunes. L'âge moyen de la première cigarette est d'un peu plus de 15 ans. Un peu plus d'un quart des jeunes (27,6 %) déclare avoir fumé au cours des 30 derniers jours.

Parmi les jeunes ayant fumé au cours du mois, la fréquence de consommation est hétérogène. Tandis que 8,3 % indiquent fumer en moyenne moins d'une cigarette par jour (soit 2,3 % parmi l'ensemble des jeunes), plus d'un quart fume plus de dix cigarettes quotidiennement (soit 7,4 % des jeunes).

Le tabagisme apparaît plus élevé lors des week-ends ou des soirées. Ce sont alors 57,7 % des jeunes fumeurs qui disent consommer plus de dix cigarettes dans la journée (15,4 % parmi l'ensemble des jeunes).

Davantage de cigarette(s) chez les hommes et les moins diplômés

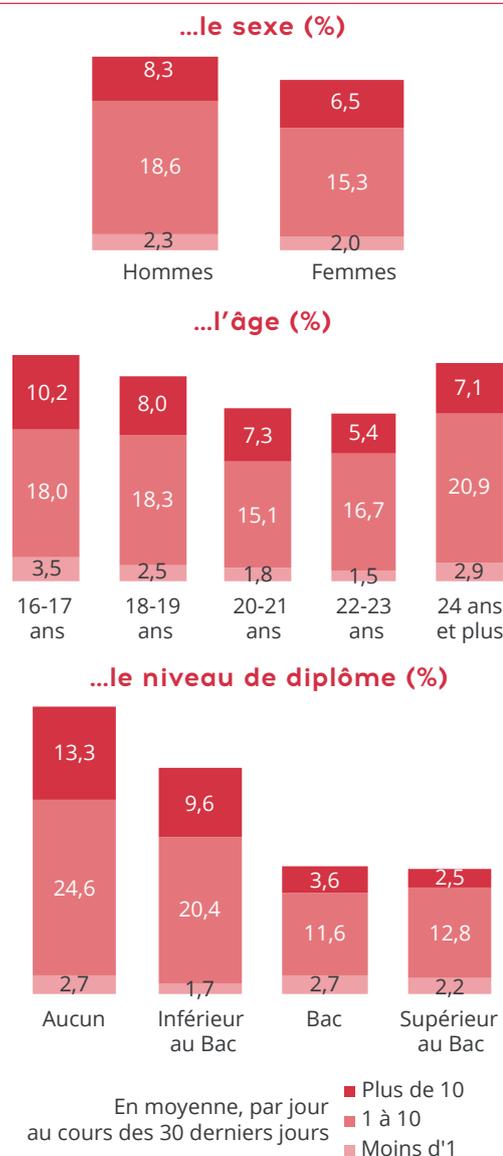
Les fumeurs au cours du mois sont plus retrouvés chez les hommes (29,9 % contre 24,0 % des femmes) et chez les moins diplômés (41,3 % des non-diplômés, 32,2 % des jeunes titulaires d'un diplôme inférieur au baccalauréat et environ 18 % des bacheliers). Aucune différence significative n'est observée selon l'âge.

Ces écarts s'observent davantage au niveau des consommations importantes, en particulier selon le niveau de diplôme. En effet, alors que les jeunes non-diplômés sont plus d'un sur huit à déclarer consommer plus de dix cigarettes par jour, cette part est quatre fois plus faible chez les jeunes ayant le baccalauréat ou plus (cf. graphique ci-contre).

Un peu plus d'un tiers des fumeurs souhaite arrêter

Parmi les jeunes ayant fumé au cours des 30 derniers jours, 42,9 % indiquent envisager de diminuer leur consommation et 35,9 % de l'arrêter complètement.

CONSOMMATION QUOTIDIENNE DE CIGARETTE(S)* SELON...



* parmi les jeunes ayant déclaré la fréquence de consommation

Source : Enquête sur la santé des jeunes accompagnés par les Missions Locales - Exploitation : OR2S



ZOOM EN
POPULATION
GÉNÉRALE

Selon les résultats du Baromètre Santé 2021, 73,5 % des jeunes adultes (18-29 ans) résidant dans les Hauts-de-France ont déclaré avoir déjà expérimenté le tabac, 42,7 % sont fumeurs, dont 29,7 % fument quotidiennement. C'est dans cette tranche d'âge que la part de fumeurs occasionnels est la plus élevée, sachant que la part des fumeurs quotidiens est également une des plus hautes. D'après cette enquête, 14,5 % des jeunes de moins de 30 ans de la région sont dépendants au tabac, malgré un tabagisme en baisse par rapport aux éditions précédentes (2005, 2010 et 2017).

En parallèle, 60,4 % des jeunes de 18 à 29 ans déclarent avoir déjà testé la cigarette électronique (part largement supérieure à celles relevées dans les autres groupes d'âge), mais seuls 8,8 % indiquent l'utiliser régulièrement. À l'inverse du tabagisme « classique », l'utilisation de la cigarette électronique est en forte hausse au cours du temps.

Une utilisation de la cigarette électronique dans le mois par un quart des jeunes...

La part de jeunes ayant déclaré avoir expérimenté la cigarette électronique est similaire à celle observée pour les cigarettes classiques (cf. page précédente) : 56,3 % des jeunes l'ont déjà testée au moins une fois au cours de leur vie (40,8 % plusieurs fois). Par ailleurs, 24,8 % indiquent l'avoir utilisée au cours des 30 derniers jours, dont 8,0 % tous les jours.

...avec un profil d'utilisateurs qui se différencie du tabagisme « classique »

En revanche, le profil de jeunes indiquant utiliser régulièrement la cigarette électronique est différent de celui des jeunes utilisant la cigarette classique. L'utilisation de la cigarette électronique au cours du mois est retrouvée dans des proportions similaires chez les hommes et les femmes. Par ailleurs, elle est plus déclarée par les plus jeunes (37,4 % des mineurs) alors que l'âge n'intervient pas significativement pour les cigarettes classiques. Toutefois, les moins diplômés sont toujours les plus concernés (34,9 % des jeunes sans diplôme).

Une expérimentation de la puff et de la chicha par près de la moitié des jeunes...

De surcroît, 45,2 % des jeunes ont déclaré avoir déjà testé la puff¹ au moins une fois au cours de leur vie ; 28,5 % plusieurs fois. Ces parts sont similaires pour la chicha : 43,4 % indiquent l'avoir déjà essayé au moins une fois (23,7 % plusieurs fois). Plus marginalement, le snus² a déjà été consommé au moins une fois par 4,1 % des jeunes (plusieurs fois par 1,9 %). Dans le même ordre de grandeur, le PTC³ (« Pète Ton Crâne », encore appelé « *Buddha blue* », a déjà été consommé par 3,9 % des jeunes (plusieurs fois, par 2,3 %).

...qui varie selon leur profil

Tandis que les femmes sont plus enclines à utiliser la puff, l'expérimentation de la chicha, du snus ou du PTC est plus déclarée par les hommes. Ainsi, elles sont respectivement 47,2 %, 39,2 %, 2,7 % et 2,5 % à déclarer avoir déjà expérimenté ces produits contre 43,4 %, 47,9 %, 5,4 % et 5,3 % respectivement chez les hommes.

Par ailleurs, alors que les plus jeunes sont les plus nombreux à indiquer avoir déjà essayé la puff ou le PTC, l'utilisation de la chicha est plus souvent le fait des jeunes de 24 ans et plus.

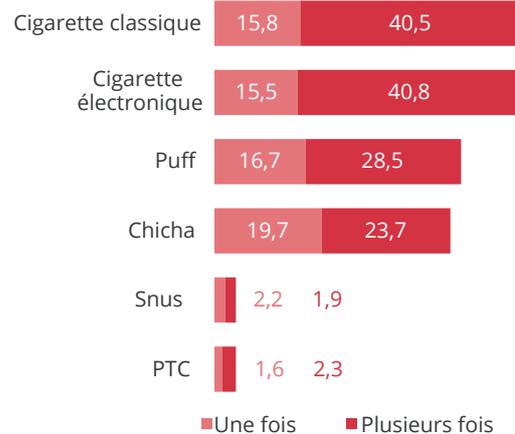
En revanche, quelle que soit la substance, le taux de jeunes les ayant déjà testées diminue avec le niveau de diplôme. À titre d'exemple, 58,6 % des jeunes sans diplôme ont déjà expérimenté la puff, contre 32,4 % des diplômés de l'enseignement supérieur.

¹ Il s'agit d'une cigarette électronique jetable. Pré-remplie et pré-chargée, elle s'allume dès la première inhalation.

² Le snus est une forme de tabac conditionné en sachets contenant une poudre de tabac, à sucer ou à chiquer. Il est plus agressif que la cigarette. La nicotine est directement en contact avec les muqueuses buccales, et agit rapidement sur le cerveau en activant le système de récompense.

³ Le PTC est une drogue de synthèse dont les effets sont similaires au cannabis, bien que plus intenses. Il se trouve sous forme de poudre ou de liquide, pouvant ainsi être fumé comme une cigarette classique ou dans une cigarette électronique.

EXPÉRIMENTATION DU TABAGISME SELON LE TYPE DE SUBSTANCE (%)



Source : Enquête sur la santé des jeunes accompagnés par les Missions Locales - Exploitation : OR2S

ZOOM INFRARÉGIONAL

Les Missions Locales de Sambre-Avesnois-Thiérache ou du Bassin minier présentent une part de jeunes fumeurs similaire à celle des autres établissements de la région, que ce soit pour les cigarettes classiques ou pour la cigarette électronique. En revanche, ils sont moins nombreux à indiquer avoir déjà expérimenté le snus (2,7 % dans le Bassin minier).

Au niveau départemental, seul le Pas-de-Calais se démarque pour la consommation de cigarettes classiques, avec une part de jeunes fumeurs plus élevée (30,9 % ont déclaré consommer des cigarettes au cours des 30 derniers jours). Pour la cigarette électronique, le département du Nord se distingue, avec une part de fumeurs au cours du mois qui tend à être plus élevée que la moyenne (26,6 %). L'Aisne compte proportionnellement moins de jeunes ayant déjà utilisé la chicha (à l'inverse de la Somme) ou le snus (où la part de jeunes consommateurs est particulièrement élevée dans l'Oise et dans une moindre mesure dans le Nord), mais plus le PTC (qui est moins consommé dans le Pas-de-Calais).

Un temps de prévention bien connu, mais peu de participants : le « mois sans tabac »

La plupart des jeunes (81,0 %) a déjà entendu parler du « mois sans tabac », bien que seuls 5,7 % y aient déjà participé. Ces parts sont respectivement de 86,7 % et 8,4 % chez les jeunes ayant fumé des cigarettes au cours du mois. La participation atteint 10,6 % parmi ceux ayant déclaré vouloir arrêter de fumer.

Les mineurs sont moins nombreux à connaître ce temps de prévention, tout comme les jeunes sans diplôme. En revanche, la participation ne varie pas significativement en fonction du niveau de diplôme, bien qu'elle reste moins fréquente chez les jeunes de moins de 18 ans.

ALCOOL

Une part importante de jeunes a déjà consommé de l'alcool, tous profils confondus

Parmi les jeunes accompagnés par les Missions Locales dans les Hauts-de-France, près de trois sur quatre (72,8 %) déclarent avoir déjà bu une boisson alcoolisée au cours de leur vie. L'âge moyen de la première consommation est de 16 ans.

Cette part ne varie que peu selon le profil, hormis chez les jeunes mineurs, qui sont un peu moins nombreux à avoir déjà expérimenté la consommation d'alcool (64,7 %) que leurs aînés.

Des consommations plus importantes chez les hommes

Près d'un jeune sur deux (46,7 %) indique avoir bu de l'alcool au cours des 30 derniers jours ; 16,5 % au moins trois fois. De plus, durant cette période, ils sont 15,9 % à déclarer avoir bu au moins six verres d'alcool en une même occasion.

Ces proportions sont plus élevées chez les hommes que chez les femmes (cf. graphique ci-contre).

La part de jeunes indiquant consommer de l'alcool au moins trois fois au cours du mois ne varie pas selon l'âge, mais la part de buveurs d'alcool au cours du mois est plus élevée chez les jeunes de 18 à 21 ans que chez les autres, en raison des consommations une à deux fois dans le mois.

Le fait d'avoir bu de l'alcool au cours des 30 derniers jours augmente par ailleurs avec le niveau de diplôme, plus de 11 points séparant les jeunes sans diplôme de ceux diplômés de l'enseignement supérieur. En revanche, le fait d'avoir bu fréquemment (au moins trois fois dans le mois) ou en grande quantité (six verres d'alcool en une même occasion) ne varie pas significativement selon le niveau de diplôme. Parmi les seuls jeunes ayant consommé de l'alcool dans le mois, la part de ceux ayant bu en grande quantité diminue avec l'avancée en âge.

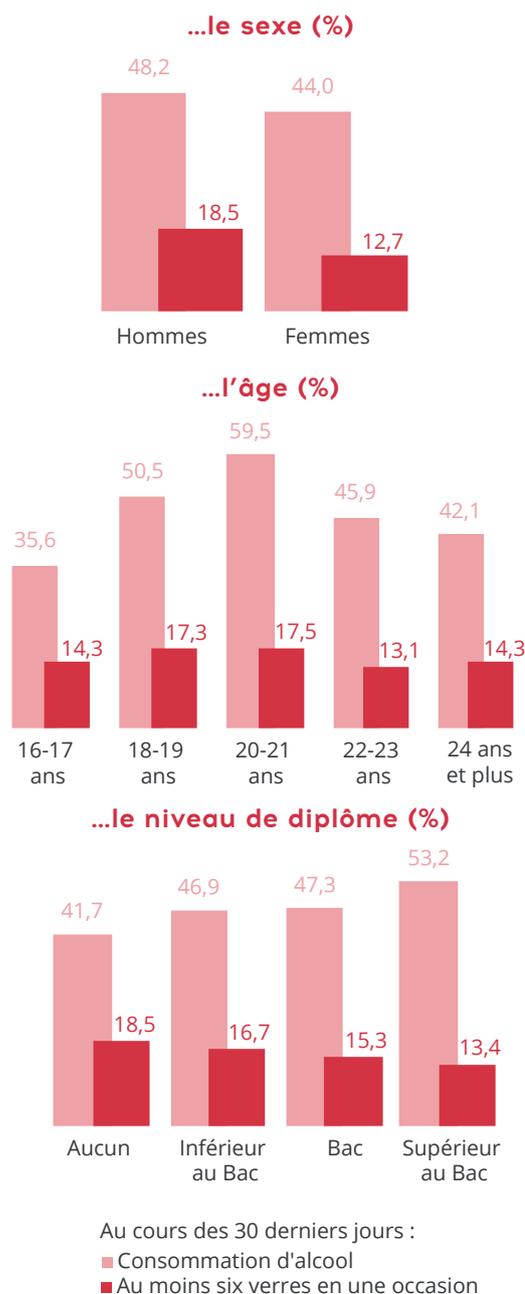
ZOOM INFRARÉGIONAL

L'expérimentation, comme la consommation d'alcool au cours des 30 derniers jours, ne varie pas significativement entre les jeunes accompagnés par les Missions Locales du Bassin minier, de Sambre-Avesnois-Thiérache et du reste de la région. En revanche, dans ces deux zones, ils sont moins nombreux que la moyenne à déclarer avoir consommé au moins six verres d'alcool en une occasion au cours du mois (13,6 % dans le Bassin minier).

Par ailleurs, des disparités sont observées entre les départements. Alors que la part de jeunes ayant consommé une grande quantité d'alcool en une fois ne varie pas significativement, les jeunes accompagnés dans l'Aisne et le Pas-de-Calais sont plus nombreux à indiquer avoir consommé de l'alcool au cours des 30 derniers jours (respectivement 59,4 % et 52,4 %), à l'inverse des jeunes du Nord (44,8 %) et de l'Oise (34,5 %).

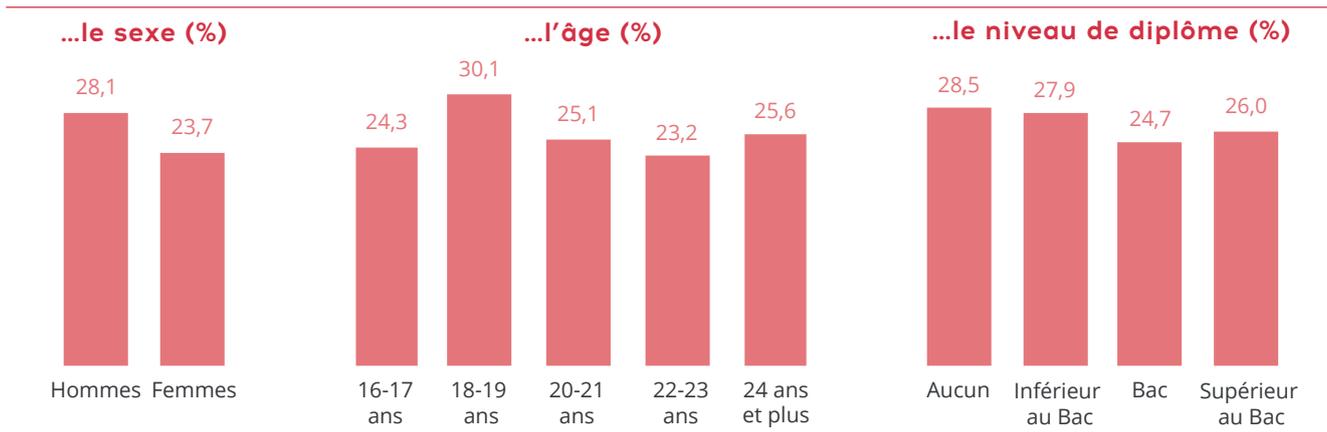
Le fait d'avoir été ivre au moins une fois au cours des six derniers mois est moins souvent déclaré par les jeunes de Sambre-Avesnois-Thiérache et de l'Oise (20,5 %) que par les autres.

CONSOMMATION D'ALCOOL SELON...



Source : Enquête sur la santé des jeunes accompagnés par les Missions Locales
 - Exploitation : OR2S

IVRESSE(S) AU COURS DES SIX DERNIERS MOIS SELON...



Source : Enquête sur la santé des jeunes accompagnés par les Missions Locales - Exploitation : OR2S

Une ivresse récente pour plus d'un jeune sur cinq, quel que soit le profil

Plus d'un quart des jeunes accompagnés par les Missions Locales (26,2 %) affirme avoir été ivre au cours des six derniers mois. Les ivresses sont plus le fait des hommes (28,1% contre 23,7 % chez les femmes) et des jeunes de 18-19 ans (30,1%), mais ne varient pas significativement selon le niveau de diplôme.

1 sur 3

**JEUNE ACCOMPAGNÉ
PAR LES MISSIONS LOCALES**
ayant indiqué avoir
déjà bu de l'alcool
souhaite réduire
sa consommation
d'alcool

Le souhait de réduire sa consommation d'alcool plus fréquent chez les jeunes ayant bu six verres en une même occasion

Parmi les jeunes ayant indiqué avoir déjà bu de l'alcool au cours de leur vie, 34,1 % disent avoir déjà envisagé de diminuer leur consommation.

Cette part est plus importante chez les jeunes déclarant avoir bu de l'alcool au cours du mois (36,5 % contre 28,5 % pour les autres). Une différence est également observée entre les jeunes ayant bu au moins six verres en une même occasion au cours du mois : 42,7 % disent avoir déjà envisagé de diminuer leur consommation contre 31,2 % des autres. Il en est de même pour les jeunes ayant été ivres au cours des six derniers mois : 41,9 % ont souhaité réduire leur consommation contre 29,5 % des jeunes n'ayant pas vécu d'ivresse récemment.

Les jeunes sans diplôme sont également plus nombreux que les autres à dire avoir déjà pensé à réduire leur consommation d'alcool (41,9 %).

Une très faible participation à la campagne « janvier sans alcool »

Le « *Dry January* » (« janvier sans alcool » en français) est un temps de prévention incitant à ne pas boire d'alcool en janvier. Il est connu par 54,6 % des jeunes, mais seuls 2,5 % y ont déjà participé. Il est bien plus connu par les jeunes ayant consommé de l'alcool au cours du mois (61,7 % contre 48,0 % chez les autres, 3,2 % contre 1,6 % pour la participation ; 61,4 % connaissent ce temps de prévention parmi ceux ayant déclaré vouloir réduire leur consommation et 3,3 % y ont déjà participé). La connaissance de ce dispositif, tout comme la participation, augmente avec l'âge et le niveau de diplôme. Ils sont ainsi 37,5 % chez les 16-17 ans à connaître ce temps de prévention contre 65,6 % à partir de 24 ans. Ces parts sont respectivement de 42,3 % et de 67,2 % chez les jeunes sans diplôme et ceux diplômés de l'enseignement supérieur.



**ZOOM EN
POPULATION
GÉNÉRALE**

D'après le Baromètre Santé 2021, 43,8 % des jeunes de 18-29 ans disent avoir consommé au moins six verres d'alcool en une occasion au cours de l'année, dont 20,8 % pour lesquels cela s'est produit au moins une fois par mois et 4,4 % pour qui cela est arrivé au moins une fois par semaine.

CANNABIS

Une consommation de cannabis dans le mois pour un jeune sur dix

Plus d'un jeune accompagné par les Missions Locales sur quatre déclare avoir déjà fumé du cannabis au cours de sa vie. Ils sont 10,1 % à indiquer en avoir consommé au cours des 30 derniers jours. Pour la consommation quotidienne, ce sont 3,0 % des jeunes qui le déclarent. Parmi eux, la moitié dit en fumer 1 à 4 fois par jour et quatre sur dix 5 à 9 fois, les quelques autres en consommant au moins 10 fois par jour.

En moyenne, l'âge de la première consommation est d'un peu plus de 16 ans.

Il est à noter que, parmi les jeunes ayant indiqué avoir déjà fumé du cannabis, un sur deux (50,1 %) souhaite arrêter sa consommation et un sur six (16,1 %) la diminuer.

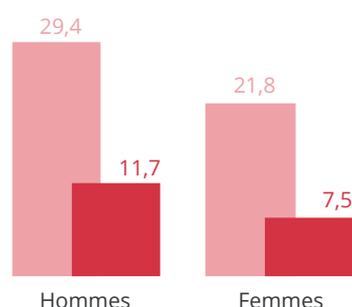
Un facteur deux pour la consommation de cannabis dans le mois entre les non-diplômés et les bacheliers

Les hommes sont plus nombreux que les femmes à déclarer avoir déjà expérimenté le cannabis, mais aussi à en avoir fumé au cours des 30 derniers jours (cf. graphique ci-contre). Par ailleurs, alors que la part de jeunes l'ayant expérimenté augmente assez logiquement avec l'avancée en âge, la consommation au cours du mois ne varie pas significativement selon l'âge.

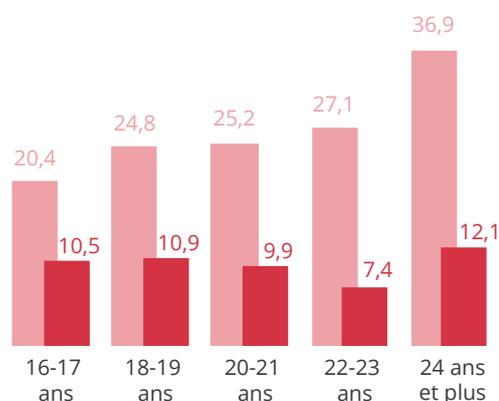
Des spécificités suivant le niveau de diplôme sont également à mentionner. La part de jeunes ayant indiqué avoir déjà expérimenté le cannabis est plus élevée pour les non-diplômés et pour les plus diplômés (trois jeunes sur dix dans les deux cas). Par contre, si la part de consommation au cours des 30 derniers jours est aussi la plus élevée pour les non-diplômés (trois jeunes sur vingt), les titulaires d'un diplôme de l'enseignement supérieur présentent la part la plus faible (8,0 %), avec les jeunes ayant le niveau Bac (7,3 %).

CONSOMMATION DE CANNABIS SELON...

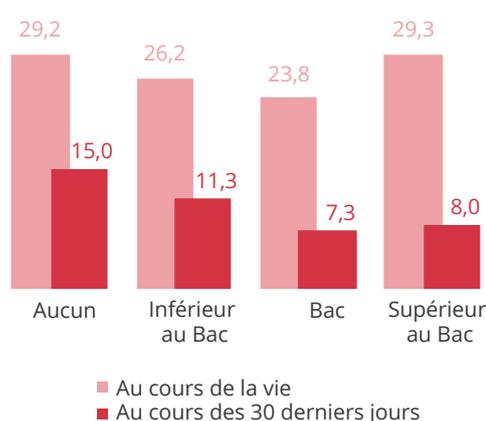
...le sexe (%)



...l'âge (%)



...le niveau de diplôme (%)



■ Au cours de la vie
■ Au cours des 30 derniers jours

Source : Enquête sur la santé des jeunes accompagnés par les Missions Locales - Exploitation : OR2S



ZOOM EN POPULATION GÉNÉRALE

D'après le Baromètre Santé 2021, près de la moitié des 18-29 ans a déclaré avoir déjà consommé du cannabis (47,8 %) dans les Hauts-de-France. Dans cette classe d'âge, la part de consommateurs au cours des 30 derniers jours s'élève à 9,0 %, soit une valeur bien supérieure à celle de leurs aînés, les consommations diminuant fortement avec l'âge.

AUTRES DROGUES ET ADDICTIONS

Une consommation de drogues qui touche tous les profils de jeunes

Près d'un jeune sur cinq (19,3 %) indique avoir déjà consommé une autre substance psychoactive que le tabac, l'alcool ou le cannabis. Ceux de 24 ans et plus sont plus nombreux (29,6 %) que les plus jeunes à le déclarer (moins de 20 % pour les autres classes d'âge).

Au cours des douze derniers mois, 6,6 % des jeunes disent avoir consommé au moins une des drogues citées dans le graphique ci-contre. Cette part ne varie pas significativement selon le profil des jeunes.

Une faible connaissance des structures d'aide

Seul un jeune sur dix (9,5 %) indique connaître une structure vers laquelle s'orienter s'il souhaite arrêter de consommer du tabac, de l'alcool ou de la drogue ; 14,6 % ne se prononcent pas. La part de jeunes affirmant connaître une structure a tendance à augmenter avec l'âge (6,0 % des mineurs contre 15,2 % des jeunes de 24 ans et plus) et à être plus élevée chez les diplômés de l'enseignement supérieur (18,0 % contre moins de 10 % chez les autres).

Lorsqu'il est demandé aux jeunes de citer une structure qu'ils connaissent vers laquelle s'orienter s'ils souhaitent arrêter de consommer l'une de ces substances (tabac, alcool, drogue), les réponses données sont plus au moins exactes. Ils citent des professionnels de santé, des centres de soins, des associations, des numéros d'aide ou encore des temps de prévention ou des sites internet.

Parmi les jeunes déclarant vouloir diminuer ou arrêter leur consommation de tabac, seuls 15,0 % disent connaître une structure vers laquelle s'orienter. Cette part est de 16,1 % pour ceux souhaitant diminuer ou arrêter leur consommation de cannabis et de 11,1 % chez ceux voulant diminuer leur consommation d'alcool.

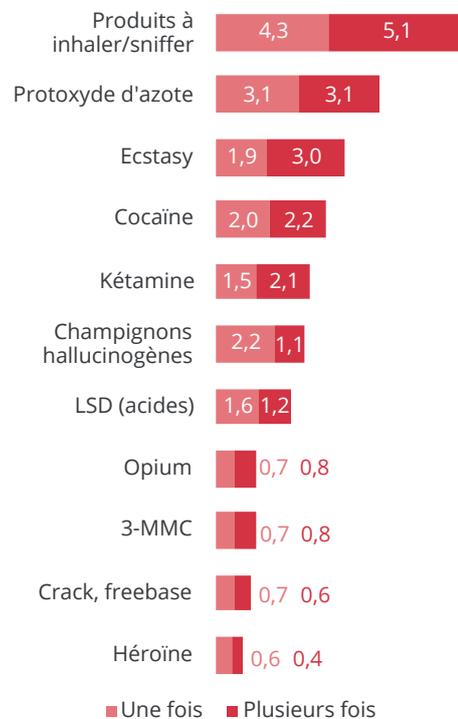
De nombreuses addictions autres qu'aux substances licites ou illicites

Un jeune sur dix (10,5 %) pense avoir une addiction autre que celle aux produits licites ou illicites ; ils sont 7,0 % à ne pas se prononcer. Lorsqu'il leur est demandé de la(les) citer, les écrans sont le plus souvent énoncés : téléphone (2,4 %), écrans en général (2,0 %), ordinateur (0,6 %) et télévision (0,2 %). Viennent ensuite les jeux vidéo (2,1 %) puis, avec moins d'1 % chacun, le sucre/la nourriture, les jeux d'argent, les réseaux sociaux et les boissons énergisantes/le café¹.

Les hommes sont plus nombreux que leurs homologues féminines à penser avoir une addiction autre qu'aux produits licites ou illicites (12,3 % contre 8,4 %). Aucune autre différence significative selon le profil de jeunes n'est observée, que ce soit selon l'âge ou le niveau de diplôme.

¹ Il est probable que si une liste avec les différentes autres addictions leur avait été proposée, les pourcentages seraient plus élevés.

CONSUMMATION DE DROGUES AU COURS DE LA VIE SELON LE TYPE DE DROGUE (%)



Source : Enquête sur la santé des jeunes accompagnés par les Missions Locales - Exploitation : OR2S

ZOOM INFRARÉGIONAL

L'expérimentation comme la consommation de drogue au cours du mois est moins retrouvée chez les jeunes accompagnés par une Mission Locale de Sambre-Avesnois-Thiérache que dans le reste de la région. C'est également le cas, mais pour la seule expérimentation, pour les jeunes accompagnés dans le Bassin minier.

À l'échelle départementale, les jeunes sont moins nombreux à indiquer avoir déjà expérimenté le cannabis au cours de la vie dans l'Aisne qu'en moyenne dans la région, tandis que ceux accompagnés dans le Nord sont plus nombreux à déclarer en avoir consommé dans le mois (12,4 %, soit deux fois plus que dans l'Aisne).

Les jeunes accompagnés par une Mission Locale de la SAT sont près de deux fois moins nombreux que les autres à déclarer avoir déjà consommé une substance autre que le tabac, l'alcool ou le cannabis, mais aussi à l'avoir fait au cours de l'année.

A person is holding a wooden crate filled with fresh vegetables. The crate contains a variety of produce, including green and purple lettuce, yellow and red bell peppers, purple potatoes, and a bunch of red chard. The person is wearing a white shirt and blue jeans. The background is a blurred outdoor setting with green foliage.

**ALIMENTATION,
ACTIVITÉ
PHYSIQUE ET
SÉDENTARITÉ**



Concernant les habitudes alimentaires, plus de la moitié des jeunes accompagnés par les Missions Locales déclare ne pas manger de fruits ou de légumes tous les jours ; ce sont moins de deux cinquièmes chez les non-diplômés. Les féculents sont plus souvent consommés quotidiennement, pour plus de trois jeunes sur quatre, notamment par les femmes et les plus diplômés. Plus de sept jeunes sur dix indiquent consommer de la viande, du poisson ou des œufs quotidiennement ; seuls, 2 % disent ne jamais en manger. Par ailleurs, la recommandation de manger des produits laitiers deux à trois fois par jour n'est suivie que pas un quart des jeunes. Enfin, tandis que les boissons sucrées, tout comme les sucreries, sont consommées quotidiennement par plus d'un jeune sur deux, plus d'un jeune sur neuf déclare ne pas boire d'eau tous les jours. La consommation de produits sucrés (sucreries ou boissons) au quotidien est plus fréquente chez les femmes, diminue avec l'âge et est plus faible chez les bacheliers.

Un quart des jeunes déclare souvent ou très souvent consommer des plats préparés. Par ailleurs, les habitudes de consommation, comme le grignotage entre les repas ou le saut de repas, sont récurrentes pour un jeune sur deux, plus le fait des femmes.

Enfin, les jeunes sont nombreux à indiquer faire leurs courses alimentaires, a minima de temps en temps, en particulier les plus âgés. Leur critère de choix prépondérant lors de leurs achats est le prix.

Concernant l'activité physique, un peu plus de la moitié des jeunes déclare pratiquer une activité physique régulière (au moins une fois par semaine). De plus, moins de la moitié utilise un moyen de mobilité douce non électrique (marche, vélo, trottinette, skate, rollers...) au moins une demi-heure par jour. En parallèle, plus d'un tiers des jeunes dit passer plus de cinq heures en position assise au quotidien (hors temps de sommeil et de repas). C'est un jeune sur cinq qui ne fait pas d'activité régulièrement et qui s'avère davantage sédentaire.

L'activité physique, comme la mobilité douce, est davantage retrouvée chez les hommes que chez les femmes. De plus, il est plus fréquent que les premiers passent un temps important au quotidien en position assise. Au final, les hommes sont aussi nombreux que les femmes à combiner manque d'activité physique et sédentarité. En revanche, les jeunes diplômés de l'enseignement supérieur sont plus concernés par cette combinaison défavorable que leurs homologues moins diplômés.

CONSOMMATIONS ALIMENTAIRES

Afin de disposer d'éléments sur la consommation alimentaire des jeunes accompagnés par les Missions Locales dans les Hauts-de-France, il leur était demandé de donner la fréquence de consommation des différents types de produits listés. Pour la fréquence, il était précisé « Habituellement, vous consommez » et ils avaient le choix entre quatre modalités : « Jamais », « Quelques fois par semaine », « Une fois par jour », « Plus d'une fois par jour ».

Moins d'un jeune sur deux mange des fruits ou des légumes tous les jours

La consommation de légumes¹ n'est pas quotidienne pour une majorité des jeunes. Ils sont seulement 16,2 % à indiquer en manger plus d'une fois par jour et 22,4 % une fois par jour, tandis que 53,2 % n'en consomment que quelques fois par semaine et 8,2 % jamais.

La consommation de fruits est encore moins fréquente. Un jeune sur dix (9,9 %) déclare en manger plusieurs fois par jour, 14,9 % une fois par jour, 62,9 % quelques fois par semaine et 12,3 % jamais.

En combinant fruits et légumes, 54,4 % des jeunes n'en consomment pas au moins une fois par jour.



Davantage de fruits et légumes chez les plus âgés et les plus diplômés

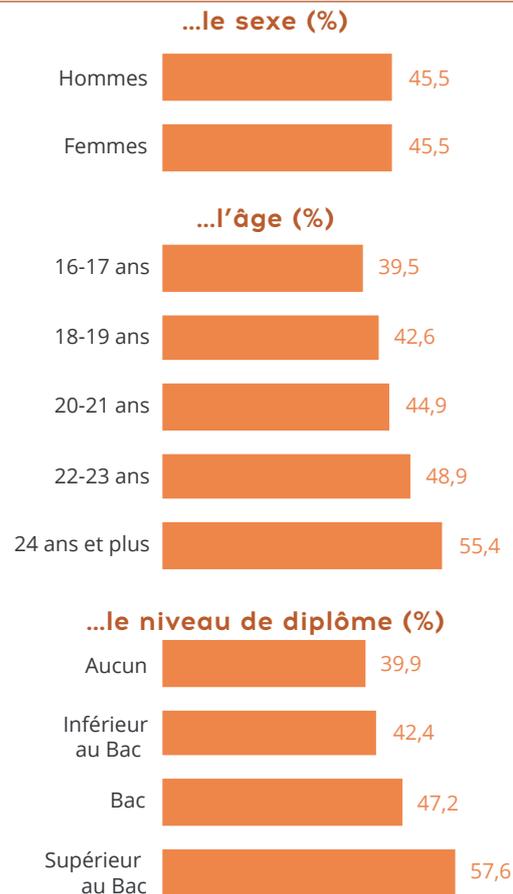
Les déclarations de consommation sont similaires entre les hommes et les femmes.

En revanche, la part de jeunes déclarant manger des fruits ou des légumes tous les jours semble augmenter avec l'âge (même si aucune différence significative au seuil de 5 % n'est relevée) : elle est 1,4 fois plus élevée chez les jeunes de 24 ans et plus que chez les mineurs (cf. graphique ci-contre).

Un gradient est également observé selon le niveau de diplôme, avec 18 points séparant la part de jeunes déclarant consommer des fruits ou des légumes quotidiennement chez les jeunes non-diplômés et chez les jeunes titulaires d'un diplôme de l'enseignement supérieur (39,9 % versus 57,6 %). Concernant la consommation de légumes, moins d'un tiers des non-diplômés indique en consommer quotidiennement contre la moitié des jeunes ayant un diplôme supérieur au Bac ; pour la consommation de fruits, moins d'un cinquième des non-diplômés déclare en consommer quotidiennement contre un tiers des plus diplômés.

¹ La question était posée ainsi : « Des légumes (hors pommes de terre), qu'ils soient frais, surgelés ou en conserve ».

CONSOMMATION QUOTIDIENNE DE FRUITS OU DE LÉGUMES SELON...



Source : Enquête sur la santé des jeunes accompagnés par les Missions Locales - Exploitation : OR2S

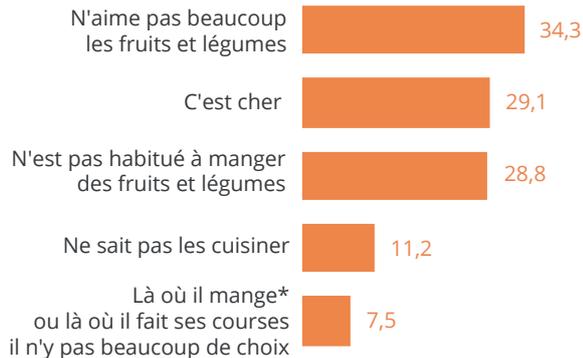
ZOOM INFRARÉGIONAL

La consommation de fruits ou de légumes ne varie pas significativement dans le Bassin minier et en Sambre-Avesnois-Thiérache par rapport au reste de la région. En revanche, au niveau départemental, la part de jeunes indiquant en consommer quotidiennement est supérieure dans l'Oise (51,0 %, soit près de dix points de plus que dans le Pas-de-Calais).

Les consommations de produits laitiers, de viande, poisson et œufs, ainsi que de féculents, ne varient pas significativement en fonction de la localisation de la Mission Locale.

La question sur la fréquence de consommation alimentaire fait une distinction entre, d'une part, les fruits et, d'autre part, les légumes. Une autre question permettant de connaître les raisons de non-consommation de ces deux produits est également intégrée au questionnaire, sans faire la distinction entre fruits et légumes ; elle est formulée ainsi « Si vous ne mangez pas plus d'une fois par jour des fruits et légumes, pour quelle(s) raison(s) ? »

RAISONS DE NON-CONSOMMATION PLUS D'UNE FOIS PAR JOUR DES FRUITS ET LÉGUMES (%)



* il était précisé dans la question « cantine, café, restaurant... ».

Source : Enquête sur la santé des jeunes accompagnés par les Missions Locales - Exploitation : OR2S

Des raisons de non-consommation variées, en tête desquelles le goût, puis le prix et les habitudes

Parmi les jeunes ne consommant pas quotidiennement des fruits ou des légumes, les raisons évoquées sont variées (cf. graphique ci-dessus). Alors qu'environ un tiers déclare ne pas beaucoup aimer cela, trois sur dix évoquent le fait que c'est cher et ils sont presque autant à indiquer ne pas être habitués à manger des fruits et légumes. Plus à la marge, un peu plus d'un jeune sur dix indique ne pas en manger quotidiennement, car il ne sait pas les cuisiner et 7,5 % parce que là où ils mangent (cantine, café, restaurant...) ou là où ils font leurs courses, il n'y a pas beaucoup de choix.

Le prix est plus souvent évoqué par les femmes (34,1 % contre 24,4 % chez les hommes). Il est par ailleurs plus souvent la raison de non-consommation des fruits et légumes chez les plus âgés (45,6 % chez les 24 ans et plus) ; ceci à l'inverse du fait de ne pas aimer ces aliments, qui est moins cité avec l'avancée en âge (45,5 % des mineurs contre 25,8 % des 24 ans et plus). En revanche, le fait de ne pas savoir cuisiner les fruits et légumes est moins cité par les jeunes de 16-17 ans (4,6 %). Le manque d'habitude est plus souvent mentionné par les bacheliers, et notamment ceux diplômés de l'enseignement supérieur (36,2 %). Enfin, le manque de choix est retrouvé dans des proportions similaires, quel que soit le profil.

Davantage de viande, poisson et œufs chez les hommes

Plus de sept jeunes sur dix déclarent consommer de la viande, du poisson ou des œufs tous les jours ; ils sont 33,8 % à indiquer en consommer plusieurs fois par jour. Un peu plus d'un quart (26,7 %) dit en consommer quelques fois par semaine et 2,1 % ne jamais en manger.

Cette consommation ne varie que très peu selon le profil des jeunes, bien que les hommes soient légèrement plus nombreux à déclarer en manger quotidiennement (73,4 % contre 69,6 % des femmes).



ZOOM EN POPULATION GÉNÉRALE

Le Baromètre Santé 2021 permet d'estimer la part de personnes consommant des fruits et/ou légumes tous les jours dans les Hauts-de-France à 76,5 %. Cette part est de 64,0 % chez les jeunes de 18-29 ans. La consommation quotidienne de fruits et/ou légumes reste cependant bien plus fréquente que ce qui est observé chez les jeunes accompagnés par les Missions Locales dans la région (près de 10 points de plus).

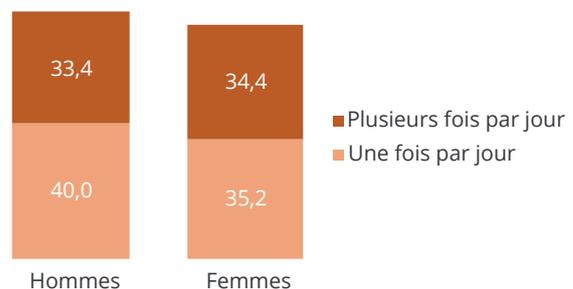
Chez les jeunes de 18-29 ans, la recommandation de consommation d'au moins cinq fruits et légumes par jour n'est suivie que par 14,5 % des jeunes.

Des produits laitiers plusieurs fois par jour pour seulement un jeune sur quatre

Les jeunes accompagnés par les Missions Locales ne sont que 25,6 % à indiquer consommer plusieurs fois par jour des produits laitiers, 30,2 % en mangeant une fois par jour, 39,5 % seulement quelques fois par semaine et 4,7 % jamais.

La fréquence de consommation de produits laitiers ne varie pas significativement selon le sexe, l'âge ou encore le niveau de diplôme des jeunes.

CONSOMMATION QUOTIDIENNE DE VIANDE, POISSON ET ŒUFS SELON LE SEXE (%)



Source : Enquête sur la santé des jeunes accompagnés par les Missions Locales - Exploitation : OR2S

Des féculents consommés régulièrement...

La consommation de féculents (riz, pâtes, pain, semoule, pommes de terre, biscottes...) par les jeunes accompagnés par les Missions Locales dans les Hauts-de-France est plus courante que celle des fruits ou des légumes. En effet, les trois quarts (75,5 %) indiquent consommer des féculents tous les jours et près de deux cinquièmes (38,8 %) plusieurs fois par jour. Seul un quart (24,1 %) déclare n'en consommer que quelques fois par semaine et 0,5 % jamais.

...notamment par les femmes et les plus diplômés

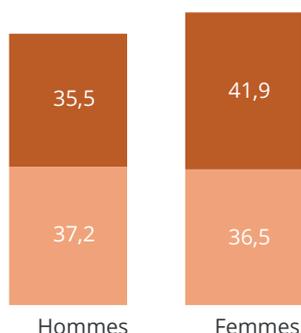
Les femmes sont plus nombreuses que les hommes à déclarer consommer des féculents plusieurs fois par jour (41,9 % contre 35,5 % ; cf. graphique ci-dessous).

La consommation quotidienne de féculents augmente par ailleurs fortement avec le niveau de diplôme, avec 84,7 % des jeunes diplômés de l'enseignement supérieur qui l'indiquent contre 66,8 % chez les jeunes sans diplôme.

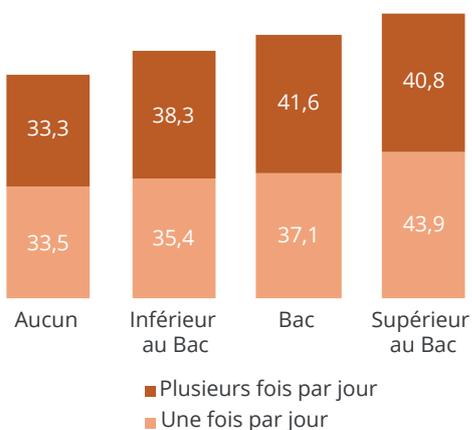
L'âge n'intervient pas significativement dans la fréquence de consommation de ces types d'aliments.

CONSUMMATION QUOTIDIENNE DE FÉCULENTS SELON...

...le sexe (%)

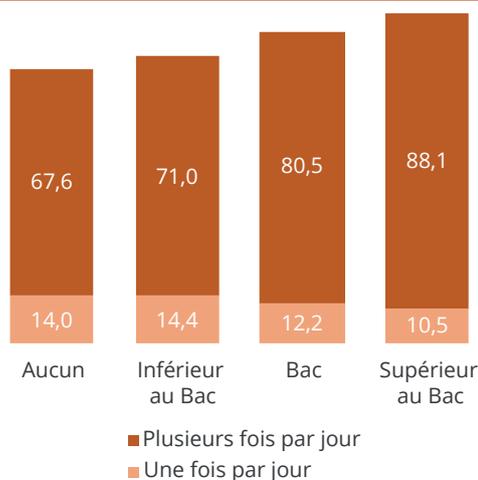


...le niveau de diplôme (%)



Source : Enquête sur la santé des jeunes accompagnés par les Missions Locales - Exploitation : OR2S

CONSUMMATION QUOTIDIENNE D'EAU SELON LE NIVEAU DE DIPLÔME (%)



Source : Enquête sur la santé des jeunes accompagnés par les Missions Locales - Exploitation : OR2S

De l'eau au maximum une fois par jour pour un tiers des jeunes non-diplômés

Les trois quarts des jeunes déclarent boire de l'eau plusieurs fois par jour (75,5 %). Ils ne sont que 13,3 % à en consommer une fois par jour, 8,4 % quelques fois par semaine et 2,8 % jamais.

Le fait de ne pas consommer d'eau plusieurs fois par jour suit un gradient selon le niveau de diplôme (cf. graphique ci-dessus) : cette part est 2,7 fois plus retrouvée chez les jeunes sans diplôme (32,4 %) que chez les diplômés de l'enseignement supérieur (11,9 %). En revanche, la fréquence de consommation d'eau ne diffère pas significativement selon le sexe et l'âge.

1 sur 20

JEUNE ACCOMPAGNÉ
PAR LES MISSIONS LOCALES
ne consomme jamais
d'eau chez les
non-diplômés

ZOOM INFRARÉGIONAL

Le fait de consommer de l'eau plusieurs fois par jour est moins cité dans le Pas-de-Calais (70,3 %) et chez les jeunes accompagnés dans le Bassin minier (70,0 %) que dans le reste de la région.

Des apports quotidiens de sucre chez plus de sept jeunes sur dix...

Les sucreries (gâteaux, barres chocolatées, bonbons, viennoiseries, crèmes dessert...) sont consommées relativement fréquemment par les jeunes : 55,4 % indiquent en consommer quotidiennement ; 29,3 % plusieurs fois par jour. Deux jeunes sur cinq (40,6 %) disent en manger quelques fois par semaine et 4,0 % ne jamais en consommer.

La fréquence de consommation de boissons sucrées (soda, cola, jus de fruits, sirop...) est assez similaire. La moitié des jeunes (49,7 %) indique en consommer quotidiennement ; 29,2 % plusieurs fois par jour. Deux cinquièmes (41,6 %) en boivent quelques fois par semaine et 8,7 % n'en consomment jamais.

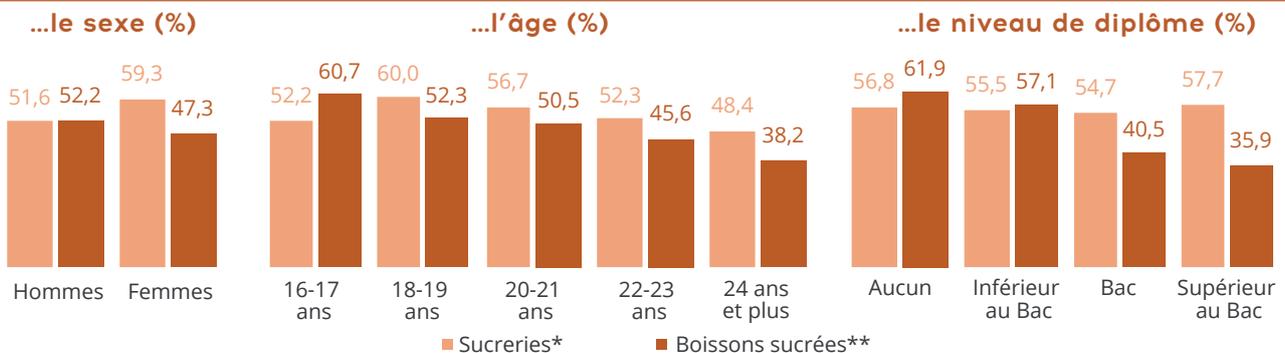
Au total, ce sont 71,2 % des jeunes qui consomment des sucreries ou des boissons sucrées quotidiennement.

ZOOM INFRARÉGIONAL

La consommation quotidienne de sucreries est moins retrouvée dans le Bassin minier (50,1 %), tandis que la consommation de boissons sucrées tend à être plus fréquente en Sambre-Avesnois-Thiérache (SAT), notamment plusieurs fois par jour. La consommation quotidienne de boissons sucrées est également plus fréquente dans le Pas-de-Calais (54,5 %).

La consommation quotidienne de produits sucrés est similaire dans le Bassin minier et en SAT, mais est moins courante dans l'Aisne.

CONSOMMATION QUOTIDIENNE DE SUCRERIES ET BOISSONS SUCRÉES SELON...



*il était précisé dans la question « (gâteaux, barres chocolatées, bonbons, viennoiseries, crèmes dessert...) ».

** il était précisé dans la question « (soda, cola, jus de fruits, sirop...) ».

Source : Enquête sur la santé des jeunes accompagnés par les Missions Locales - Exploitation : OR2S

...plus chez les femmes, les plus jeunes...

Les femmes sont plus nombreuses à déclarer consommer des sucreries tous les jours (59,3 % contre 51,6 %). À l'inverse, la consommation quotidienne de boissons sucrées est plus le fait des hommes (52,2 % contre 47,3 %).

La fréquence de consommation de sucreries comme de boissons sucrées diminue avec l'âge, pour les sucreries à partir de 18 ans. Ces dernières sont consommées tous les jours par 60,0 % des jeunes de 18-19 ans, contre 48,4 % à partir de 24 ans. Les jeunes de 16-17 ans sont au même niveau que ceux de 22-23 ans (environ 52 % mangent des sucreries quotidiennement). Pour les boissons sucrées, la baisse avec l'âge est constante, 60,7 % des mineurs en boivent tous les jours contre 38,2 % des jeunes de 24 ans et plus.

...et les moins diplômés

Un gradient en fonction du niveau de diplôme est également observé pour la consommation quotidienne de boissons sucrées : 61,9 % des non-diplômés contre 35,9 % des diplômés de l'enseignement supérieur.

En revanche, la consommation de sucreries ne varie pas significativement selon le diplôme.

En définitive, la consommation quotidienne de produits sucrés (sucreries ou boissons) est plus fréquente chez les femmes, diminue avec l'âge et est plus faible chez les diplômés d'au moins le baccalauréat.



ZOOM EN POPULATION GÉNÉRALE

D'après le Baromètre Santé 2021, 43,9 % des jeunes de 18 à 29 ans déclarent consommer quotidiennement des boissons sucrées dans les Hauts-de-France. Cette part diminue avec l'âge, jusqu'à atteindre 16,3 % chez les 76-85 ans.

HABITUDES ALIMENTAIRES

Afin de disposer d'éléments sur les habitudes alimentaires des jeunes accompagnés par les Missions Locales dans les Hauts-de-France, il leur était demandé si « Habituellement, il vous arrive » de « Consommer des plats prêts à consommer (ou plats préparés/transformés/cuisinés), qu'ils soient frais, surgelés ou en conserve », « Sauter 1 repas sur les 3 recommandés », « Grignoter entre les repas » et « Cuisiner ». Pour chaque proposition, ils devaient choisir entre quatre modalités : « Jamais », « Parfois », « Souvent », « Très souvent ».

Grignotage et saut de repas réguliers chez un jeune sur deux

Le grignotage entre les repas, au moins occasionnel, est très fréquent chez les jeunes puisque seuls 8,2 % disent que cela ne leur arrive jamais. Ils sont 46,3 % à le faire souvent ou très souvent (cf. graphique ci-contre).

Le grignotage a tendance à être plus le fait des femmes que des hommes (48,0 % contre 44,0 % le font souvent). Il est en revanche moins fréquent chez les jeunes de 24 ans ou plus que chez leurs cadets (33,8 % contre plus de 45 % dans les autres classes d'âge), et ne varie pas significativement selon le niveau de diplôme.

Le fait de sauter un repas (au moins un parmi les trois recommandés) est tout aussi répandu, avec seuls 15,7 % des jeunes qui indiquent ne jamais le faire. Ils sont un tiers à déclarer le faire parfois (34,3 %) et 50,0 % souvent ou très souvent.

Comme pour le grignotage, les femmes sont plus coutumières du saut de repas que les hommes (53,0 % contre 47,1 % le font souvent ou très souvent). En revanche, cette proportion ne varie pas suivant l'âge et le diplôme.

Un jeune sur dix ne cuisine jamais

Parmi les jeunes accompagnés par les Missions Locales dans les Hauts-de-France, 53,4 % déclarent cuisiner souvent ou très souvent, tandis que 10,8 % ne le font jamais (35,8 % parfois).

La part de jeunes indiquant cuisiner souvent ou très souvent est sensiblement plus importante chez les femmes (60,5 %) que chez les hommes (46,2 %). Ces derniers sont plus de deux fois plus nombreux à indiquer ne jamais cuisiner : 15,4 % contre 6,0 % des femmes.

Des variations sont également relevées suivant l'âge, la part de jeunes indiquant cuisiner souvent ou très souvent est plus élevée à partir de 22 ans (dépassant les 60 %).

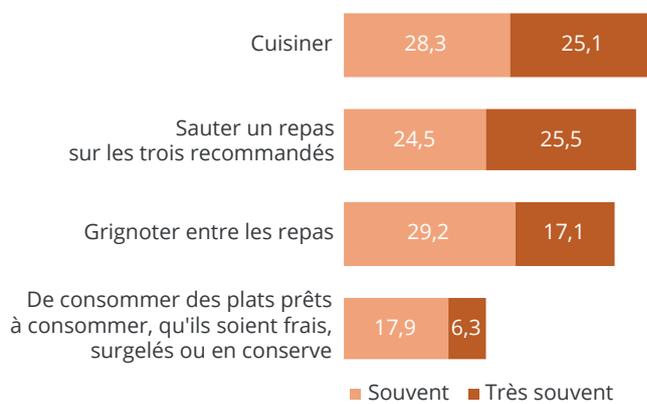
Les jeunes sans aucun diplôme sont moins nombreux à dire cuisiner souvent ou très souvent (46,5 %).

Un jeune sur quinze consomme très souvent des plats préparés

La consommation de plats préparés est moins fréquente, même si un quart des jeunes indique en consommer souvent ou très souvent. Ils sont 60,8 % à parfois en consommer et 15,0 % à ne jamais en manger.

La fréquence de consommation de ce type de plats ne varie pas significativement entre les hommes et les femmes. En revanche, les mineurs sont moins nombreux que les jeunes de 18-19 ans à en manger souvent (respectivement 20,3 % contre 26,2 %), tout comme les bacheliers n'ayant pas de diplôme de l'enseignement supérieur le sont moins que les jeunes sans diplôme (22,2 % contre 27,2 %).

HABITUELLEMENT, IL M'ARRIVE DE... (%)



Source : Enquête sur la santé des jeunes accompagnés par les Missions Locales - Exploitation : OR2S



ZOOM INFRARÉGIONAL

Les habitudes de consommations alimentaires ne varient que peu entre les jeunes accompagnés en Sambre-Avesnois-Thiérache, dans le Bassin minier et dans le reste de la région, hormis dans la SAT, où les jeunes sont en proportion moins nombreux à indiquer souvent ou très souvent sauter des repas.

Par ailleurs, le grignotage, comme le fait de cuisiner, est du même ordre de grandeur entre les départements des Hauts-de-France. Cependant, les jeunes de l'Oise sont plus enclins à consommer régulièrement des plats préparés (32,5 %) et ceux du Nord à sauter souvent ou très souvent des repas (52,1 %).

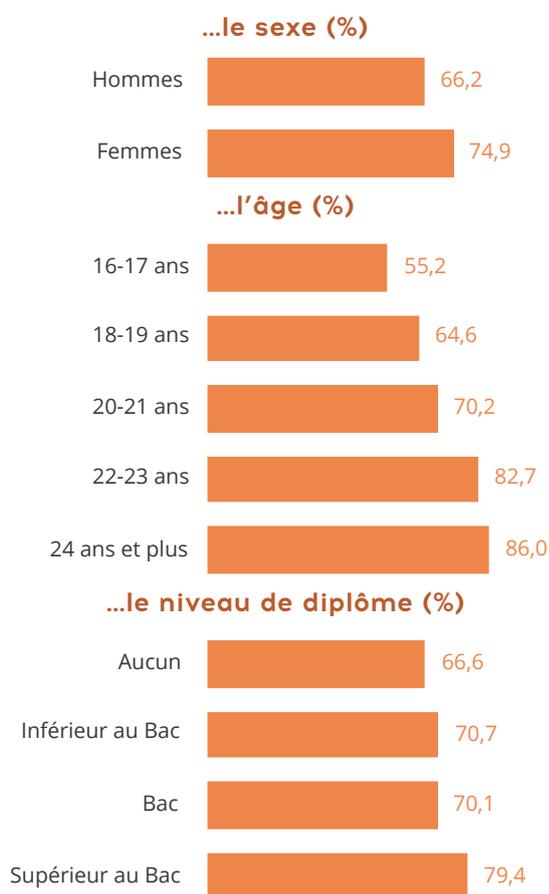
COMPORTEMENTS D'ACHATS ALIMENTAIRES

Des jeunes majoritairement responsables de leurs achats alimentaires

Sept jeunes accompagnés par les Missions Locales sur dix (71,1 %) disent qu'il leur arrive de faire leurs courses.

C'est plus souvent le cas des femmes que des hommes (cf. graphique ci-dessous). Par ailleurs, cette part augmente fortement avec l'âge : un peu plus d'un mineur sur deux fait au moins de temps en temps ses courses (55,2 % des 16-17 ans), tandis que plus de quatre jeunes sur cinq l'indiquent à partir de 22 ans (82,7 % pour les 22-23 ans et 86,0 % pour les 24 ans et plus).

IL M'ARRIVE DE FAIRE MES COURSES ALIMENTAIRES SELON...



Source : Enquête sur la santé des jeunes accompagnés par les Missions Locales - Exploitation : OR2S

Le prix, un critère d'achat prépondérant

Chez les jeunes indiquant faire leurs courses alimentaires au moins occasionnellement, le critère de sélection principal des achats cités est le prix ou l'existence de promotions. Un peu plus de trois jeunes sur quatre l'indiquent (cf. graphique ci-dessous), tandis que le goût arrive bien plus loin, cité par près de trois jeunes sur cinq. Les trois autres critères proposés ont été moins souvent énoncés : la qualité nutritionnelle des produits par un tiers des jeunes, les produits de saison par trois jeunes sur dix et les produits locaux par un peu moins d'un quart des jeunes. Il est à noter que, bien que non proposée dans les items du questionnaire, la routine est évoquée par plusieurs jeunes, plus enclins à acheter des produits qu'ils ont l'habitude de consommer.

Les femmes ont été plus nombreuses à citer le prix/promo et les produits de saison que leurs homologues masculins (respectivement 81,3 % et 32,5 % versus 73,0 % et 25,4 %). Ces derniers ont davantage énoncé la qualité nutritionnelle (36,7 % contre 28,4 % des femmes). Le prix est également plus soulevé par les plus âgés. Le souci du goût, de la qualité nutritionnelle et de la saisonnalité sont plus prégnants chez les plus diplômés (respectivement 62,7 %, 41,2 % et 40,1 %).

CRITÈRES DE SÉLECTION DES ACHATS* (%)



* parmi les jeunes indiquant qu'il leur arrive de faire leurs courses alimentaires.

Source : Enquête sur la santé des jeunes accompagnés par les Missions Locales - Exploitation : OR2S

ZOOM INFRARÉGIONAL

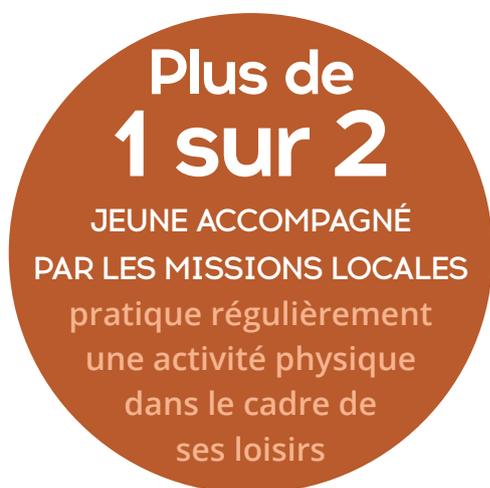
Les jeunes accompagnés par une Mission Locale du Bassin minier sont moins nombreux que les autres à déclarer faire leurs courses alimentaires, au moins de temps en temps (66,6 % contre 73,0 % dans le reste de la région). Aucune différence n'est observée pour les jeunes suivis en Sambre-Avesnois-Thiérache et selon le département.

ACTIVITÉ PHYSIQUE

Une activité physique de loisir plusieurs fois par semaine pour deux jeunes sur cinq

Un peu plus de la moitié des jeunes accompagnés par les Missions Locales dans les Hauts-de-France (53,7 %) déclare pratiquer une activité physique régulièrement (au moins une fois par semaine) pour son loisir.

La fréquence dédiée à cette pratique est hétérogène (cf. graphique ci-contre). En effet, tandis que 12,0 % des jeunes indiquent s'y consacrer une fois par semaine, 13,2 % en font deux fois par semaine, 12,9 % trois fois par semaine et 14,8 % en font quatre fois ou plus (0,8 % des jeunes n'ont pas précisé la fréquence de pratique).



Les hommes plus nombreux à pratiquer au moins trois fois par semaine

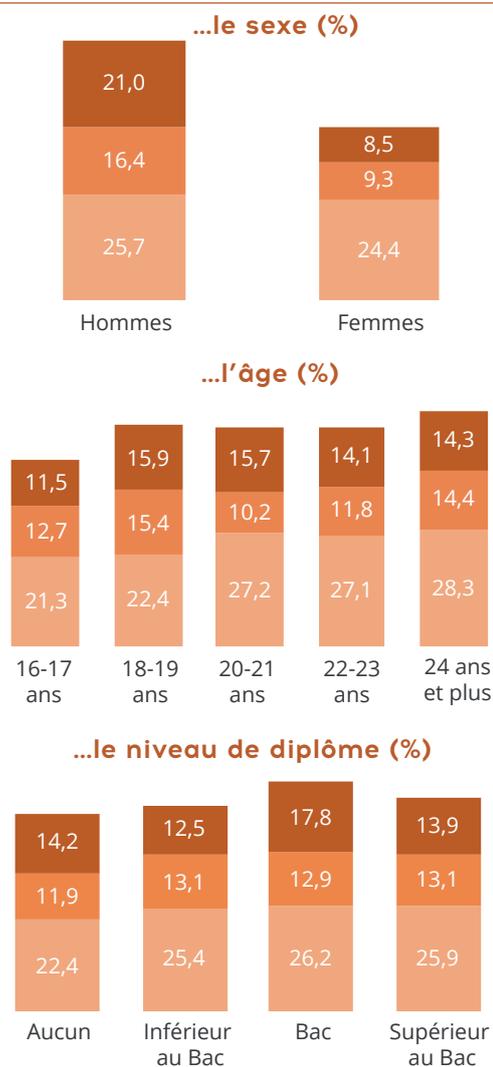
Les hommes sont en proportion plus nombreux que les femmes à déclarer avoir une activité physique pour leur loisir au moins une fois par semaine (63,7 % contre 43,2 %¹). La différence tient essentiellement aux pratiques revenant plusieurs fois dans la semaine (cf. graphique ci-contre). En effet, alors que la part de jeunes indiquant avoir une activité physique une à deux fois par semaine est identique pour chaque sexe, les hommes sont 1,8 fois plus nombreux à en faire trois fois par semaine que les femmes, et 2,5 fois plus nombreux quatre fois par semaine ou plus.

Le fait de pratiquer ou non une activité physique régulièrement dans le cadre des loisirs ne varie pas significativement entre les différents groupes d'âge. Les fréquences de pratique sont également similaires.

Les jeunes titulaires du baccalauréat, mais pas d'un diplôme de l'enseignement supérieur, sont ceux déclarant le plus avoir une activité physique régulière (57,9 %), à l'inverse des jeunes non-diplômés (49,5 %). Les fréquences de pratique sont cependant moins hétérogènes qu'entre hommes et femmes.

¹ La somme des pourcentages présentés sur le graphique ci-contre est différente du fait des non-réponses données à la question sur la fréquence de la pratique.

ACTIVITÉ PHYSIQUE RÉGULIÈRE* DANS LE CADRE DES LOISIRS** SELON...



- Au moins 4 fois par semaine
- 3 fois par semaine
- 1 à 2 fois par semaine

* minimum 1 fois par semaine (dont sport).

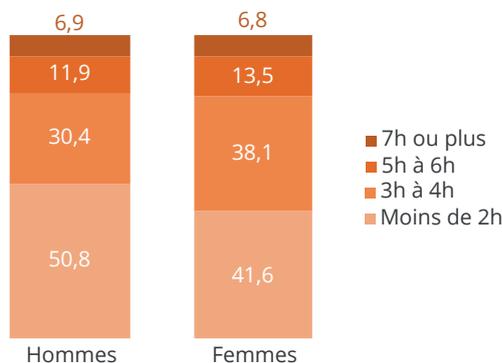
** parmi les jeunes ayant déclaré la fréquence de pratique.

Source : Enquête sur la santé des jeunes accompagnés par les Missions Locales - Exploitation : OR2S

ZOOM INFRARÉGIONAL

Les jeunes accompagnés par une Mission Locale de l'Oise sont plus nombreux que la moyenne à déclarer pratiquer une activité physique dans le cadre des loisirs au moins une fois par semaine (59,4 %). En revanche, aucune différence significative n'est observée entre les jeunes du Bassin minier ou de la SAT.

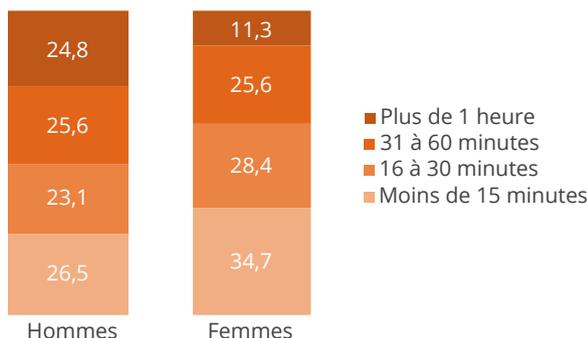
TEMPS HEBDOMADAIRE EN DEHORS DE L'ACTIVITÉ PRINCIPALE CONSACRÉ AUX TRAVAUX LÉGERS* SELON LE SEXE (%)



* faire les courses, le ménage, bricoler, jardiner...

Source : Enquête sur la santé des jeunes accompagnés par les Missions Locales
- Exploitation : OR2S

TEMPS QUOTIDIEN CONSACRÉ À LA MOBILITÉ DOUCE* NON ÉLECTRIQUE SELON LE SEXE (%)



* vélo, marche, skateboard, trottinette, rollers.

Source : Enquête sur la santé des jeunes accompagnés par les Missions Locales
- Exploitation : OR2S

¹ Plusieurs définitions de la mobilité douce sont retrouvées. Parfois, elle est synonyme de mobilité active et, d'autres fois, elle est plus large et englobe les modes de mobilité dits « actifs ». Dans cette enquête, la question était énoncée ainsi « mobilité douce non électrique (vélo, marche, skateboard, trottinette, rollers) ».



ZOOM EN POPULATION GÉNÉRALE

Selon les résultats du Baromètre Santé 2021, les jeunes de 18 à 29 ans résidant dans les Hauts-de-France sont, au cours des sept derniers jours, 57,0 % à déclarer avoir pratiqué au moins une fois une activité physique intense (effort physique important faisant respirer beaucoup plus difficilement que d'ordinaire) et 68,9 % au moins une fois une activité physique modérée (effort faisant respirer un peu plus difficilement que d'ordinaire).

Peu de temps dédié aux travaux légers du quotidien

Près de la moitié des jeunes (46,3 %) déclare consacrer moins de deux heures par semaine aux travaux légers (faire les courses, le ménage, le bricolage, le jardinage...) hors activité principale. Ils sont 34,0 % à indiquer y consacrer trois à quatre heures par semaine, 12,6 % cinq à six heures, 4,1 % sept à neuf heures et seuls 3,0 % y consacrent *a minima* dix heures.

Les hommes sont plus nombreux à déclarer y dédier peu de temps (moins de deux heures par semaine), mais sont aussi nombreux que les femmes à y consacrer au moins cinq heures par semaine (cf. graphique ci-contre). En revanche, aucune différence significative selon l'âge et le niveau de diplôme n'est observée.

Une mobilité douce plus de 30 minutes par jour pour plus de deux jeunes sur cinq

Le temps dédié à la mobilité douce¹ non électrique est hétérogène dans la population de jeunes accompagnés par les Missions Locales. Trois sur dix n'y ont presque pas recours (moins de quinze minutes par jour pour 30,3 %), tandis que près de deux jeunes sur cinq déclarent y consacrer plus d'une heure ; ils sont 43,7 % à indiquer plus de trente minutes par jour.

À l'inverse des travaux légers, les hommes sont plus nombreux que les femmes à consacrer un temps conséquent à la mobilité douce (cf. graphique ci-contre). Ainsi, un quart des hommes (24,8 %) indique un temps journalier de plus d'une heure contre un peu plus d'un dixième des femmes (11,3 %). La fréquence dédiée à la mobilité douce ne varie en revanche ni selon l'âge ni selon le niveau de diplôme.



ZOOM INFRARÉGIONAL

Alors que les jeunes accompagnés par une Mission Locale de Sambre-Avesnois-Thiérache indiquent consacrer plus de temps en moyenne que les autres aux travaux légers, une situation inverse est observée pour les jeunes du Bassin minier. Aucune différence significative n'est observée entre les départements.

Le temps dédié à la mobilité douce non électrique tend à être plus élevé dans l'Aisne, à l'inverse des départements du Nord et du Pas-de-Calais (où 17,1 % et 17,7 % y consacrent plus d'une heure par jour).

SÉDENTARITÉ

La sédentarité des jeunes a ici été approchée par le temps passé en position assise en dehors des repas et du temps de sommeil.

Un peu plus d'un tiers des jeunes passe plus de cinq heures par jour en position assise...

Moins d'un jeune sur dix (9,2 %) déclare passer moins de deux heures par jour en position assise en dehors des repas et du temps de sommeil. Ils sont 17,0 % à indiquer être assis deux à trois heures par jour, 17,5 % trois à quatre heures, 21,2 % quatre à cinq heures et 35,0 % plus de cinq heures.

...part plus faible chez les femmes...

Les hommes sont plus nombreux que les femmes à déclarer passer plus de cinq heures par jour en position assise (37,3 % contre 32,2 %).

En revanche, les parts de jeunes indiquant passer moins de deux heures par jour et entre deux et trois heures ne diffèrent pas selon le sexe.

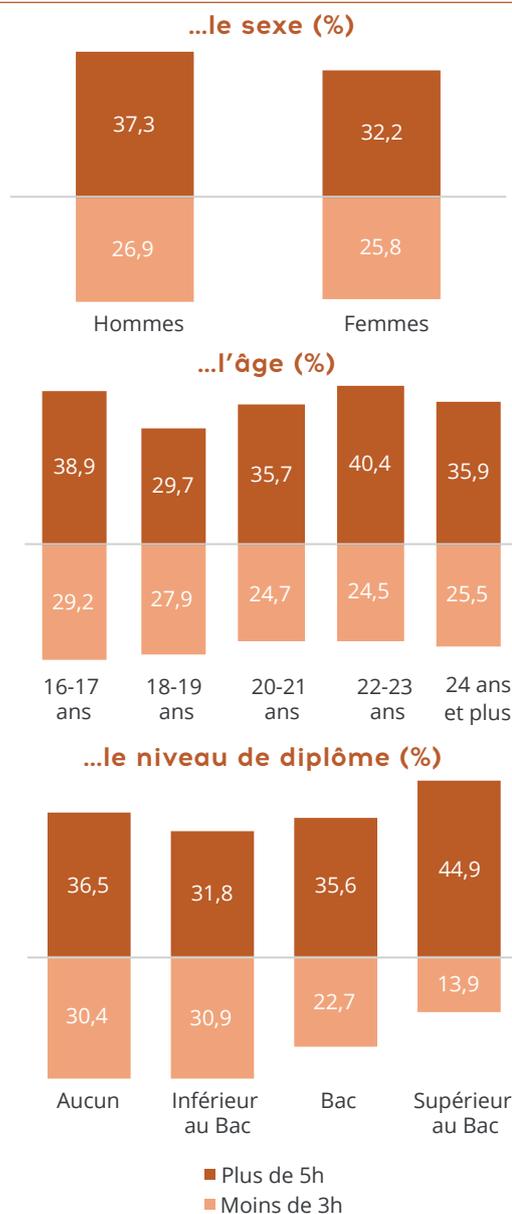
...et chez les jeunes de 18-19 ans...

Les jeunes de 18-19 ans se distinguent des autres, avec une part moindre de jeunes sédentaires : 29,7 % restent plus de cinq heures par jour assis, contre plus de 35 % dans les autres classes d'âge (cf. graphique ci-contre). Cependant, aucune différence significative entre les différentes classes d'âge n'est observée pour le fait de rester assis moins de trois heures par jour.

...et plus élevée chez les diplômés de l'enseignement supérieur

Ce sont les jeunes titulaires d'un diplôme inférieur au baccalauréat qui passent le moins de temps assis : trois jeunes sur dix déclarent passer moins de trois heures par jour en position assise contre près d'un quart pour ceux ayant le niveau Bac et un sur sept pour les diplômés de l'enseignement supérieur. Ces derniers sont sensiblement plus nombreux (44,9 %) à passer plus de cinq heures quotidiennement en position assise (cf. graphique ci-contre).

TEMPS QUOTIDIEN EN POSITION ASSISE* SELON...



* (télé, ordinateur...) en dehors des temps de repas et du temps de sommeil. La part de jeunes passant de trois à cinq heures par jour assis n'est pas représentée pour plus de lisibilité.

Source : Enquête sur la santé des jeunes accompagnés par les Missions Locales - Exploitation : OR2S

ZOOM INFRARÉGIONAL

La part de jeunes passant un temps quotidien peu important en position assise ne varie pas significativement en fonction de la localisation géographique de la Mission Locale. En revanche, les jeunes accompagnés par les Missions Locales de Sambre-Avesnois-Thiérache sont moins nombreux que les autres à passer plus de cinq heures par jour en position assise, tout comme les jeunes du Pas-de-Calais (32,1 %), à l'inverse de ceux de l'Aisne.

Une faible activité physique souvent combinée à une sédentarité importante...

Les jeunes ne pratiquant pas d'activité physique régulièrement (au moins une fois par semaine) sont plus enclins à passer un temps important assis. Parmi les jeunes ayant une activité physique régulière, ils sont ainsi 29,5 % à dire passer plus de cinq heures par jour assis, soit 1,4 fois moins que ceux ne faisant pas d'activité physique régulièrement (41,4 % passent plus de cinq heures par jour assis).

Près de
1 sur 5

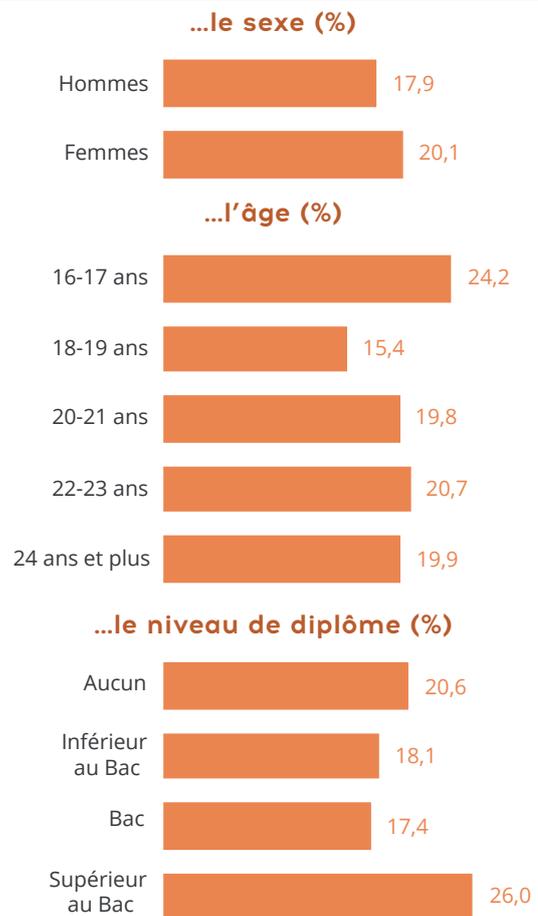
JEUNE ACCOMPAGNÉ
PAR LES MISSIONS LOCALES
combine
l'absence d'activité
physique régulière
et plus de 5h par jour
assis

...d'autant plus chez les jeunes mineurs et les plus diplômés

D'après ces déclarations, un jeune sur cinq (19,1 %) passe plus de cinq heures par jour assis, tout en ne pratiquant pas d'activité physique de manière hebdomadaire.

Cette proportion ne varie pas significativement entre les hommes et les femmes. En revanche, ce comportement est plus souvent retrouvé chez les mineurs que chez leurs aînés, en particulier que chez les 18-19 ans. Au niveau du diplôme, ce sont les diplômés de l'enseignement supérieur qui sont en proportion plus nombreux à être à la fois plus sédentaires en ne pratiquant pas une activité physique régulière (un quart), à l'inverse des titulaires d'un diplôme moins élevé (un sur cinq, voire moins ; cf. graphique ci-contre).

PAS D'ACTIVITÉ PHYSIQUE CHAQUE SEMAINE ET PLUS DE CINQ HEURES PAR JOUR EN POSITION ASSISE* SELON...



* hors temps de repas et de sommeil.

Source : Enquête sur la santé des jeunes accompagnés par les Missions Locales - Exploitation : OR2S



ZOOM EN POPULATION GÉNÉRALE

D'après le Baromètre Santé 2021, dans les Hauts-de-France, les jeunes de 18-29 ans déclarent passer en moyenne 5h35 assis un jour de semaine, toutes situations confondues (travail, transports, maison...). Ils sont 54,2 % à être assis plus de 4h par jour, soit une part comparable à ce qui est observé chez les jeunes accompagnés par les Missions Locales dans la région (56,3 %).

ZOOM INFRARÉGIONAL

Concernant la part de jeunes combinant plus de cinq heures par jour en position assise et pas d'activité physique régulière, aucune différence significative n'est relevée entre les jeunes du Bassin minier, de la Sambre-Avesnois-Thiérache et ceux du reste de la région.

Au niveau des départements, la part varie du simple au double entre les jeunes accompagnés dans l'Oise (13,8 %) et ceux dans l'Aisne.

A group of five people are walking away from the camera in a grassy field during sunset. The scene is bathed in warm, golden light, with the sun low on the horizon, creating a soft glow and long shadows. The people are dressed in casual attire, including plaid shirts and t-shirts. The foreground is filled with tall, green grass, and the background shows a blurred cityscape with buildings and trees.

AUTOUR DE L'ENVIRONNEMENT



La connaissance des risques sanitaires liés à l'environnement des jeunes accompagnés par les Missions Locales dans les Hauts-de-France est variable selon le type de risque.

Si plus de trois jeunes sur cinq se disent bien informés sur les ondes électromagnétiques et la pollution de l'air extérieur, c'est le cas de moins d'un jeune sur cinq concernant les perturbateurs endocriniens. Par ailleurs, les jeunes disent tirer leurs connaissances sur ces sujets majoritairement des réseaux sociaux.

Compte tenu de leurs connaissances, les jeunes accompagnés par les Missions Locales sont relativement nombreux à affirmer que la pollution de l'air extérieur ou encore que les substances toxiques présentes dans l'alimentation puissent représenter un risque important pour la santé des uns et des autres. En revanche, bien que se disant majoritairement bien informés sur le sujet, ils sont moins d'un sur deux à dire que le bruit peut induire un risque sanitaire non négligeable.

Face à leur environnement, un certain nombre de jeunes prennent des précautions. Par exemple, plus d'un sur deux lit la notice ou les ingrédients lors de l'achat de nourriture, de produits cosmétiques ou ménagers.

De plus, pour améliorer la qualité de son environnement, la majorité aère son logement, trie ses déchets, est vigilante sur sa consommation d'eau ou de chauffage. En revanche, la consommation de produits bio, locaux ou de saison, ou encore la réparation ou le recyclage des appareils ou vêtements n'est pas une priorité pour la majeure partie des jeunes accompagnés par les Missions Locales.

Enfin, il est observé que, en ce qui concerne l'environnement et ses risques pour la santé, les plus jeunes, mais surtout les non-diplômés constituent un public particulièrement vulnérable, car moins informés et moins sensibilisés à ces sujets.

SENTIMENT D'INFORMATION

Les jeunes accompagnés par les Missions Locales dans les Hauts-de-France ont été interrogés sur le sentiment qu'ils avaient du niveau d'information sur différents thèmes liés à l'environnement, ainsi que sur les éventuels effets sur la santé. Ils pouvaient indiquer se sentir plutôt bien informés, plutôt mal informés ou ne jamais en avoir entendu parler. Selon le thème abordé, les réponses varient drastiquement (cf. graphique ci-dessous).

Certaines problématiques environnementales encore peu connues...

Parmi la liste proposée, les perturbateurs endocriniens présentent, de loin, la plus forte part de jeunes indiquant ne jamais en avoir entendu parler (44,6 %) ; au total, moins d'un jeune sur cinq (17,3 %) a le sentiment d'être plutôt bien informé. La pollution de l'air intérieur arrive en seconde position des thématiques les moins connues, avec un jeune sur six qui indique ne jamais en avoir entendu parler (16,2 %) et un peu plus d'un tiers se sentir plutôt bien informé (35,4 %).

À l'inverse, les thématiques qui présentent les parts les plus élevées de jeunes s'estimant plutôt bien informés sont les « ondes électromagnétiques (téléphones portables, antennes relais, wifi...) », la « pollution de l'air extérieur et le changement climatique », et le « bruit », par respectivement 63,4 %, 60,3 % et 59,0 % des jeunes.

...avec des spécificités suivant le sexe

Les femmes sont plus nombreuses à déclarer se sentir mal informées ou ne jamais avoir entendu parler des effets de la pollution de l'air extérieur et du changement climatique (42,5 % contre 38,3 % chez les hommes), ainsi que sur les effets du bruit (45,2 % contre 37,4 %).

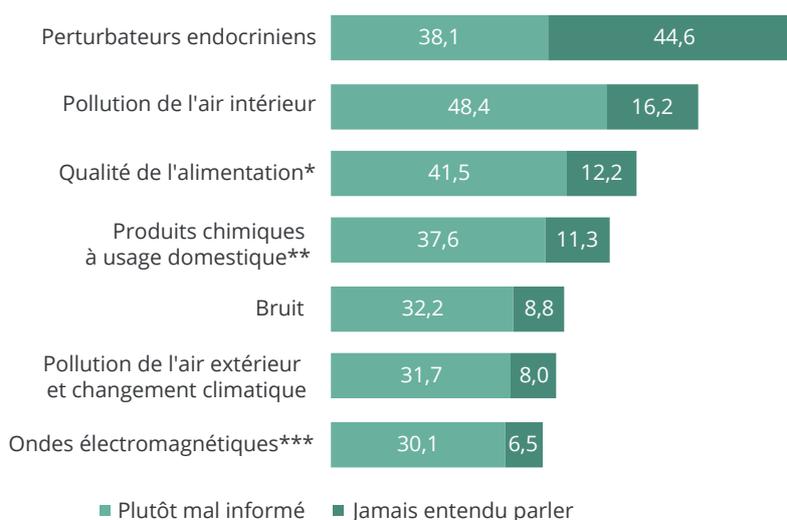
À l'inverse, les hommes se sentent moins bien renseignés sur les perturbateurs endocriniens (85,3 % contre 81,1 % chez les femmes), les produits chimiques à usage domestique (51,3 % contre 47,4 %), ainsi que les ondes électromagnétiques (38,7 % contre 34,6 %).

Les plus jeunes et les moins diplômés ont le sentiment d'être moins informés

Les mineurs sont plus nombreux à avoir le sentiment d'être moins bien informés que leurs aînés. Les différences les plus marquées concernent les perturbateurs endocriniens ; les jeunes mineurs sont 89,5 % à dire être mal informés, voire ne jamais en avoir entendu parler, contre 73,1 % des jeunes de 24 ans et plus. De même, les plus jeunes sont 71,4 % à mal connaître les effets de la pollution de l'air intérieur contre 62,9 % des plus âgés, et 48,6 % des mineurs disent ne pas être suffisamment avisés des effets du bruit contre 40,4 % à partir de 24 ans.

Les écarts sont encore plus prononcés suivant le niveau de diplôme, et notamment pour l'air extérieur et le changement climatique, pour lesquels les jeunes sans diplôme sont 51,2 % à être mal informés contre 34,6 % des diplômés avec au moins le baccalauréat, ou encore la qualité de l'alimentation, mal connue de 64,9 % des non-diplômés contre 49,0 % des bacheliers et des diplômés du supérieur.

SENTIMENT D'INFORMATION SUR CERTAINS SUJETS ENVIRONNEMENTAUX, ET LEURS ÉVENTUELS EFFETS SUR LA SANTÉ (%)



* présence de pesticides, de métaux lourds, de contaminants chimiques...

** produits ménagers, de jardinage.

*** téléphones portables, antennes relais, wifi...

La part de jeunes déclarant être plutôt bien informés n'est pas représentée pour plus de lisibilité.



ZOOM INFRARÉGIONAL

Aucune différence significative de niveau d'information n'est relevée entre les jeunes accompagnés dans la Sambre-Avesnois-Thiérache et ceux du reste de la région. Les jeunes du Bassin minier sont légèrement plus nombreux à indiquer ne pas être suffisamment informés sur les perturbateurs endocriniens (84,7 %) et sur la qualité de l'alimentation (59,3 %).

À l'échelle départementale, les jeunes de l'Aisne sont moins nombreux à dire manquer d'information sur la qualité de l'alimentation, le bruit et la pollution de l'air extérieur. À l'inverse, les jeunes accompagnés dans le Pas-de-Calais sont moins bien informés sur les deux premières thématiques (55,7 % et 42,5 % respectivement) ainsi que sur les effets de la pollution de l'air intérieur (65,3 %), également peu connus dans l'Oise (66,6 %).

Plus d'un jeune sur sept mal informé sur tous les sujets cités

Il est à noter que 15,3 % des jeunes se disent mal informés de chacun des thèmes listés, voire n'en ont jamais entendu parler (cf. page précédente). Cette part est similaire chez les femmes et les hommes et ne varie pas significativement en fonction de l'âge. En revanche, elle est plus élevée chez les jeunes n'ayant aucun diplôme (20,7 %) ou chez ceux titulaires d'un diplôme de l'enseignement supérieur (17,3 %), que chez ceux ayant un niveau d'études intermédiaire (14,2 % des non-bacheliers et 13,1 % des bacheliers).

Pour les jeunes qui ont indiqué être plutôt bien informés sur les différents thèmes liés à l'environnement¹, ainsi que sur les éventuels effets sur la santé, il leur a été demandé par quel(s) biais ils avaient eu ces informations. Les propositions qui leur ont été faites figurent dans le graphique ci-contre. Les jeunes avaient la possibilité, via un champ libre, d'ajouter d'autres items.

Les réseaux sociaux comme source d'information principale...

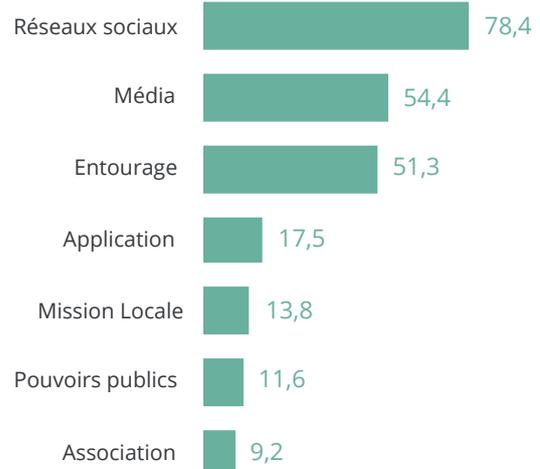
Parmi les jeunes déclarant être bien informés sur au moins une thématique environnementale abordée dans le questionnaire¹ (cf. graphique page précédente), près de quatre sur cinq affirment avoir eu ces informations par le biais des réseaux sociaux. Les médias et l'entourage arrivent en deuxième et troisième position, avec une part similaire, de l'ordre d'un jeune sur deux. Les applications, la Mission Locale, les pouvoirs publics et les associations sont cités par moins d'un jeune sur cinq, voire un jeune sur dix. Outre ces propositions de sources d'information faites aux jeunes, certains citent leurs études, soulignant le fait que les jeunes ayant un niveau de diplôme supérieur se sentent en moyenne mieux informés sur ces sujets que leurs homologues non-diplômés.

...et ce quel que soit le profil des jeunes

Tandis que les parts de jeunes tirant leurs informations des réseaux sociaux, de leur entourage ou des pouvoirs publics ne varient pas significativement selon le profil (sexe, classe d'âge et niveau de diplôme) des jeunes, les médias, les applications, et les associations sont plus souvent cités par les hommes (respectivement 57,6 %, 19,2 % et 10,7 %) que par les femmes (50,4 %, 15,0 % et 7,0 %).

De plus, alors que la part de jeunes se renseignant par l'intermédiaire des médias augmente avec le niveau de diplôme (37,3 % des non-diplômés, 47,7 % des jeunes avec

SOURCES D'INFORMATION SUR LES SUJETS ENVIRONNEMENTAUX* (%)



** parmi les jeunes déclarant être bien informés sur au moins une thématique environnementale abordée dans le questionnaire, à savoir : effets sur la santé de la pollution de l'air intérieur et extérieur, des perturbateurs endocriniens, de la qualité de l'alimentation, des produits chimiques à usage domestique, du bruit et des ondes électromagnétiques.*

Source : Enquête sur la santé des jeunes accompagnés par les Missions Locales - Exploitation : OR2S

un diplôme inférieur au bac, 64,0 % des bacheliers et 71,4 % de ceux diplômés de l'enseignement supérieur), celle tirant des enseignements de la Mission Locale suit le schéma inverse (respectivement 16,8 %, 16,1 %, 11,7 % et 8,0 % selon le niveau de diplôme).

¹ Effet sur la santé de la pollution de l'air intérieur et extérieur, des perturbateurs endocriniens, de la qualité de l'alimentation, des produits chimiques à usage domestique, du bruit et des ondes électromagnétiques.

PERCEPTION DES RISQUES POUR LA SANTÉ

Les jeunes accompagnés par les Missions Locales dans les Hauts-de-France ont été interrogés sur leur perception des risques pour leur santé et celle de leur entourage de différents thèmes liés à l'environnement (cf. graphique ci-dessous). Pour chaque thématique proposée, les jeunes avaient la possibilité de graduer leur perception sur une échelle de quatre modalités : risque très élevé, risque plutôt élevé, risque plutôt faible et risque très faible - ou d'indiquer « je ne sais pas ».

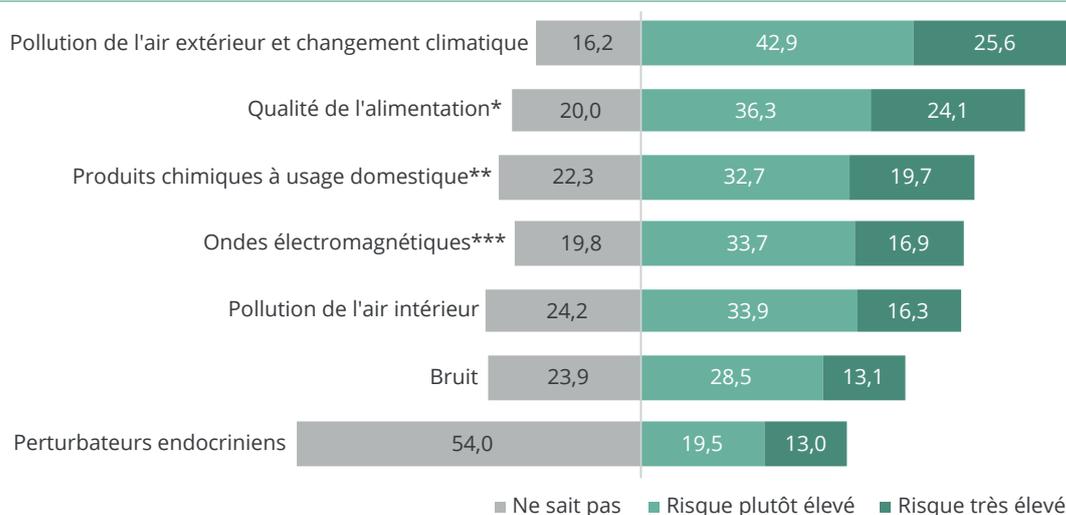
La pollution de l'air extérieur et le changement climatique vus comme le premier facteur environnemental pouvant induire un risque pour la santé

Quel que soit leur niveau de connaissance sur les différentes thématiques abordées, il a été demandé aux jeunes si, selon eux, ces problématiques pouvaient induire un risque pour leur santé et celle de leur entourage.

La part de jeunes ne se prononçant pas sur les éventuels risques pour la santé est de l'ordre de 20 %/25 %, quelle que soit la thématique abordée, hormis pour les perturbateurs endocriniens où elle est particulièrement élevée. En effet, sur ce dernier sujet, plus d'un jeune sur deux (54,0 %) préfère ne pas se prononcer, rejoignant le fait qu'ils étaient très nombreux à indiquer être mal informés, voire ne pas connaître du tout, la problématique liée à ces substances.

Le sujet pour lequel les jeunes sont les plus nombreux à dire qu'il y a un risque sanitaire est la pollution de l'air extérieur et le changement climatique. En effet, près de deux jeunes sur trois indiquent que cette pollution induit un risque plutôt élevé, voire très élevé, pour leur santé et celle de leur entourage. Les réponses sont assez proches pour la présence de contaminants dans les denrées alimentaires. En revanche, la pollution de l'air intérieur est moins souvent jugée dangereuse : pour un jeune sur deux, comme les produits chimiques à usage domestique ou encore les ondes électromagnétiques. Le bruit arrive en avant-dernière position, avec environ deux jeunes sur cinq affirmant qu'il peut présenter un risque pour la santé.

PERCEPTION DES RISQUES POUR LA SANTÉ INDUITS PAR DIFFÉRENTS FACTEURS ENVIRONNEMENTAUX (%)



* présence de pesticides, de métaux lourds, de contaminants chimiques...

** produits ménagers, de jardinage.

*** téléphones portables, antennes relais, wifi...

La part de jeunes déclarant que le risque pour la santé est plutôt faible ou très faible n'est pas représentée pour plus de lisibilité.

Source : Enquête sur la santé des jeunes accompagnés par les Missions Locales - Exploitation : OR2S

ZOOM INFRARÉGIONAL



La perception des risques liés aux différents facteurs environnementaux évoqués ne diffère pas entre les jeunes accompagnés dans le Bassin minier, dans la Sambre-Avesnois-Thiérache et dans le reste de la région.

En revanche, à l'échelle départementale, les jeunes accompagnés dans le Pas-de-Calais perçoivent moins de risques sanitaires liés à la qualité de l'alimentation (56,6 % disent que le risque est plutôt ou très élevé), aux ondes électromagnétiques (52,9 %) et aux perturbateurs endocriniens (28,6 %) que la moyenne régionale. C'est également le cas pour les jeunes de l'Oise pour la qualité de l'alimentation (57,1 %) et des jeunes du Nord pour la pollution de l'air extérieur et le changement climatique (66,0 %). À l'inverse, les jeunes accompagnés dans l'Aisne sont plus nombreux à dire que le bruit ou les perturbateurs endocriniens peuvent induire un risque important pour la santé.

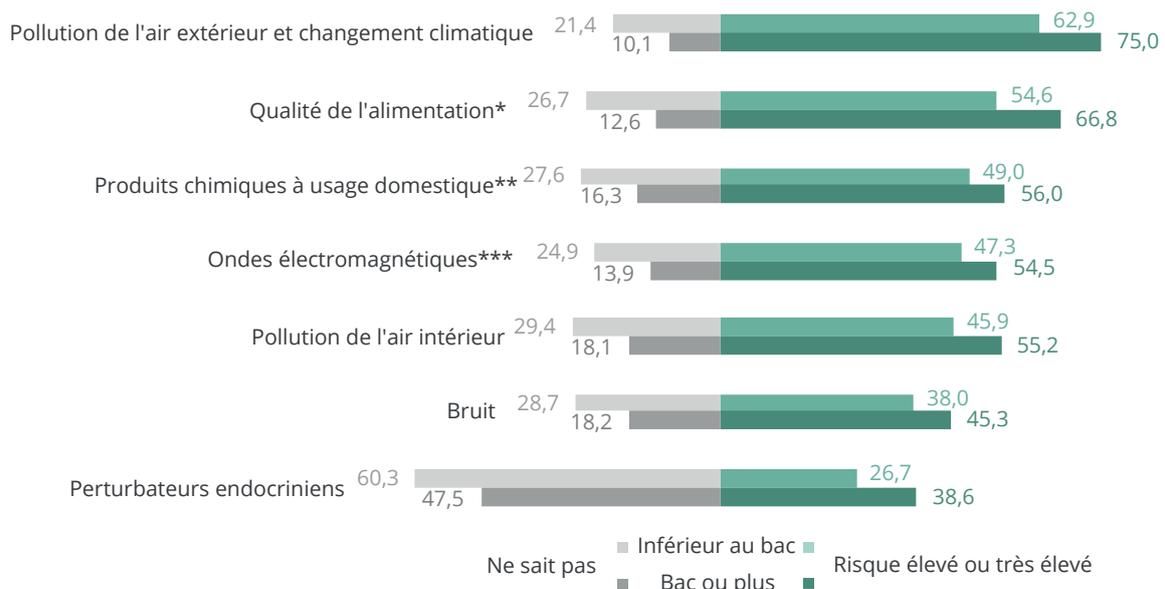
Un risque perçu comme plus élevé par les femmes et les plus diplômés

Globalement, les femmes sont proportionnellement plus nombreuses à déclarer que les facteurs environnementaux peuvent induire un risque élevé ou très élevé pour la santé que les hommes, hormis pour la pollution de l'air extérieur et le changement climatique, et pour le bruit. Ces deux problématiques sont perçues de manière similaire, quel que soit le sexe. Les différences sexuées sont particulièrement prononcées pour les produits chimiques à usage domestique (56,2 % des femmes perçoivent un risque élevé contre 48,4 % des hommes), les ondes électromagnétiques (59,0 % contre 43,1 %) et les perturbateurs endocriniens (36,9 % contre 27,6 %).

L'âge n'intervient que peu dans la perception des risques environnementaux, excepté pour les ondes électromagnétiques et le bruit, qui sont moins vus comme dangereux par les mineurs que par leurs aînés. Ainsi, 35,4 % et 28,7 % des mineurs déclarent respectivement que les ondes et le bruit présentent un risque élevé pour leur santé et celle de leur entourage ; ces pourcentages sont de l'ordre de 50 % et 40 % dans les autres classes d'âge.

Pour tous les sujets abordés, la part de jeunes percevant un risque important pour la santé augmente avec le niveau de diplôme, et ce notamment en raison du fait que les jeunes les moins diplômés ne savent pas se prononcer sur ces sujets (cf. graphique ci-dessous).

PERCEPTION DES RISQUES POUR LA SANTÉ INDUITS PAR DIFFÉRENTS FACTEURS ENVIRONNEMENTAUX SELON LE NIVEAU DE DIPLÔME (%)



* présence de pesticides, de métaux lourds, de contaminants chimiques...

** produits ménagers, de jardinage.

*** téléphones portables, antennes relais, wifi...

La part de jeunes déclarant que le risque pour la santé est plutôt faible ou très faible n'est pas représentée pour plus de lisibilité.

COMPORTEMENTS

Certaines actions réalisées régulièrement pour améliorer la qualité de l'environnement, d'autres peu communes

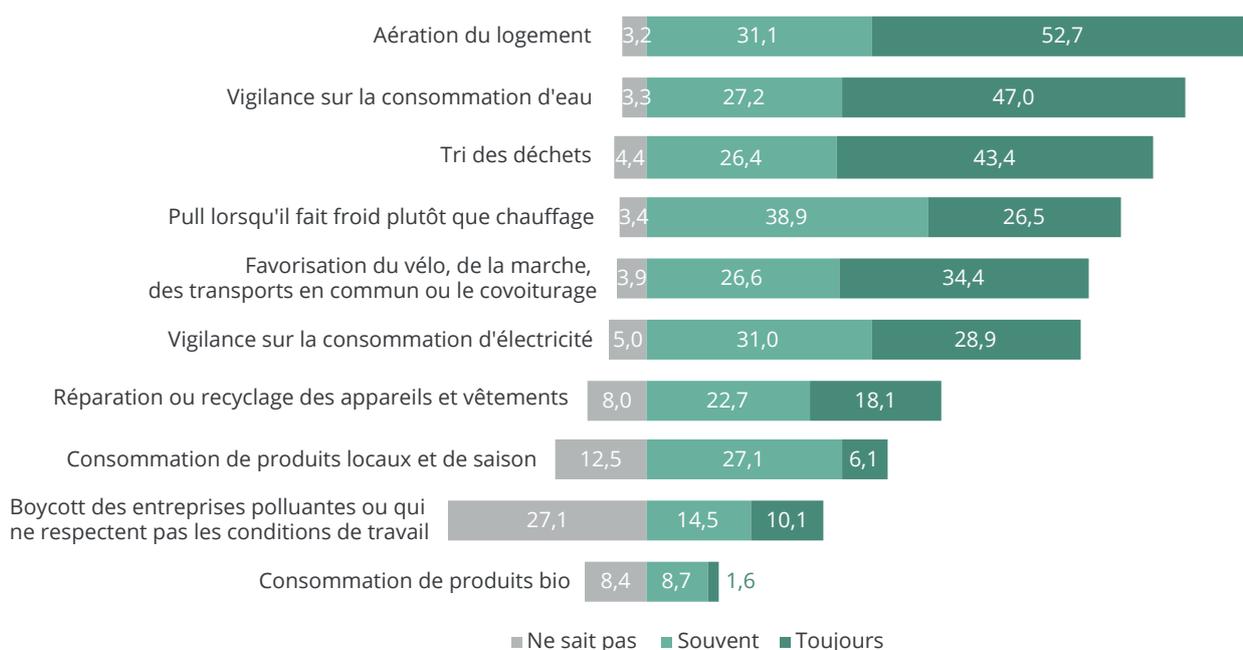
Les jeunes accompagnés par les Missions Locales dans les Hauts-de-France ont été interrogés sur la fréquence à laquelle ils font certaines actions visant à améliorer la qualité de leur environnement (cf. graphique ci-dessous).

Tandis que certaines actions sont réalisées régulièrement par une majorité de jeunes - par exemple, plus de quatre jeunes sur cinq mentionnent aérer leur logement souvent, voire toujours - d'autres sont bien moins répandues. La consommation régulière de produits bio ne concerne ainsi qu'un jeune sur dix. Il est à noter que certaines actions remportent de nombreux « je ne sais pas ». C'est par exemple le cas du « boycott des entreprises polluantes ou qui ne respectent pas l'environnement et les conditions de travail » (27,1 %).

De même, respectivement 12,5 % et 8,4 % des jeunes ne savent pas s'ils consomment des produits locaux et de saison, ou des produits bio, car ils ne font pas leurs courses ou ne cuisinent pas.

Quoi qu'il en soit, plusieurs actions sont réalisées régulièrement par plus d'un jeune sur deux : faire attention à sa consommation d'eau (par exemple, couper l'eau pendant le brossage de dents) et d'électricité (couper les appareils électriques), trier ses déchets, mettre un pull lorsqu'il fait froid au lieu de mettre le chauffage, ou encore favoriser le vélo, la marche, les transports en commun ou le covoiturage.

ACTIONS POUR AMÉLIORER LA QUALITÉ DE L'ENVIRONNEMENT (%)



La part de jeunes ne réalisant ces actions que de temps en temps, voire jamais, n'est pas représentée pour plus de lisibilité.

Source : Enquête sur la santé des jeunes accompagnés par les Missions Locales - Exploitation : OR2S

Des gestes pour l'environnement dépendants des profils

Tandis que certaines actions sont réalisées dans les mêmes proportions, quel que soit le sexe, certaines sont davantage le fait des femmes (vigilance sur la consommation d'électricité - 63,4 % -, recyclage - 43,5 % -, boycott des entreprises non respectueuses - 26,4 % -), d'autres des hommes (favoriser la mobilité verte - 64,3 % -, consommer bio - 11,6 % -).

Globalement, plus que l'âge, c'est le niveau de diplôme qui discrimine les actions pour préserver l'environnement. Les jeunes sans diplôme y sont moins sensibles que les plus diplômés. Ainsi, un facteur supérieur à 1,5 sépare le plus

souvent les parts de jeunes non-diplômés de ceux diplômés de l'enseignement supérieur. Ces derniers sont ainsi plus nombreux à se soucier régulièrement de réparer ou recycler leurs affaires (49,7 % des plus diplômés contre 31,7 % des non-diplômés), de boycotter les entreprises polluantes ou qui ne respectent pas l'environnement (29,3 % contre 18,6 %) ou encore de trier les déchets (87,0 % contre 55,4 %). L'écart est moins prononcé bien qu'existant pour la vigilance sur la consommation d'électricité (70,4 % contre 54,4 %), d'eau (85,2 % contre 68,6 %) ou encore le fait de mettre un pull plutôt que le chauffage (71,5 % contre 57,5 %).



ZOOM INFRARÉGIONAL

Dans le Bassin minier, seul le fait de réparer ou recycler les appareils ou vêtements est plus fréquemment déclaré que dans le reste des Hauts-de-France (47,1 % le font souvent, voire toujours).

Dans la Sambre-Avesnois-Thiérache, aérer son logement et mettre un pull plutôt que le chauffage sont plus fréquents que dans le reste de la région, mais la mobilité verte est moins souvent empruntée.

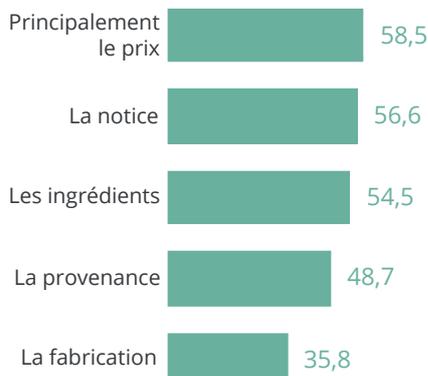
À l'échelle départementale, les jeunes accompagnés dans le Nord sont plus nombreux que la moyenne à régulièrement faire attention à leur consommation d'eau (77,4 %), à favoriser la mobilité verte (64,9 %), à recycler ou réparer leurs affaires (42,9 %), ou encore à boycotter les entreprises non respectueuses (27,8 %). Le recyclage/la réparation sont également plus retrouvés dans le Pas-de-Calais (44,2 %) qu'en moyenne dans les Hauts-de-France, à l'inverse de l'Oise (32,6 %). Dans ce département, la mobilité verte est moins empruntée (52,4 %), mais la consommation de produits bio est plus fréquente (13,8 %). Enfin, dans l'Aisne, l'aération régulière du logement est moins souvent citée que dans le reste de la région.

Les critères d'achat sont similaires dans le Bassin minier, la Sambre-Avesnois-Thiérache et le reste de la région.

Au sein des départements, l'Aisne compte plus de jeunes s'enquérant de la notice, et le Pas-de-Calais moins de la provenance des produits (46,1 %), qu'en moyenne dans les Hauts-de-France.



LORS DE L'ACHAT DE NOURRITURE, DE PRODUITS COSMÉTIQUES OU MÉNAGERS, REGARDER... (%)



Le prix comme premier critère lors des achats...

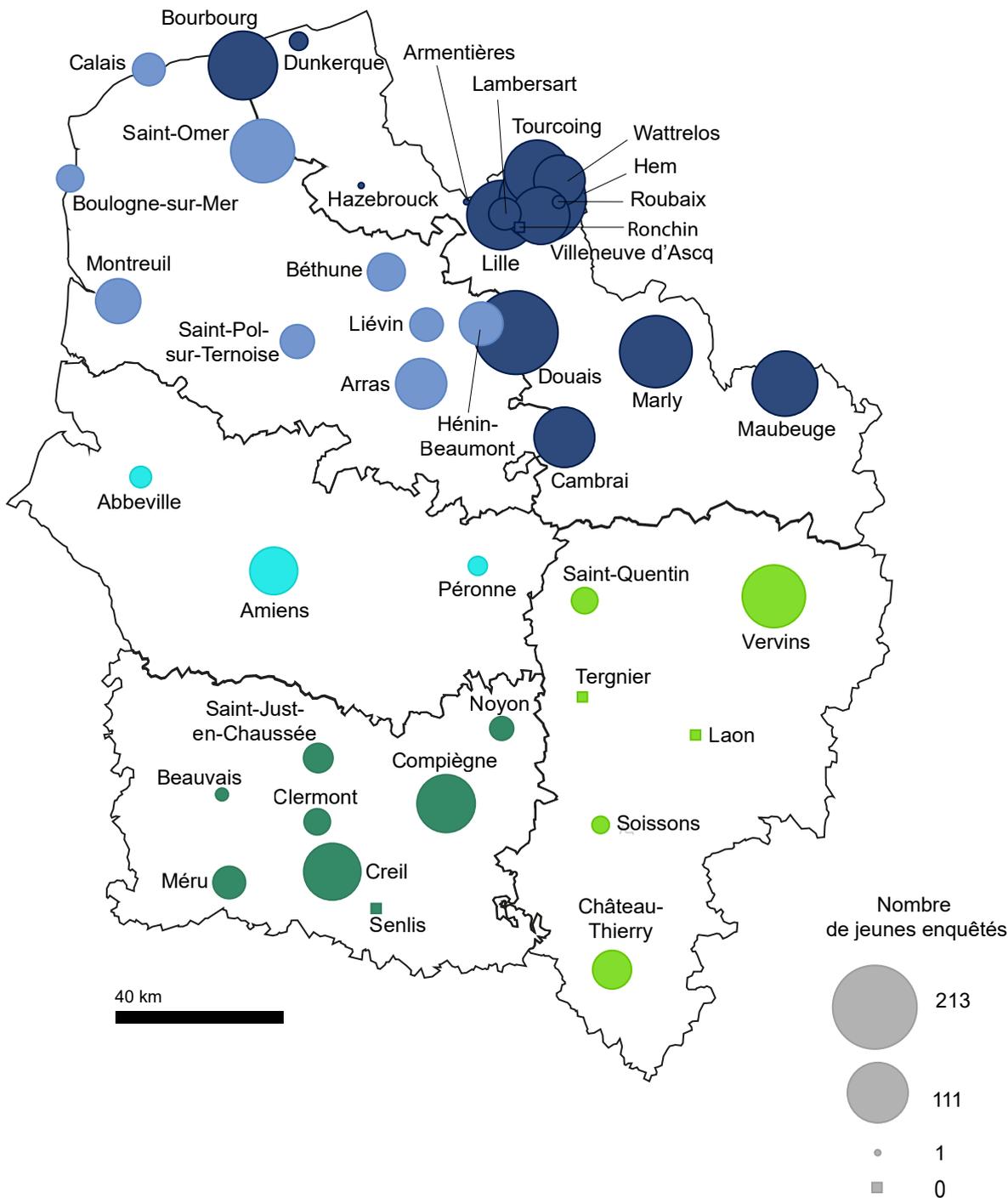
Lors de l'achat de nourriture, de produits cosmétiques ou de produits ménagers, plus de la moitié des jeunes dit regarder principalement le prix. Cependant, la notice, les ingrédients et, dans une moindre mesure, la provenance sont consultés par une part importante des jeunes (cf. graphique ci-contre). En revanche, la fabrication est une préoccupation moindre, ne concernant qu'un peu plus d'un jeune sur trois.

...notamment pour les jeunes sans diplôme

Les femmes sont plus nombreuses que les hommes à indiquer regarder la notice lors de leurs achats (62,1 % contre 51,2 %). Les autres critères ne diffèrent pas significativement selon le sexe.

La vigilance sur la notice, les ingrédients ou encore la provenance et, dans une moindre mesure, la fabrication augmentent avec l'âge. De même, ces trois premiers critères sont bien plus consultés par les jeunes diplômés, tandis que les jeunes sans diplôme sont plus préoccupés par le prix (68,3 % contre 47,5 % chez les diplômés de l'enseignement supérieur).

RÉPARTITION DES MISSIONS LOCALES DES HAUTS-DE-FRANCE



Source : Enquête sur la santé des jeunes accompagnés par les Missions Locales - Exploitation : OR2S

Ce document, imprimé par l'Imprimerie Monsoise en février 2025, a été réalisé conjointement par Manon Couvreur, Nadège Thomas (OR2S), Zohra Boukabous, Dimitri Vast (Arefie) et Amandine Dejancourt (ARS Hauts-de-France).

Il a été mis en page par Sylvie Bonin (OR2S).

Il a été financé par l'ARS Hauts-de-France.

Les auteurs remercient les jeunes ayant répondu à l'enquête qui ont permis la réalisation de ce travail ainsi que les professionnels œuvrant au sein des Missions Locales.

Directeurs de publication : Patrick Dehen, Thomas Lhermitte, Hugo Gilardi et Pr Maxime Gignon.

ENQUÊTE RÉGIONALE

AUPRÈS DES JEUNES
ACCOMPAGNÉS
PAR LES MISSIONS LOCALES
DANS LES HAUTS-DE-FRANCE

Cette enquête a pour objectif d'établir un diagnostic de l'état de santé et des comportements des jeunes accompagnés par les Missions Locales des Hauts-de-France. Mieux connaître ce public en situation de vulnérabilité sociale, à partir de différents axes, allant de la santé physique à la santé mentale, en passant par les habitudes de vie, permettra d'adapter leur prise en charge au plus près de leurs besoins.